

L'isolationnisme américain

Au moment même où une délégation européenne arrivait à Washington pour mettre en garde le Sénat contre les conséquences d'une législation protectionniste, celui-ci adoptait un amendement contraindre la Maison Blanche à protéger les industries menacées par la concurrence étrangère.

Cette disposition est « la plus grave » que les parlementaires américains aient prise, a estimé le commissaire européen Willi de Clerq. Si elle prenait force de loi, elle entraînerait l'adoption de « mesures similaires » de la part de la Commission européenne. Va-t-on, une fois de plus, brandir la bache de guerre commerciale ?

Les impératifs d'un calendrier complexe remettent la décision finale à l'automne. La Chambre des représentants a, d'ores et déjà, mis au point son propre projet de loi commerciale et ses propres dispositions isolationnistes. L'amendement Gaphard avait le 30 avril dernier, constitué un premier et grave revers pour le président Reagan, et la première menace d'importance pour les partenaires commerciaux des Etats-Unis. Il prévoit tout simplement, en effet, des sanctions automatiques contre les pays coupables d'excès de commerce jugés « excessifs » par les Américains.

Mais il faudra attendre de connaître l'ensemble de la réglementation du Sénat, sans doute au début de mois d'août, puis la nouvelle session parlementaire de septembre, pour que débute le long processus des compromis entre les deux Assemblées.

La surcharge protectionniste à laquelle se livrent les parlementaires américains n'en est pas moins extrêmement préoccupante. Malgré le poids des arguments des partisans du libre-échange, qui regroupent leurs forces à Washington, les préoccupations électorales des membres du Congrès l'emportent toujours. La concurrence étrangère n'est pas seule responsable des pertes d'emplois que connaissent les Etats-Unis. Mais il est tentant, pour les parlementaires, d'utiliser ce thème nécessairement populaire contre un président politiquement affaibli.

Dans cette guerre des nerfs, tous les dossiers sont bons : réduire les importations de chaussures latino-américaines, même si, dans le même temps, on attend de ces pays qu'ils remboursent scrupuleusement leur dette ; exiger du Japon et de l'Europe de déreglementer leurs télécommunications en deux ans, ce que les Etats-Unis ont mis quinze ans à réaliser ; assister à un ensemble juridique cohérent des sociétés membres du consortium Airbus pour mieux répliquer par des droits compensateurs aux avances remboursables allouées par quatre gouvernements européens. La liste semble infinie des pratiques décriées unilatéralement « déloyales » outre-Atlantique.

La situation est d'autant plus dangereuse que les répliques sont limitées. En fin de mandat, le président Reagan, quel que soit son attachement, souvent répété, au libre-échange, ne peut plus multiplier les promesses individuelles aux parlementaires. Il dispose de son seul droit de veto. Quant aux partenaires de Washington, ils peuvent rappeler la leçon des quarante dernières années : jamais les Etats-Unis n'ont été aussi prospères qu'avec des barrières douanières limitées. De toute façon, si l'attrait douteux du rapin sur soi l'emportait, la seule réplique serait celle de représailles désastreuses pour l'équilibre économique mondial.

La dégradation de la situation économique

- M. Chirac annonce un effort pour la recherche
- M. Balladur nuance le pessimisme de l'INSEE

Le premier ministre en voyage à Bordeaux a annoncé, le jeudi 9 juillet, diverses mesures applicables en 1988 pour favoriser la recherche et l'innovation dans les entreprises, domaines dans lequel la France a pris un retard structurel inquiétant par rapport à ses concurrents.

La principale d'entre elles est l'élargissement du crédit d'impôt-recherche, qui représentera un effort supplémentaire de l'Etat de 500 millions de francs.

L'annonce de ces mesures intervient au moment où l'INSEE publie sa note de conjoncture, qui laisse prévoir des résultats plutôt médiocres pour 1987 : la croissance ne serait plus que de 1,3 %, et le déficit commercial atteindrait 25 milliards de francs.

M. Balladur n'en reste pas moins confiant dans l'avenir en raison des mesures de libéralisation de l'économie, dont il dresse le bilan.



Lire pages 20 et 24 les articles de FRANÇOIS SIMON et CLAIRE BLANDIN

Une nouvelle étape vers la démocratisation

Amnistie politique en Corée du Sud

Après plusieurs semaines de manifestations et de violences, la Corée du Sud a franchi, le jeudi 9 juillet, une nouvelle étape sur la voie de la démocratisation. Le président Chun a, en effet, décrété une amnistie générale pour les opposants. Le principal d'entre eux, M. Kim Dae Jung, pourrait ainsi être candidat à une future élection présidentielle.

Le président sud-coréen, M. Chun Doo Hwan, a accordé une amnistie complète aux opposants. Deux mille trois cents cinquante personnes vont recouvrer leurs droits civiques, dont le rival du chef de l'Etat, M. Kim Dae Jung. Ce geste, qui va au-delà des intentions qui étaient prêtées au président, a été annoncé à l'issue d'une réunion extraordinaire du gouvernement qui se tenait le jour même des funérailles de l'étudiant décédé des suites d'un tir de grenade lacrymogène lors des manifestations anti-gouvernementales du mois de juin.

Le porte-parole du gouvernement a souligné que l'amnistie est la plus importante jamais décrétée par le régime de M. Chun Doo Hwan. Elle « reflète, a-t-il dit, l'intention sincère du gouvernement de rejeter l'héritage du passé et de parvenir à un véritable développement démocratique sur la base de la réconciliation nationale et de l'unité, en éliminant tous les antagonismes, les affrontements, les méfiances et les conflits qui persistent jusqu'à présent » en Corée du sud.

Quelque cinq cents prisonniers politiques ont été libérés depuis le 1^{er} juillet à la suite des réformes démocratiques annoncées par le successeur désigné de M. Chun, M. Roh Tae Woo, et confirmées par le chef de l'Etat. Au terme de l'amnistie générale, seul un « très petit nombre », selon les mots du porte-parole du gouvernement, de membres d'organisations extrémistes ainsi que les auteurs de l'incendie du centre d'information américain de la ville de Pusan il y a quelques années demeureront en prison.

M. Kim Dae Jung, qui prenait part aux cérémonies funéraires organisées à Séoul à la mémoire de l'étudiant Lee Han Yol, a exprimé sa satisfaction à l'annonce de l'amnistie. Il y voit « le résultat des sacrifices et du soutien du peuple ». La restauration de M. Kim dans ses droits civiques signifie, en particulier, que le rival historique de M. Chun Doo Hwan pourra se présenter à une élection présidentielle. Le principal parti d'opposition, le Parti démocratique pour la réunification (PDR), a, de son côté, publié une communiqué se félicitant de la décision gouvernementale.

(Lire la suite page 3.)

Une question à Gorbatchev et à quelques autres

par ANDRÉ FONTAINE

Au nom de cette idée de bon sens que la modernisation est préférable, en tout état de cause, à l'obscurantisme, Jacques Chirac ne s'est pas caché, dans son entretien au Monde (1), de souhaiter le succès de l'action réformatrice de Gorbatchev.

S'il le dit, c'est sans doute qu'il croit ce succès possible. Ce qui paraît un peu surprenant, à première vue, de la part d'un homme qui a placé les privatisations au centre de son programme : car le numéro un soviétique n'a à aucun moment remis en cause, jusqu'à présent, le principe de base du marxisme-léninisme selon lequel la propriété des moyens de production et d'échange doit être aux mains de la collectivité, c'est-à-dire, en termes concrets, de l'Etat.

Si vous êtes soviétique, rien ne vous interdit, pour peu, ce qui arrive parfois, que vous en ayez les moyens, de vous payer un appartement, des toiles de maître, une immersion datcha et une supercyndrée. Vous avez la possibilité d'engager des employés de maison. Mais si vous êtes artisan ou commerçant, d'embaucher, pour vous aider, le moindre salarié. C'est

tout juste si, depuis quelque temps, vous êtes autorisé, pour essayer de remédier à l'insuffisance patente de la plupart des « services » - si l'on peut dire, - offerts à rémunérer des membres de votre famille, à la condition expresse qu'ils vivent sous votre toit.

Lénine ayant écrit, non sans raison, que le capitalisme avait tendance à renflouer de ses cendres comme le phénix, Gorbatchev, si audacieux dans tant de domaines, s'est bien gardé, ici, de toucher aux textes sacrés.

Aux termes de la loi que le Soviet suprême a adoptée il y a huit jours sur la réforme de la propriété d'Etat, tout pourtant, ou presque, est désormais acceptable et accepté : la liberté des prix et des salaires comme celle des approvisionnements ; les entreprises ne se voient plus assigner par le comité du plan d'Etat, le Gosplan, jadis omnipotent, que des objectifs généraux à cinq ans ; elles pourront utiliser comme elles l'entendent leurs réserves, voire une partie de leurs bénéfices, quitte à s'exposer, en cas d'échec, à être mises en faillite.

(Lire la suite page 2.)

(1) Le Monde du 8 juillet.

« Irangate » : l'étau se resserre

Les dépositions du lieutenant-colonel North pourraient entamer la sérénité du président Reagan...

PAGE 4

Elections législatives en Australie

Foire d'empoigne sur fond de crise.

PAGE 2

La modernisation de la police

Selon une enquête de la FASP, 58 % des policiers jugent mauvaises leurs conditions de travail.

PAGE 7

Ouverture du Festival d'Avignon

La cour d'honneur et le patrimoine.

PAGE 15

Le sommaire complet se trouve page 24

Un « procès-roman » de Bertrand Poirot-Delpech

Faire parler Barbie

Un cœur bien gros, ça ne se montre pas quand on est bien élevé. Ses larmes, on les cache, ses cris on les étouffe, chez les gens « bien ». Bertrand Poirot-Delpech est bien élevé. Ecraqué par les larmes et les cris du procès Barbie, par l'étendue de l'horreur, il s'en tire par l'ironie. Indécrot ? Pas une minute. Cette ironie-là souvent bloque le diaphragme, noue l'estomac. Et les sourires font supporter l'insupportable.

Un livre de circonstance (1). Et alors ? La circonstance est énorme, le crime terrifiant. Pourquoi ne pas le dire tout à trac, sans ruminations, avec la fureur glacée de l'immédiat, le sarcasme tel qu'il vient aux lèvres ?

Bertrand Poirot-Delpech a trop déploré le nombrilisme d'une littérature frileuse, de romanciers qui se romancent à perte de plume pour n'avoir pas saisi l'occasion de cette plongée chez les autres, dans un enfer surpeuplé et, pour quelques jours, ouvert à tous les yeux. Seul de son espèce, il a suivi les audiences de Lyon.

Il a été naguère chroniqueur judiciaire, il a décrit maints procès, il en a cités les acteurs.

Romancier, c'est autre chose. C'est deviner les gens, voir le monde par leurs yeux. Ce Barbie « minuscule » à qui le système totalitaire a offert « la prothèse idéale » pour se sentir fort, il ne veut pas parler ? « L'écrivain a les moyens de meubler son silence. » Les gestapistes ont torturé, eux, pour faire parler. Ils n'ont pas atteint « le noyau dur » de leurs victimes, « l'écriture si ». Un roman.

Barbie, donc, parle. Ou plutôt il écrit à son Führer bien-aimé réfu-

gié dans un improbable Walhalla. Il chante cette lâcheté qu'il veut une victoire : son silence. Il décrit ce qu'il a vu des audiences. Il a bien du talent, Barbie. Le talent acerbe de son manipulateur qui a tout connu des rites, du vocabulaire de la justice. Sous l'exagération, sous la béatitude apparente, des portraits, des formules féroces.

JEAN PLANCHAIS.

(Lire la suite page 12.)

(1) Monsieur Barbie n'a rien à dire, de Bertrand Poirot-Delpech, Gallimard, 160 p., 75 F.

Le Monde

LIVRES

Le dernier livre de Marguerite Duras, « la Vie matérielle ». De la botanique à la linguistique, la leçon d'André-Georges Haudricourt. Lettres étrangères : Ladislav Klíma, Jan Trefulka, Hermann Ungar. Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « Mauriac et la jeune fille », de Suzanne Prou.

Pages 9 à 14

سكنى من الاصل

Etranger

AUSTRALIE : les élections législatives du 11 juillet

Foire d'empoigne sur fond de crise

CANBERRA
de notre envoyé spécial

Dans la forme, ce fut une véritable campagne à l'australienne. Crescendo d'invectives et attaques personnelles. Scènes de gala. Formules assassines, accusations à la limite de la diffamation, jugements à l'emporte-pièce. Les efforts physiques des témoins de la politique ont été à la mesure du pays-continent : le premier ministre Bob Hawke aura parcouru près de 30 000 kilomètres en trois semaines. La presse n'a pas échappé aux réminiscences des politiques, se voyant reprocher par l'opposition de favoriser la majorité travailliste sortante. Elle aura toutefois bénéficié des retombées financières de la campagne sous forme de publicité payante, de même que les chaînes de télévision, où les spots politiques ont été de tout temps admis, quel qu'en soit le ton, particulièrement virulent cette fois.

Cette foire d'empoigne contraste avec la gravité des enjeux : il s'agit, ni plus ni moins, de sortir l'Australie

des dix millions et demi d'électeurs Australiens sont appelés à se prononcer, le samedi 11 juillet, sur la reconduction éventuelle d'un étrange contrat social : une politique d'austérité que leur propose un gouvernement travailliste aux affaires depuis quatre ans, qui ne semble guère usé par le pouvoir et qui bénéficie du soutien des milieux d'affaires aussi que de l'appui — à peine plus discret — de Washington. A moins d'une sérieuse erreur de dernière minute, M. Bob Hawke et son équipe ne peuvent perdre ces élections législatives, que le premier ministre a organisées de manière anticipée afin de mettre à profit des flottements sans précédent depuis la seconde guerre mondiale au sein de l'opposition conservatrice.

depuis quelques années, de quoi s'interroger. L'inflation est de l'ordre de 7 %, la balance des paiements reste résolument déficitaire, les taux d'intérêts ne descendent pas en dessous de 15 % et les salariés ont dû accepter une baisse de quelque 6 % de leurs revenus depuis 1982.

Pour sortir de la crise, le chef de l'opposition, le libéral John Howard, propose un programme thâchérien : moins d'Etat, moins d'impôts, moins de syndicats. Son problème est que, justement, les travaillistes occupent ce terrain-là et jouissent d'un crédi-

Mieux, le Labor a fait lui-même l'expérience qu'une présentation trop optimiste de l'avenir ne payait guère en termes électoraux. L'idée d'une campagne travailliste sur le thème « la crise est derrière nous » a suscité, dans un sondage publié le 1^{er} juin, le scepticisme de 80 % des personnes interrogées.

L'opposition, elle, cafoinille. Il y eut la tentative avortée du premier ministre de l'Etat du Queensland, Sir Joh Bjelke-Petersen, de faire cavalier seul, à la tête de la section locale du Parti national, au mépris de l'alliance traditionnelle liant sa formation aux libéraux, à qui il reprochait de faire preuve de mollesse face aux travaillistes. Devant les risques pour l'ensemble de l'opposition, Sir Joh, qui traite la lutte contre le pouvoir des syndicats comme une guerre sainte, a renoncé à piétiner les plates-bandes de M. Howard.

Mais en faisant campagne pendant plusieurs mois pour, entre autres thèmes, l'instauration d'une taxe à la consommation du type TVA et pour une imposition uniforme des revenus à 25 %, Sir Joh s'est placé pour l'avenir, son retrait est tactique, et il fait peu de doute que cet homme de soixante-seize ans continuera, après le scrutin, à vouloir faire passer ses vues poudjardistes, expression de l'Australie des grands espaces, du « bush », dans la politique conservatrice, qu'elle soit au pouvoir ou dans l'opposition.

Les promesses électorales de l'opposition ont contraint M. Hawke à faire lui aussi miroiter des largesses : il a annoncé par exemple une aide de 470 millions de dollars australiens aux plus dévalorisés. Mais la plate-forme travailliste — tout en souffrant d'une certaine imprécision — a le mérite de s'attaquer à des problèmes plus profonds, comme celui du désintérêt de la jeunesse pour l'enseignement : il faut freiner la tendance des jeunes à s'inscrire au chômage dès la fin du secondaire plutôt que continuer leurs études.

Modestes par rapport à celles de l'opposition, les promesses de M. Hawke visent surtout à faire taire les critiques au sein du Labor qui lui reprochent d'avoir négligé les électeurs traditionnels de son parti

pour s'allier aux milieux d'affaires. Le premier ministre ne se cache pas, en effet, d'avoir jeté par dessus le moulin les habits du socialisme traditionnel pour adopter le ton et l'allure d'un socialiste moderne décidé à prendre la crise économique à bras le corps, avec le soutien du capital national et étranger.

Le scrutin américain

L'appui des Etats-Unis, encouragés par les résultats des travaillistes, s'est exprimé clairement lors de la visite, les 21 et 22 juin à Sydney, de MM. George Bush et Caspar Weinberger, secrétaire d'Etat et secrétaire à la défense américain. La visite montrait bien à quel point M. Hawke et son ministre des affaires étrangères, M. Bill Hayden, ont neutralisé le débat sur la politique étrangère, pourtant traditionnellement au centre de toute élection australienne. Il y a quelques années encore, un leader travailliste aurait été fort embarrassé, surtout vis-à-vis de l'aile gauche anti-américaine du parti, de voir Washington lui montrer une telle considération, à quelques semaines d'un scrutin.

Les professions de foi pro-américaines des conservateurs, qui assurent vouloir raviver la coopération militaire avec les Etats-Unis, en apparence, à aussi, moins crédibles. « On se demande comment cette coopération pourrait être plus étroite », dit un commentateur. Non seulement les travaillistes australiens ont maintenu — à la différence des M60-Zélandais — tous les liens existant avec le dispositif militaire américain, mais les dirigeants de Canberra ont en ces derniers temps « raisonnés » ces derniers temps contre la Libye, dont ils ont ordonné la fermeture de la mission diplomatique pour activités assimilées au terrorisme, ou contre l'URSS, pour les appétits qu'ils lui prêtent sur le Pacifique-Sud.

Seule la promesse de M. Howard qu'un gouvernement conservateur donnerait le feu vert à une participation de l'industrie australienne à l'initiative de défense stratégique est susceptible de lui valoir quelques votes supplémentaires, pour des raisons ayant trait principalement à l'état de l'économie.

Quant à la position de l'Australie vis-à-vis de la France, la question de la Nouvelle-Calédonie que sur celle du nucléaire dans le Pacifique, ce n'est pas l'issue du scrutin qui risque de la faire évoluer sensiblement : l'opposition n'a pas formulé la moindre critique substantielle au Labor sur ce point.

FRANCIS DERON.

(1) Un dollar australien vaut 4,32 F.

Une question à Gorbatchev et à quelques autres

(Suite de la première page.)

Mais il n'est pas question de revenir sur leur appropriation par la puissance publique.

Gorbatchev s'en tiendra-t-il là ? Ou bien s'avèrera-t-il un jour que le collectivisme généralisé postule l'existence d'une bureaucratie soviétique avant tout de persévérer dans son être et vouée, en quelque sorte par essence, pour reprendre la jolie formule de Samsonov, à « l'administration taïlannne du cours des choses » ? Après tout, en Pologne, en Yougoslavie, en Hongrie, pour ne pas parler de la Chine, la propriété d'Etat s'accommode de l'existence d'un secteur privé, d'étendue certes variable, mais en aucun cas négligeable. Ce qui est tolérable à la périphérie l'est-il pour autant au centre ? Est-il concevable que l'actuel pape de l'Eglise marxiste s'attaque à l'un de ses dogmes essentiels ?

Un dogme égratigné

Il est vrai qu'un autre dogme essentiel — le matérialisme historique — se trouve au fil des ans et malgré de nombreuses contre-attaques de l'athéisme officiel, de plus en plus égratigné. On s'est habitué depuis longtemps à voir l'Etat communiste polonais traiter en interlocuteur privilégié, non par goût certes, mais par évidente nécessité, l'Eglise romaine.

L'influence de celle-ci demeure forte en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Croatie, en Slovaquie. Le numéro un de la République démocratique allemande, Erich Honecker, n'a pas craint de prendre en personne, il y a quatre ans, la présidence du comité pour la célébration du cinquantième anniversaire de la naissance de Luther, dont le point de vue, non seulement sur l'existence de Dieu, mais sur l'inégalité des hommes, était pourtant aux antipodes de celui de l'auteur du Capital.

En URSS même l'évolution demeure très lente, et le Saint Père aura besoin d'un grand coup de main du Saint-Esprit pour mener à bien son vieux projet de visiter la Lituanie, seule République socialiste soviétique dont la majorité soit de tradition catholique. Il n'empêche que, dans la République en question, plus de la moitié des enfants, à l'heure actuelle, reçoivent le baptême. Et que, pour la première fois depuis son rattachement à l'URSS, un prêtre étranger, le cardinal Sin, archevêque de Manille, a été admis à s'y rendre. Il s'y trouve depuis le 8 juillet, à l'occasion du millénaire de la conversion de la Lituanie, et y passera douze jours.

L'Eglise orthodoxe elle-même et l'islam se voient chichement mesurer leur terrain d'activité. Et la situation est bien pire, comme chacun sait, pour les juifs. Il n'empêche que la religion, longtemps considérée comme une sorte de maladie honteuse, n'a pas, loin de là, été éradiquée malgré soixante-dix ans de prédication matérialiste, au point qu'on a pu voir la veuve d'Andropov tracer un signe de croix, le jour des obsèques, sur le front de son mari.

Le héros, ou plutôt l'anti-héros de *Répentin*, le film géorgien couronné cette année à Cannes et projeté en URSS même devant des millions de spectateurs (2), une sorte de Beria (3) vaguement camouflé, grâce à une moustache postiche, en Hitler, est clairement identifié au diable. Et la dernière réplique : « A quoi sert un chemin s'il ne conduit à un temple ? », a dû plonger plus d'un spectateur dans un abîme de réflexion. On dit même que Gorbatchev aurait révisé, lors de son récent passage à Prague, que sa mère l'avait fait baptiser par un pope au moment de l'invasion allemande.

Résumer ou remettre en cause ?

De même ne saurait-on tenir pour négligeable la réhabilitation d'écrivains comme Pasternak, Boulgakov ou Anna Akhmatova, dont le moins qu'on puisse dire est que le catéchisme communiste a moins influencé leur pensée que le christianisme ou le judaïsme. Enfin, il faudra suivre avec attention le débat maintenant amorcé sur la révision de l'histoire officielle, qui paraît devoir conduire à la réhabilitation d'un certain nombre d'ennemis jurés

de Staline, au premier rang desquels Boukharine, mort pour s'être opposé à la collectivisation forcée des terres.

Trop d'hirondelles sont apparues, depuis qu'il existe, dans le ciel de l'empire soviétique, pour qu'on puisse assurer que celles qu'on vient d'évoquer suffiront à faire un printemps de toute façon bien tardif. Jusqu'à ce que, par exemple, Gorbatchev cherche à rénover le système qu'il a mis à sa tête, non à en remettre en cause les fondements. A supposer tout de même qu'il y songe, il peut fort bien se décourager devant la résistance de l'appareil ou, par crainte d'en perdre le contrôle, décider d'interrompre le processus qu'il a déclenché.

Reste que cet homme-là a su persuader un certain nombre de gens, y compris en Tchécoslovaquie et en République démocratique Allemande, qu'il voulait vraiment améliorer les choses, qu'il est intelligent, cultivé, bien informé, ce qui est déjà en soi un immense changement. Aux prises avec une économie frappée, entre autres, comme il l'a dit en février devant les syndicats, de « stagnation » et de « corrosion sociale », il a tout intérêt à obtenir un long répit dans les relations de son pays avec le monde extérieur.

On aurait donc tort, à première vue, de juger tous ses actes au seul critère de l'expansionnisme, et, pour s'en tenir au débat actuel, de ces « options zéro » et « double zéro » auxquelles, soit dit en passant, beaucoup de grands esprits, en France même, avouent ingénument ne rien comprendre.

On ne veut pas dire par là que le monde occidental en général, la France en particulier, devraient baisser leur garde : ce serait pure folie. Mais qu'il faut s'attacher en même temps à essayer de déterminer, par une observation patiente des propos, des décisions et des comportements, si Gorbatchev est ou non homme à s'arracher un jour au manichéisme du fameux « ce sera ou ce ne sera pas » de Lénine, qui commande depuis soixante-dix ans le comportement des dirigeants du « camp » vis-à-vis du monde extérieur. A qui douterait de l'importance et de la vitalité de ce concept d'opposition permanente, on ne saurait trop recommander la lecture du livre récemment paru de Romuald Spasowski, ex-ambassadeur de Pologne à Washington, démissionnaire après le coup de force de Jaruzelski (4).

Mettre fin à la guerre froide ?

Si continue de prévaloir, dans l'esprit de Gorbatchev et des siens, l'idée qu'en fin de compte l'un des deux camps devra l'emporter, alors ce sera, malgré tous les « dégelés », les « détente », les traités, la guerre froide à n'en plus finir, sinon la guerre chaude. Si, au contraire, se dessine du côté de la direction soviétique le désir de transformer en paix ce qui n'a jamais été, jusqu'à présent, dans les meilleures hypothèses, que trêve ou armistice, alors nous serions bien coupables de ne pas l'y encourager.

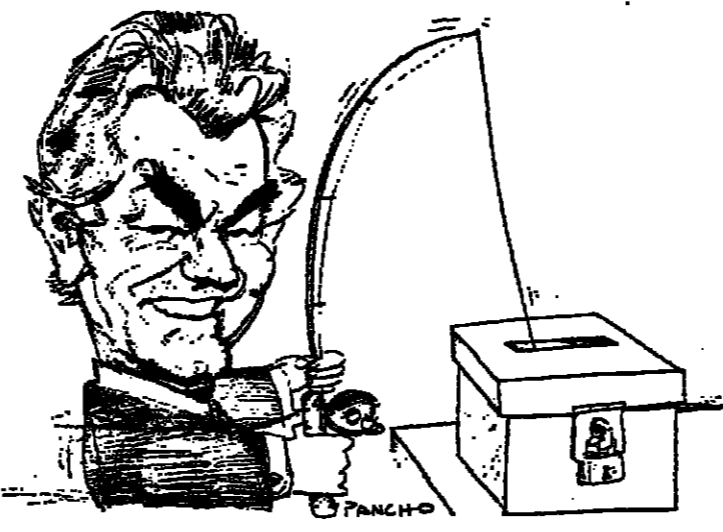
C'est pourquoi il est si important de mesurer les distances que prend ou ne prend pas le régime par rapport à l'idéologie dont il se réclame. Car c'est l'idéologie, et elle seule, qui apporte une justification, au demeurant moralement inacceptable, au triple partage de l'Allemagne, de l'Europe et du monde.

Comment mettre fin à la guerre froide ? se demandait, dans le numéro de printemps de *Foreign Affairs*, Walt Rostow, qui, après avoir inventé la formule du « décollage » des économies, fut le conseiller très écouté de Kennedy et de Johnson. On admettra qu'il est peu de questions aussi importantes.

Pourquoi ne pas la poser, non seulement à Gorbatchev, mais à ceux qui, l'an prochain, en France et aux Etats-Unis notamment, vont faire valoir leurs titres à briguer la magistrature suprême ?

ANDRÉ FONTAINE.

(2) *Le Monde* du 29 janvier.
(3) Le chef de la police sous Staline, exécuté quelques mois après la mort de son maître.
(4) Romuald Spasowski, *J'ai conquis ma liberté*, éditions Bel-fond ; *Le Monde* du 27 juin.



de sa plus grave récession économique depuis la seconde guerre mondiale. Et, au grand désarroi de l'opposition conservatrice, l'administration travailliste traverse cette épreuve, depuis quatre ans, avec tous les honneurs.

La plupart des pronostics donnent l'équipe travailliste gagnante sans difficulté à la Chambre des représentants (148 sièges). Au Sénat (72 sièges), en revanche, elle a peu de chances d'être majoritaire face à l'alliance, même fragile, des deux grands formations conservatrices, le Parti libéral et le Parti national, et devra donc rechercher un compromis. Le système électoral des quotas en vigueur aura permis aux petits partis en déclin, notamment les Démocrates, de sauver, cette fois encore, la mise alors qu'on aurait pu s'attendre à leur disparition du devant de la scène.

Un sondage éloquent, à la mi-juin, révélait les préoccupations prioritaires de l'électorat : 33 % des personnes interrogées considéraient comme « très importantes » toutes les questions touchant à la fiscalité, puis venaient l'économie en général, le chômage, le coût de la vie et divers problèmes sociaux. L'arme nucléaire et la défense ne venaient qu'en dernière position, avec seulement 1 % des personnes interrogées.

« L'Australie est principalement composée d'une classe moyenne solidement attachée à son niveau de vie », dit-on pour expliquer ce désintérêt envers les questions extrêmes. De fait, cette énorme classe moyenne habituée à une prospérité acquise sans grands efforts a,

libilité largement supérieure à la sienne. M. Howard leur a même involontairement offert un cadeau au début de la campagne, en laissant se glisser dans son programme d'allègements fiscaux une erreur portant sur la bagatelle de 540 millions de dollars australiens (1) — soit plus de 7 % des économies qu'il promettrait au contribuable pour le prochain mandat.

Le patronat impressionné

Depuis leur arrivée au pouvoir, les travaillistes se sont attaqués à la toute-puissance des syndicats, une des principales causes du manque de compétitivité de l'industrie sur les marchés étrangers. Sans doute M. Hawke, un ancien syndicaliste, était-il le mieux placé pour contraindre les trois cents syndicats (industriels et non catégorielles) à accepter des sacrifices douloureux. Le résultat n'en est pas moins probant : on crédite le gouvernement d'une diminution des grèves d'une telle ampleur que le patronat n'hésite pas aujourd'hui à faire connaître son soutien à M. Hawke pour le prochain scrutin. *L'Australien Financial Review*, journal des milieux d'affaires, publiait début juin un sondage selon lequel la moitié des deux cents responsables d'entreprises interrogés se disaient favorables à la politique économique du Labor, contre 21 % seulement au Parti libéral. Quant au Parti national, il ne recueillait aucune voix.

CNRS

Le CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE va procéder au recrutement de :

- Directeurs de recherche de 1^{re} et 2^e classe
- Chargés de recherche de 1^{re} et 2^e classe.

La clôture des inscriptions est fixée au 15 septembre 1987 à 19 heures. Les dossiers pourront être retirés jusqu'à la veille de la clôture des inscriptions.

Une information sur les postes à pourvoir vous sera très prochainement communiquée sur Minitel :

36 14, code SIG 4.

Pour en savoir plus sur :

- la date d'ouverture et les modalités du concours,
- adressez-vous à :

CNRS

Direction du Personnel et des Affaires Sociales
Bureau Central des Chercheurs
15, quai Anatole-France - 75700 PARIS
Tél. : (1) 45-55-92-25 - poste 22-85

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Téléphones : (1) 45-23-96-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Favret (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises.

M. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Waut.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Corédacteur en chef : Claude Sala.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montaigne, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 et 45-55-91-71

Télex MONDPUB 206 136 F

Le Monde USPS 705-910 is published daily, except Sundays for \$400 per year by Le Monde of the Spectator, 45-45 23 rd street, L.C.L. N.Y. 11104. Second class postage paid at New-York, N.Y. Postmaster : send address changes to Le Monde of the Spectator, U.S.A.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les adresses propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapez LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57457

ISSN : 0395-2057

11 juillet de crise

Asie

INDE : représailles après les tueries commises par des sikhs

Les autorités contiennent difficilement la colère des hindous

L'Inde du Nord est à nouveau plongée dans un climat de peur et de violence. Atmosphère tendue entre hindous et musulmans dans la vieille Delhi, lynchage de sikhs en Haryana et en Uttar-Pradesh, des représailles

NEW-DELHI de notre correspondant

Comme on pouvait le craindre, les massacres perpétrés par les terroristes sikhs du Pendjab ont donné lieu, mercredi, à des représailles contre des membres innocents de la secte. En dépit des exceptionnelles mesures de sécurité déployées à travers la région, six d'entre eux (au moins huit, selon des sources officielles) ont été tués et une cinquantaine blessés en Haryana, en Himachal et Uttar-Pradesh, trois Etats dominés par les hindous, voisins du Pendjab, et en grève générale depuis quarante-huit heures.

Au Pendjab même, les séparatistes qui réclament la création d'un Etat sikh indépendant (le Khalistan) ont assassiné, jeudi matin à l'aube, huit personnes qui appartenaient à la famille d'un leader communiste local, M. Sukhinder Singh. Ce dernier était, semble-t-il,

un massacre de soixante-seize hindous, lundi et mardi ; huit personnes de plus assassinées, le jeudi 9 juillet, par les terroristes du Pendjab, et dixième jour de grève générale de protestation dans tout le nord du pays.

Assailli de difficultés et de scandales politiques depuis six mois, le premier ministre, M. Rajiv Gandhi, se débat dans cette atmosphère de fin de règne et tente, à quatre jours de l'élection présidentielle, de ramener le calme.

de confession sikh et probablement considéré par les terroristes comme un traître, les deux partis communistes indiens étant opposés à l'idée du Khalistan.

Les plus graves incidents se sont produits en Haryana dont New-Delhi fait géographiquement partie. Dans le district d'Hissar, non loin du théâtre de la deuxième tuerie, mardi soir, un commerçant sikh, menacé par une foule furieuse d'hindous, a fait usage de son pistolet. L'homme a été lynché et brûlé vif. Une quin-

zaine de sikhs qui tentaient de prendre sa défense ont été blessés. Un peu plus tard, la foule incendia une station-service, un cinéma, un temple de la secte, et plusieurs échoppes appartenant à des sikhs.

A Rishikesh, ville sainte de l'hindouisme, en Uttar-Pradesh, de nombreux établissements sikhs et un temple, dans lequel s'étaient réfugiés des membres de la secte avec leurs familles, ont été attaqués par la foule. Deux sikhs ont été lynchés

avant que la police ne décrète un couvre-feu illimité.

En revanche, à New-Delhi, grâce à des mesures exceptionnelles de sécurité et aux patrouilles incessantes de l'armée dans les quartiers populaires, le climat de la journée est resté lourd et tendu, mais il n'y a pas eu d'incidents graves. Le couvre-feu a cependant été imposé dans le centre commercial de la vieille ville, dominé par les musulmans. A la suite des violences entre hindous et musulmans qui avaient fait plus d'une centaine de morts à Meerut, il y a un mois, l'atmosphère dans le quartier est en effet restée chaude. Mardi soir, six personnes avaient été blessées au cours d'une échauffourée entre musulmans et hindous. Deux des victimes hindoues, qui avaient été poignardées, sont mortes mercredi.

A la mi-journée, plusieurs centaines de militants du BJP, un parti hindouiste de droite, se sont violemment heurtés aux forces de police devant la résidence du ministre de l'intérieur, M. Bata Singh, membre de la communauté sikh.

Dans la soirée, M. Gandhi a présidé une réunion avec les principaux leaders de l'opposition parlementaire, y compris ceux du BJP. Un appel conjoint au calme a été lancé. Le communiqué précise que les violences intercommunautaires feraient « le jeu du terrorisme ». La circulation des autocars est désormais interdite dans tout le nord-ouest du pays. Le premier ministre, qui a virtuellement épuisé toutes ses options au Pendjab, a cependant refusé pour l'instant le déploiement permanent de l'armée dans cette région.

Le BJP, soutenu par le Janata et l'AKALI Dal, le parti religieux des sikhs modérés, a maintenu son ordre de grève générale pour jeudi à New-Delhi, à Chandigarh (capitale commune de l'Haryana et du Pendjab) et jusqu'à Bombay. De nombreux mouvements d'opposition et des associations socio-religieuses hindouistes et sikhs modérés soutiennent cette grève. Par mesure de précaution, la plupart des établissements scolaires et des administrations dans le nord de l'Inde ont été fermés jusqu'au week-end. Jeudi matin, la capitale fédérale avait l'aspect d'une ville morte où, pratiquement seuls, des hommes en armes auraient survécu...

PATRICE CLAUDE.

PHILIPPINES

Marcos grugé ?

La présidente Corason Aquino vient peut-être d'échapper à une énième tentative de coup d'Etat contre son régime... à moins qu'il ne s'agisse d'une escroquerie dont l'ancien président Marcos aurait été la dupe.

Les Etats-Unis viennent de signifier formellement à ce dernier qu'il lui était désormais interdit de se déplacer hors d'Hawaï, où il vit en exil depuis qu'il a dû abandonner le pouvoir en février 1986. « Les Etats-Unis sont profondément troublés par des indications selon lesquelles M. Marcos semblait chercher à déstabiliser le gouvernement de Mrs Aquino et envisageait de rentrer aux Philippines sans la permission du gouvernement » (de Manille), a dit, pour résumer l'affaire, un porte-parole du département de l'Etat.

Le turbulent hôte philippin d'Honolulu, qui ne s'est jamais caché de croire dur comme fer à la possibilité de revenir au pouvoir à Manille, venait en effet, selon des sources gouvernementales américaines, d'avoir des conversations explicites avec un marchand d'armes non identifié.

Washington — qui dispose de moyens substantiels de renseignements sur la situation aux Philippines — paraît avoir acquis la certitude qu'un complot était effectivement en préparation. Selon le correspondant de l'AFP à Manille, des individus se disant proches des conjurés n'hésitent pas à préciser qu'il s'agissait de mettre sur pied un gouvernement provisoire, mi-civil, mi-militaire, après avoir pris le contrôle de l'aéroport international de la capitale philippine.

Reste une incertitude : les raisons pour lesquelles la tentative, qui aurait dû avoir lieu durant le week-end des 4 et 5 juillet, a été annulée au dernier moment.

Des militaires proches du gouvernement avancent la thèse d'une « embrouille » plus capiteuse que politique. Les pseudo-putschistes auraient fait miroiter à M. Marcos la promesse d'un coup d'Etat afin de lui soutirer des fonds et, une fois l'argent touché, déclarer forfait en s'arrangeant pour que les auto-moines soient alertés.

L'aventure n'en est pas moins révélatrice d'un petit sursaut d'inquiétude à Manille avant la convocation du nouveau Congrès, prévue le 27 juillet, dont la première session consacrera le retour du pays à un régime démocratique.

F. D.

CORÉE DU SUD : amnistie politique

(Suite de la première page)

Toutefois, le parti de M. Kim Young Sam, comme M. Kim Dae Jung, a regretté que certains des manifestants arrêtés le mois dernier soient encore en prison. Le PNR a lancé un appel à M. Kim Dae Jung pour qu'il réintègre les rangs afin d'assister M. Kim Young Sam dans l'opposition.

Les funérailles de l'étudiant Lee Han Yol dans la capitale sud-coréenne, avant que sa dépouille mortelle ne soit transférée à Kwangju, sa ville d'origine, dans le Sud, s'étaient déroulées dans le calme jusqu'en milieu de journée. Après le départ du cortège funèbre, l'arrière-garde des quel-

cent mille personnes ayant assisté aux cérémonies a affronté les forces de l'ordre devant l'hôtel de ville. Les policiers, se déplaçant à bord de fourgons blindés, ont tiré des grenades lacrymogènes pour disperser les manifestants, qui se sont enfuis dans un mouvement de panique. On ignorait le bilan de cet accrochage.

Danse funèbre pour un étudiant mort

« Qui a tué mon fils ? Où sont les diables qui ont pris sa vie ? Où est mon fils ? Répondez ! Chun et Roh, vous qui apportez le mal et feignez de donner des remèdes, quittez le pouvoir, retirez-vous devant la douleur. » Entracoupée de sanglots, la voix de la mère de Lee Han Yol, l'étudiant mort des suites d'une blessure reçue au tout début des manifestations de juin, a soudain retenti sur le campus de l'université Yonsei comme une longue invective psalmodiée s'achevant dans un cri : « Han Yol, Han Yol. »

Les parents de l'étudiant souhaitent que les obsèques de leur fils ne soient pas exploitées politiquement. Elles n'ont pas moins pris un caractère de « funérailles nationales », donnant lieu à une mobilisation populaire que la Corée n'avait plus connue depuis ses deux entrées démocratiques de 1980, lors de la chute du régime Syngman Rhee et du printemps 1980.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes assistaient dès 7 heures du matin, le jeudi 9 juillet, aux étonnantes cérémonies funéraires en l'honneur de Lee Han Yol sur le campus de l'université. Il y avait beaucoup d'étudiants mais aussi une foule d'hommes et de femmes ordinaires, de tout âge, certains avec des enfants dans les bras. Tous portaient un petit ruban noir en signe de deuil. Beaucoup de femmes pleuraient, notamment lorsque le révérend Moon Il Kwan, l'une des grandes figures parmi les dissidents, libéré mercredi, énuméra, sur un ton incantatoire,

les noms des personnes disparues ou décédées dans des conditions mystérieuses au cours des sept dernières années.

Lorsque le cercueil porté par des étudiants a franchi le portail drapé de noir de l'université, le cortège s'est immobilisé. A commémoré alors une danse traditionnelle d'origine chamanique destinée à apaiser le chagrin et la rancœur et à procurer le repos à l'âme de ceux qui, comme Lee Han Yol, sont décédés d'une mort violente et se refusent à quitter le monde des hommes. Comme le chant funèbre psalmodié par les étudiants portant le cercueil, cette danse doit aider le mort à traverser la vallée qui sépare le monde des vivants de l'au-delà.

Un symbole de la lutte pour la démocratie

Des étudiants, le front ceint d'un bandeau portant les mots « chassez un gouvernement d'assassins », ou « ne soyez pas dupes, le combat commence aujourd'hui », ont assuré le service d'ordre, non sans rudesse, jusqu'à la place située à cinq cents mètres de l'université où avait été dressé un autel chargé d'offrandes et d'encens devant lequel a eu lieu une dernière oraison. Puis le cercueil a été placé sur un corbillard et a commencé sa lente traversée de Séoul.

Aux dizaines de milliers de personnes rassemblées à Yonsei avaient en effet répondu

d'autres dizaines de mille dans les rues de la capitale. Le cortège a gagné la place de la mairie, noire de monde. Sur la chaussée, sur les trottoirs, aux fenêtres, une foule émue se pressait, saluant de la main. Certains antonnaient l'hymne national. Circulant parmi la foule compacte, M. Kim Young Sam, président du Parti de la réunification et de la démocratie, et M. Kim Dae Jung, qui a bénéficié, jeudi, de l'amnistie et de la restauration de ses droits civiques, ont reçu de véritables ovations.

Le cortège a quitté Séoul avec près de trois heures de retard sur l'horaire prévu, en raison de la foule massée sur son passage. Les funérailles devaient s'achever à Kwangju, la ville victime en mai 1980 d'une répression sanglante, dont Lee Han Yol était originaire. Longtemps après le départ du cortège de la place de la mairie, la foule est restée assise sur la chaussée, chantant et oriant des slogans.

Lee Han Yol ne sera pas inconnu, comme c'est le coutume pour les morts qui n'ont pas de descendants, car on pense que personne n'entretiendra leur tombe, mais enterré. Ainsi l'ont voulu ses parents : à la fois en signe de protestation contre la police qui s'est empressée d'incinérer le corps d'un autre étudiant, mort sous la torture en janvier dernier, afin de faire disparaître toute trace de sévices, mais aussi pour que leur fils reste un symbole de la lutte pour la démocratie.

PHILIPPE PONS.

A TRAVERS LE MONDE

Autriche

Visite du premier ministre soviétique

Le premier ministre soviétique, M. Nicolai Rjgov, est arrivé mercredi 8 juillet à Vienne pour une visite officielle de quatre jours en Autriche. M. Rjgov a déjeuné avec le chancelier autrichien, M. Franz Vranitzky, et s'est entretenu ensuite avec le ministre autrichien des affaires étrangères, M. Alois Mock.

M. Vranitzky a estimé que ses entretiens avec M. Rjgov se sont passés dans une « très bonne atmosphère », et le premier ministre soviétique a pour sa part qualifié d'« excellents » les rapports entre les deux pays.

M. Alois Mock a indiqué de son côté qu'il « ne croyait pas » que le premier ministre soviétique soit porteur d'une invitation en URSS pour le président autrichien, M. Kurt Waldheim, qui doit recevoir jeudi M. Rjgov. La visite du chef de gouvernement soviétique est essentiellement consacrée aux relations commerciales bilatérales. Le ministre du commerce extérieur, M. Boris Arisov, le président du comité d'Etat pour le tourisme à l'étranger, M. Vladimir Pavlov, et le ministre du trafic aérien, M. Mikhaïl Timoshev, font partie de la délégation soviétique.

● Précision. — Contrairement à ce que nous avons indiqué à propos du voyage du chef de l'Etat salvadorien en Europe (le Monde du 8 juillet), M. José Napoleón Duarte ne se rend pas en Italie et en France au cours de son voyage, qui se limitera à l'Allemagne fédérale. M. Duarte quittera Bonn le 12 juillet pour retourner directement à San-Salvador. Sa visite en Italie et en France, initialement prévue au calendrier, serait reportée à l'automne.

Chili

La composition du nouveau gouvernement confirme le durcissement du régime

Le remaniement ministériel intervenu mardi 7 juillet au Chili (le Monde du 9 juillet) a consacré le retour aux affaires de M. Sergio Fernández, qui prend le portefeuille de l'intérieur et devient le chef du gouvernement, sorte de premier ministre, en remplacement de M. Ricardo García, nommé en 1985. M. Sergio Fernández, qui avait été ministre du travail de 1976 à 1978 avant d'être le premier civil chef du gouvernement jusqu'en 1982, a joué un rôle de premier plan dans l'élaboration de la Constitution approuvée par référendum en 1980.

Cet ancien étudiant socialiste, fils d'un républicain espagnol réfugié au Chili, est devenu l'un des principaux leaders de la droite conservatrice, regroupée actuellement dans le Parti de la république nationale. Partisan d'un libéralisme économique extrême garanti par une « démocratie protégée », M. Fernández est tout naturellement un champion de l'anticommunisme. Il a obtenu, l'an dernier des tribunaux qu'ils déclarent anticonstitutionnel le Mouvement démocratique populaire (gauche marxiste).

Unanime, l'opposition considère le retour aux affaires de M. Fernández comme la confirmation du « durcissement » amorcé il y a un mois par la mort de douze militants d'extrême gauche abattus par les services de sécurité. Quel qu'il en soit, le général Pinochet poursuit imperturbablement sa « campagne pré-électorale », ignorant pour le moment la présence affichée par la marine, l'aviation et les carabinieri pour un candidat civil. — (Comesp.)

Grande-Bretagne

La formation du « cabinet fantôme » travailliste

Les députés travaillistes ont procédé, le mercredi 8 juillet, à l'élection des membres du « cabinet fantôme » dirigé par M. Neil Kinnock. Celle-ci s'est traduite par une victoire de la « gauche modérée » du parti et l'entrée en force des plus proches amis du leader travailliste dans ce cabinet.

M. Brian Gould, qui avait dirigé la campagne du Labour lors des dernières élections à la Chambre des communes, obtenant le plus grand nombre de suffrages, confirmant ainsi qu'il est bien l'« étoile montante » d'un parti travailliste secouru par l'échec électoral du 11 juin. En revanche, les représentants de la droite du Labour, qui pour certains d'entre eux appartenaient au cabinet fantôme depuis l'entrée du parti dans l'opposition, n'ont pas été reconduits. Ce renouvellement traduit aussi un rajeunissement des instances dirigeantes du groupe parlementaire travailliste, la plupart des nouveaux entrants appartenant à la génération de M. Kinnock (quarante-quatre ans).

M. Dennis Hesley, soixante-sept ans, ancien ministre et porte-parole du parti pour les affaires étrangères, n'avait pas sollicité le renouvellement de son mandat. La répartition des postes du cabinet devrait avoir lieu dans les prochains jours. On prête à M. Roy Hattersley, leader adjoint du parti, l'intention de devenir porte-parole du Labour pour les affaires intérieures, ce qui pourrait permettre à M. Brian Gould de le remplacer comme responsable des questions économiques.

Soudan

Trois Américains et une Britannique enlevés par les rebelles au Sud

Des hommes armés, membres présumés de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), ont enlevé, le lundi 8 juillet, trois enseignants américains et une infirmière britannique à Mundi, petite bourgade située à 120 kilomètres au nord-ouest de Juba, la capitale de la région de l'Equatoria.

Les trois Américains — M. Steven Andersen, Mark Nickel, un prêtre épiscopalien et Mrs Kathy Taylor — et l'infirmière britannique Heather Sinclair, travaillaient pour ACROSS, une association d'organisations humanitaires américaines chrétiennes. Aucune exigence n'a été formulée dans l'immédiat pour la libération des quatre otages. Un porte-parole de l'APLS, contacté au téléphone à Nairöbi, a déclaré que son mouvement faisait de son mieux pour obtenir de plus amples informations sur cet enlèvement, mais n'a pu confirmer si les auteurs du rapt appartenaient ou non à l'organisation.

A Khartoum, les autorités affirment que cet enlèvement est le dernier en date d'une série d'actions par lesquelles l'APLS entend affirmer son autorité dans cette région. Le premier incident de ce genre avait eu lieu en novembre 1983 lorsque l'APLS avait enlevé sept ressortissants français travaillant au projet du canal de Jonglé. Ces Français avaient par la suite été libérés. D'autres affaires d'enlèvements ont été depuis réglées discrètement par des négociations entre les ravisseurs et les parents des personnes enlevées ou les gouvernements dont elles étaient ressortissantes. — (Reuters, AFP.)

5,80%
de crédit sur les placements

Offre valable jusqu'au 5 Septembre 1987 Inklus avec 20% de versement comptant. Crédit jusqu'à 48 mois. Crédit ORCOVE, après acceptation du dossier.

Jouez tout l'été sans vous trouver fort dépourvu.



Paris 8^e, 264, rue du Faubourg Saint-Honoré Tel. 47 66 51 94
Vélizy 2, rue Grange-Dame-Rose Tel. 39 46 00 52
Centres Commerciaux « Hanlet Music Gallery »
« Art de vivre » 78630 Orgeval. Tel. 39 75 78 50

« Arcades » 93180 Nossy-le-Grand. Tel. 43 05 20 79
« Vélizy 2 » 78140 Vélizy. Tel. 39 46 26 87

HANLET

Synergie, B. J. K. & I.

سكندرية

Amériques

ÉTATS-UNIS : les auditions du Congrès sur l'« Irangate »

Le témoignage du lieutenant-colonel North met la Maison Blanche dans un embarras croissant

WASHINGTON
de notre correspondant

Blagues aux lèvres et n'en finissant plus de lancer de grands saluts à de modestes foules, M. Reagan est allé, le mercredi 8 juillet, plaider dans le Connecticut en faveur de son projet de budget. Orchestré avec l'énergie de la proie fuyant la meute, cet aller-retour devant démontrer la sérénité présidentielle au deuxième jour de l'audition d'Oliver North par la commission d'enquête parlementaire sur l'« Irangate », mais le stage fut complet.

Si M. Reagan peut toujours sourire, plus personne ne peut, en effet, ignorer qu'un état se resserre autour de lui et que le témoignage du lieutenant-colonel North, de grande envergure en révélation incidente, l'accable chaque heure un peu plus. Car plus l'officier parle, plus s'allonge la liste des gens au courant de ses activités dans les cercles dirigeants et plus s'allonge cette liste, plus il est difficile de croire que seul le président a pu réellement ignorer le détournement vers les « contras » des bénéfices des ventes d'armes à l'Iran.

William Casey, aujourd'hui mort, mais à la tête de la CIA jusqu'à son hospitalisation, en décembre dernier, pour une tumeur au cerveau, « se confondait » ainsi en compliments lorsque « Ollie » lui a soumis l'idée du détournement. Pour « le directeur », c'était là « le summum de l'ironie » et un chef-d'œuvre en matière d'opération secrète. C'est lui qui aurait suggéré au lieutenant-colonel de se créer un fonds de roulement lui permettant de subvenir aux besoins en liquide des responsables de la résistance anticomuniste.

C'est aussi M. Casey qui aurait recommandé de tenir des comptes très détaillés, fourni un registre à cet effet et ordonné enfin (« débarrassez-vous de cela, faites le ménage ») de détruire ce même registre, début novembre, lorsque l'affaire commençait à s'ébruiter. Mieux, c'est encore M. Casey qui aurait, dès 1984, conseillé de confier à un officier à la retraite et recyclé dans les combats de l'ombre, le général Secord, l'organisation matérielle de l'approvisionnement clandestin des « contras ». Cet homme allait devenir, avec son partenaire

financier, Albert Hakim, un rouage essentiel de la privatisation de la politique étrangère américaine. M. Casey a donc acquis, mercredi, la stature de chef d'orchestre de toute l'opération.

Il est vrai que l'ancien directeur de la CIA présente l'avantage de n'être plus là pour démentir ou nuancer, mais il n'en est pas moins certain qu'il était, à Washington, l'un des hommes les plus proches de M. Reagan, que tous les yeux avaient le même goût de l'action secrète et que M. Casey avait obtenu son poste parce qu'il croyait profondément en la nécessité d'utiliser les services secrets américains pour agir contre toute extension de l'influence soviétique. Or le problème est que la CIA — expériences passées obligent — est soumise à un contrôle relativement étroit du Congrès et ne peut donc pas être utilisée à tout. Cependant, même isolé du président, le Conseil national de sécurité, l'organisme auquel appartenait Oliver North, est en revanche totalement indépendant du Congrès et il n'est pas discutable qu'il ait été vu comme l'instrument idéal des politiques parallèles.

Les compliments de M. Shultz

De tout cela, on se doutait depuis des mois, mais lorsque Oliver North a décrit le secrétaire d'Etat l'attrapant par l'épaule, en septembre dernier, au cours d'une réception, pour le féliciter du « remarquable boulot fait pour maintenir en vie la résistance nicaraguayenne », Washington a commencé à s'agiter. Un porte-parole du département d'Etat a précisé — démentant à demi seulement — que M. Shultz n'avait fait allusion qu'aux « efforts déployés par le colonel pour soutenir le moral » des combattants de la liberté. Mais un bon moral ne suffit pas à survivre. Le secrétaire d'Etat, avait précisé Oliver North, « savait de manière suffisamment explicite ce que je faisais ». Et ce que faisait Oliver North, c'était organisé de la Maison Blanche, avec l'autorité de la Maison Blanche et contre la volonté du Congrès, c'est-à-dire contre la loi, un soutien militaire à la résistance nicaraguayenne.

Question du conseiller juridique de la Chambre des représentants, M. John Nields : « M. Abrams vous a-t-il demandé des précisions sur vos activités ? » Sous-secrétaire d'Etat pour les affaires interaméricaines et enfant chéri du régime, M. Abrams a déjà déclaré à la commission d'enquête qu'il ignorait le détail des opérations montées par le colonel. Réponse d'Oliver North : « Il n'avait pas besoin de m'interroger, il savait. »

M. Meese, le chef du département de la Justice, était, lui, au courant, ainsi que deux anciens conseillers pour les affaires de sécurité nationale et plusieurs autres encore, que la chronologie de l'affaire mise au point en novembre dernier par le colonel North était délibérément fautive. M. Meese (il l'a fait partiellement démentir) était également au courant des transferts d'armes américaines qu'Israël, à la demande des Etats-Unis, avait organisés, en 1985, vers l'Iran.

Au bout de douze heures seulement de témoignage, il ne semble plus rester que trois options à la Maison Blanche, toutes également déplaisantes. S'inscrire en faux contre les déclarations du colonel serait risquer un débâlage explosif. Laisser dire que tout le monde savait peu ou prou, sauf M. Reagan, serait laisser comprendre que toute son équipe considère comme superflue de le consulter. Reconnaitre enfin que M. Reagan en savait un peu plus qu'il a bien voulu le dire jusqu'à présent serait reconnaître huit mois de mensonge.

La sympathie du public

Ça va mal, et d'autant plus mal que les coups sont portés par un homme qui ne renie ni ce qu'il a fait ni le régimeisme et s'acquiert au contraire la sympathie du public en revendiquant haut et fort ce qui lui est reproché. A la veille de sa comparution, près de 60 % des Américains considéraient qu'Oliver North ne dirait pas la vérité. Mardi soir, 58 % d'entre eux estimaient au contraire qu'il était en train de la dire et ne devrait pas être poursuivi judiciairement.

Tantôt ému ou maniant l'émotion, tantôt indigné ou affichant de courageuses convictions, l'homme est habile ou fait en tout cas merveille. Il a payé des achats personnels (bas, épicerie, pneus-neige) avec des chè-

ques de voyage puisés dans le fonds de roulement destiné aux combattants de la liberté ? Il ne se démonte pas et explique comment il finançait la « révolution démocratique » de sa propre poche lorsque le coffre était vide et se remboursait ensuite sur la base de ces comptes si bien tenus et maintenant détraqués.

Le général Secord, lui, a payé, pour plus de 8 000 dollars, l'installation d'un système de protection de sa maison ? Le visage d'Ollie se tend. Il évoque, d'une voix qui s'étrangle, les menaces qu'aurait lancées contre lui Abou Nidal, sort des coupures de presse pour démontrer qu'on ne peut prendre une telle menace à la légère, explique qu'il est plus que disposé à un duel, d'homme à homme, avec le dirigeant palestinien, mais qu'il ne voulait pas le laisser s'attaquer à sa femme et à ses quatre enfants — bref qu'il lui fallait une protection que le gouvernement fédéral a refusé de lui fournir et que le général Secord a prise en charge.

J'ai fait là « la plus grave erreur de ma vie », dit-il en reconnaissant avoir fabriqué de fausses lettres pour laisser croire qu'il avait payé la facture de sa propre poche, mais une erreur, qui n'en a pas fait ? demanda-t-il aux élus qui l'écoulaient et auxquels il rappelle qu'ils n'ont pas voté de loi assurant la protection des fonctionnaires. Si l'on écoute bien, c'est gros, mais c'est captivant.

Quant au fonds de 200 000 dollars qu'Albert Hakim avait établi, en cas de malheur, pour l'éducation des enfants, c'est vrai il n'avait d'abord pas dit non, mais c'était à la veille d'une mission dangereuse, dont le directeur Casey lui avait dit qu'il pourrait ne pas revenir. Lorsqu'il en est revenu, il n'a pas donné suite à ce qu'il croyait être une simple proposition.

Un sénateur dont la vie n'est pas menacée peut difficilement harceler un « marin » constellé de médailles. Et puis ces histoires de dollars, ce n'est pas l'essentiel. L'important, c'est le message systématiquement organisé pour tromper le Congrès et contourner ses lois. John Nields, cheminant d'une pièce à conviction à l'autre, démonte les méandres de la tromperie, interroge, revient à la charge, accule petit à petit le lieutenant-colonel à plus d'aveux encore qu'il ne l'aurait souhaité, et soudain Ollie North explose.

« Je voudrais que vous sachiez que cela n'est pas facile de mentir, que cela n'est pas facile à personne », dit-il en expliquant que s'il n'avait tenu qu'à lui il n'y aurait pas eu de mensonge du tout : il y aurait eu un refus de dire quoi que ce soit au Congrès, mais que, oui, c'est vrai, que cela soit dit une fois pour toutes, il a participé à la rédaction de faux documents destinés à tromper le Congrès, car des vies étaient en jeu et le secret avait été promis à des Etats étrangers.

John Nields, la voix blanche d'indignation : « Vous savez que nous vivons en démocratie... »

Oliver North : « Dieu merci, nous vivons en démocratie... »

John Nields : « ... dans une démocratie dans laquelle c'est le peuple et non pas un lieutenant-colonel qui doit décider... »

Oliver North : « La réponse est que ce n'est pas un lieutenant-colonel qui décide (...). Je considère profondément que le président des Etats-Unis, lui aussi, est élu par le peuple... »

John Nields : « Le président est élu par le peuple qui a le pouvoir, par son vote, de ne pas lui renouveler sa confiance, s'il n'aime pas sa politique, mais ne peut pas le faire s'il ne sait pas ce qui est fait (...). »

Durant tout l'échange, les deux hommes, la jeune quarantaine l'un et l'autre, se fixent avec intensité, et — signe de succès populaire — la retransmission en direct sur toutes les chaînes de télévision se poursuivait jeudi.

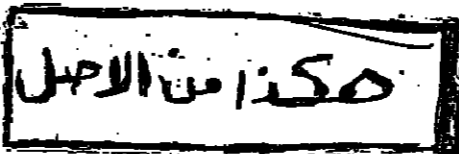
BERNARD GUETTA.

Soldes d'été Barnett

QUELQUES PRIX

COSTUMES LEGERS	
Wash and Wear	1990 980*
PANTALONS Ultra-légers	
Lavables	398 268*
VESTES SEERSUCKER	
Ultra-légers	990 690*

19, AV. VICTOR HUGO - 16*



Europe

URSS : M. Ligatchev rappelle à l'ordre les créateurs

Les artistes doivent manifester « une profonde fidélité à l'idéologie du parti »

MOSCOU
de notre correspondant

M. Egor Ligatchev, numéro deux du parti et responsable à l'idéologie, n'est pas très satisfait de l'état actuel des arts et lettres soviétiques. Il l'a déjà fait savoir en août 1986 dans un article publié par la revue Théâtre, dans laquelle il regrette l'absence presque totale sur les scènes soviétiques de héros communistes positifs, avec lesquels le spectateur puisse s'identifier. M. Ligatchev vient de récidiver en se rendant deux jours de suite dans les locaux de la rédaction de Culture soviétique. Le compte rendu de cette visite d'inspection, paru le mardi 7 juillet dans Culture soviétique elle-même, est sévère pour les journalistes de cette

publication, qui sort trois fois par semaine.

M. Ligatchev aimerait que ceux-ci insistent davantage sur le rôle directeur du parti dans la culture et qu'ils soient « plus actifs et plus vifs ». Les créateurs ne sont pas mieux traités. « Certes, il ne s'agit pas de mettre des slogans politiques sur scène, dans les œuvres littéraires ou dans la peinture », estime M. Ligatchev. Mais, selon lui, « la vraie valeur d'une œuvre est assurée par l'alliance indissoluble d'une profonde fidélité à l'idéologie du parti et d'un grand art ». Aux artistes d'y parvenir.

M. Ligatchev est persuadé, en tout cas, qu'un documentaire tourné à Leningrad sur le groupe des chanteurs Pop Mekhanik n'est pas conforme à cette exigence. Leur production continue selon

lui une véritable « pagaille idéologique et artistique ». Le problème des chanteurs pop et rock est cependant, on le sait, de trouver des paroles qui, tout en ne faisant pas trop frémir les défenseurs du dogme, plaisent quand même un peu à leur jeune public.

M. Ligatchev parle des « ordures et de l'écumé » apparues « sur les vagues de la reconstruction ». Il dénonce ceux qui « cherchent activement à substituer leurs idées et intentions douteuses à nos valeurs spirituelles ». L'attachement à la tradition dont on crédite volontiers le numéro deux du parti apparaît enfin dans son appel à ne pas laisser submerger, dans la presse, à la télévision, sur scène et sur les écrans de cinéma, les œuvres classiques russes « sous des productions contemporaines suspectes ».

D. Dh.

RFA

Le bilan de la catastrophe d'Herborn s'établit à 4 morts et 27 blessés

BONN
de notre correspondant

Il ne restait, le jeudi matin 9 juillet, qu'un trou béant à l'emplacement du café-glacier Realto, soufflé mardi soir 7 juillet par l'explosion d'un camion-citerne qui a dévasté l'un des quartiers de la petite ville ouest-allemande de Herborn.

A l'issue des travaux de déblaiement, qui se sont achevés mercredi soir, le bilan est finalement moins lourd que ce que l'on avait pu craindre : quatre morts, deux jeunes filles de dix-huit et vingt ans, qui

n'avaient pu fuir à temps le Realto, et deux autres, décédées de leurs brûlures à l'hôpital ; vingt-sept blessés, dont deux graves, sont soignés dans les hôpitaux de la région.

Par miracle, il s'est écoulé plusieurs minutes entre le moment de l'accident et celui de l'explosion, ce qui a permis à la plupart des consommateurs du café et aux habitants des maisons avoisinantes de prendre la fuite. La pizzeria située au deuxième étage du café était en outre fermée. Enfin, les pompiers locaux, qui venaient d'achever une séance d'entraînement, ont pu inter-

venir sur le champ pour circonscrire le sinistre en attendant les renforts venus de toute la région.

La catastrophe a déclenché en RFA une polémique sur la suppression des « points noirs » et les conditions de sécurité des transports routiers. Au sentiment d'avoir échappé au pire à Herborn est venu s'ajouter l'émotion suscitée le même jour par l'explosion, sans conséquences dramatiques cette fois, d'un autre camion-citerne dans la Forêt-Noire et l'accident survenu à un transport de missiles sol-air de l'armée américaine.

H. de B.

Proche-Orient

La protection des pétroliers koweïtiens dans le Golfe

La Chambre des représentants poursuit son action en vue de repousser le début des opérations

La Chambre des représentants a voté, le mercredi soir 8 juillet, par 222 voix contre 184, un amendement instituant un délai de quarante jours avant que le président Reagan puisse mettre à exécution son plan de protection des pétroliers koweïtiens dans le Golfe. Cet amendement, glissé dans le budget 1988 des gardes-côtes, ne semble pas toutefois susceptible de modifier le cours des opérations souhaitées par la Maison Blanche. En effet, le Sénat doit encore examiner cet amendement, alors que le début des opérations dans le Golfe est généralement prévu pour la semaine prochaine, bien qu'aucune date n'ait été avancée de source officielle.

Quelques heures auparavant, la Chambre, où l'opposition démocrate est majoritaire, avait repoussé à une forte majorité un amendement qui aurait interdit à M. Reagan d'appliquer son plan, sans aucune limite de temps. Le représentant démocrate de Californie Tom Lantos, souligné mercredi soir que ce projet devait être retardé parce qu'il « n'y avait pas de crise, que le pétrole coulait, qu'il n'y avait pas de raisons de se précipiter ».

La veille, le président de la commission des forces armées de la Chambre, M. Les Aspin, avait souligné que la Maison Blanche et le gouvernement du Koweït faisaient une interprétation différente du plan de M. Reagan. Selon M. Aspin, qui revenait d'une mission dans le Golfe, les Koweïtiens souhaitaient utiliser ces pétroliers uniquement pour faire la navette jusqu'à un terminal situé hors d'atteinte des deux protagonistes du conflit irako-iranien, où leur cargaison serait déchargée. Le nombre accru de rotations conduirait à un engagement plus important des forces américaines dans le Golfe, avait-il souligné (Le Monde du 9 juillet).

En réponse, un porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman, a déclaré qu'un seul pétrolier sera utilisé pour effectuer les

navettes, permettant ainsi l'exportation de 20 % du brut koweïtien. Les dix autres navires continueront vers leurs destinations finales.

Les Défenseurs du golfe Persique réaliseront prochainement des manœuvres d'entraînement à des opérations-suicide dans la mer d'Oman, le détroit d'Ormuz et les eaux du Golfe, a, d'autre part, annoncé mercredi le commandant des Gardiens de la révolution iranienne M. Moshen Rezai, qui s'exprimait en direct à la télévision iranienne, a précisé que, au cours de ces « manœuvres du martyre », les forces iraniennes appliqueraient « toutes les tactiques de recherche du martyre ».

C'est la première fois qu'un responsable iranien annonce aussi clairement la tenue de manœuvres militaires en vue d'opérations-suicide dans le Golfe. En 1985, le président du Parlement islamique, l'hojatoleslam Hachemi Rafsanjani, n'avait pas écarté le recours à l'utilisation de vedettes-suicide dans cette zone. — (AFP.)

Combien de morts à Sabra et à Chatila ?

Combien de morts y a-t-il eu dans les camps de Sabra et de Chatila lors du massacre de Palestiniens par des phalangistes libanais en septembre 1982 ? Plusieurs lecteurs et l'ambassade d'Israël ont protesté contre les chiffres « de 3 500 à 5 000, selon les estimations », que nous avions donnés dans un encadré du 3 juillet.

En fait, le nombre exact des victimes n'a jamais pu être déterminé avec précision : les évaluations vont de 480 morts, selon le rapport officiel du procureur général de l'armée libanaise, M. Assad Germanos, à 5 000, selon des sources palestiniennes. Le rapport de la commission d'enquête israélienne, dit rapport Kahane, affirme, pour sa part : « En ce qui concerne le nombre exact des victimes, il semble qu'on ne puisse se baser ni sur le document d'origine libanaise ni sur les chiffres avancés par certaines sources palestiniennes. » Tout en soulignant la difficulté de déterminer un chiffre exact, le rapport Kahane écrit : « Le nombre total

des victimes est inférieur à 1 000 et n'atteint certainement pas les milliers. » Selon les services de renseignement de l'armée israélienne, il se situerait entre 700 et 800.

Notre confrère israélien Amnon Kapelouk, auteur du livre Sabra et Chatila, enquête sur un massacre (Le Seuil), justifie ainsi le chiffre de 3 000 à 3 500 qu'il avance : « Le 22 septembre, un communiqué de la Croix-Rouge indique que 603 cadavres ont été retrouvés et enterrés. Le 14 octobre, selon des sources gouvernementales libanaises, 762 cadavres ont été découverts dans les camps de Sabra et de Chatila. Selon nos mêmes sources, citées par l'Orient-Le Jour, environ 1 200 corps ont été emportés par leurs familles qui les ont inhumés dans des tombes privées, ce qui porterait à près de 2 000 le nombre des victimes. A ce chiffre de 2 000 corps retrouvés, enterrés ou inhumés après le massacre, poursuit Amnon Kapelouk, il est nécessaire d'ajouter trois autres catégories de victimes :

— celles qui ont été enterrées par les assaillants dans les fosses communes pendant le carnage ;

— celles que l'on n'a pas extraites des décombres de quelque deux cents maisons ; pour ces deux premières catégories une estimation de quelques centaines de victimes est considérée comme raisonnable pour tous ceux qui se sont penchés sur la question ;

— reste enfin un troisième groupe, celui des disparus. Toutes catégories confondues, on parvient ainsi, selon ces données, à un chiffre d'environ 3 000 à 3 500 hommes, femmes et enfants, assassinés entre le 16 et le 18 septembre 1982. On pense qu'environ le quart des victimes sont des Libanais et toutes les sources des Palestiniens. »

Les sources palestiniennes qui avancent le chiffre maximal de 5 000 personnes le justifient par des recensements faits auprès des familles bien après les massacres. Ce chiffre inclut les disparus.

Moncef Marzouki Arabes, si vous parliez...

« Des intellectuels courageux comme Marzouki contribuent à frayer la voie de la modernité arabe. »

Jean-François Revel

« Marzouki va dans le sens de la conciliation entre les valeurs de l'islam et celles des grandes révolutions démocratiques. »

Jean Daniel

« Une tranquille audace. »

Michel Jobert

80 F

COLLECTION ISLAMIE

Le premier titre de la collection ISLAMIE

Lieu Commun

Politique

La session extraordinaire du Parlement

A l'Assemblée nationale : renforcement de la sécurité civile

L'Assemblée nationale a adopté dans la nuit du mercredi 8 au jeudi 9 juillet le projet de loi tendant à réorganiser la sécurité civile et à améliorer la prévention et la lutte contre les incendies de forêts et les risques majeurs. La discussion générale de ce projet élaboré par MM. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, et Alain Carignon, ministre de l'Environnement, avait eu lieu le 26 juin (Le Monde du 30 juin). Ce texte permettra au premier ministre de décréter un plan Orsec

national en cas de catastrophe, tandis que le ministre de l'Intérieur disposera, par voie de réquisition, de tous les moyens publics et privés. Des plans d'intervention plus ponctuels sont également prévus pour des installations présentant des risques particuliers (par exemple les centrales nucléaires). Un autre volet de ce projet tend à améliorer les moyens de prévention et de lutte contre les incendies de forêt. C'est ainsi que les sanc-

tions seront plus lourdes pour les particuliers qui ne procèdent pas aux opérations de débroussaillage. En matière de protection de la forêt et de prévention des risques majeurs, M. Carignon a jugé le projet du gouvernement novateur à trois titres : « On y aborde en face le problème des risques ; on y traite les problèmes à la fois en termes de prévention et de secours ; on y pose en principe la nécessité pour chaque citoyen d'être informé. »

L'actualité était malheureusement un rendez-vous de la discussion de ce projet de loi : incendies de forêts dans le midi, début du procès des responsables de la centrale de Tchernobyl, accident d'un camion-citerne en Allemagne fédérale. Pourtant, l'intérêt suscité par ce débat parlementaire a été fort vif. Certains députés en comparaison des passions que déclenchent généralement ces catastrophes. Un peu amer, M. Georges Le Ball (PS, Hauts-de-Seine) a regretté que « les foudres et les médailles soient beaucoup plus passionnés pour les catastrophes ou les pseudo-catastrophes que pour la prévention ». Les députés n'ont pas pour autant ménagé leur peine. Ils ont largement amendé le texte du gouvernement au cours des trois séances, et jusqu'à une heure avancée de la nuit.

Un premier débat a opposé le groupe socialiste et le ministre, M. Carignon, sur la question de savoir s'il fallait ou non mentionner explicitement dans ce projet le risque nucléaire. L'ancien ministre socialiste de l'Environnement, M. Jean-Pierre Bouchaud, s'est étonné de cette lacune : « Ce qui serait grave, ce serait de vouloir être à tout prix de citer ces domaines pour ne pas transgresser les habitudes de secret qui y règnent. Le ministre lui a répondu qu'il avait semblé au gouvernement de meilleures méthodes de ne pas énumérer les différents risques concernés par la loi, mais de les énumérer dans l'annexe de cette loi. »

S'agissant, par exemple, des installations militaires, M. Carignon a précisé qu'elles n'étaient pas exclues du champ d'application du projet : « Elles seront dotées d'un plan particulier d'intervention qui, sous la réserve inhérente du secret défense, sera accessible à tous les citoyens en vertu de l'article 15. »

Cet article 15, consacré à l'information sur la protection de la forêt contre l'incendie et la prévention des risques majeurs, a suscité quelques remous, le ministre s'opposant tout à

la fois au groupe socialiste et au président UDF de la commission de la production et des échanges, M. Jacques Dominati. La majorité souhaitait, en effet, améliorer l'information du Parlement en matière nucléaire. Afin d'y parvenir, elle avait déposé, avec des élus du Front national, un amendement proposant que l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques soit désormais doté d'une compétence particulière en matière d'investigation et d'information sur le fonctionnement des installations nucléaires.

Campant toujours sur la même position, M. Carignon a tenté de sous-amender cette disposition afin de faire disparaître sa vocation exclusive à traiter des risques nucléaires. L'Assemblée nationale s'est trouvée unanime pour rejeter ce sous-amendement, estimant que le gouvernement n'avait pas à intervenir dans le champ de compétences d'un office parlementaire. Elle a adopté l'amendement de la commission. Le groupe socialiste s'est, pour sa part, abstenu en estimant que l'office parlementaire d'évaluation ne parvenait malheureusement pas à faire face à ses missions actuelles.

De même, les députés ont adopté, contre l'avis du gouvernement, un amendement donnant un statut légal au Conseil supérieur de la sécurité et de l'information nucléaire afin de renforcer son autonomie. M. Carignon a jugé « dangereuse » cette création d'une autorité administrative dans le domaine nucléaire, estimant qu'il appartenait à l'Etat d'assurer la sûreté nucléaire sous le contrôle du Parlement et des citoyens.

D'autre part, un amendement a été adopté qui rend obligatoire pour les exploitants d'installations dangereuses d'informer sans délai le préfet des accidents ou incidents qui surviennent.

Quant aux opérations de secours qui concernent plusieurs départements - qu'il s'agit ou non d'un plan Orsec ou d'un plan d'urgence - les députés ont également souhaité, avec l'aval du gouvernement, que le premier ministre puisse placer l'ensemble de ces opérations de secours sous la direction du représentant de l'Etat dans l'un de ces départements.

Enfin, l'Assemblée nationale a supprimé l'article additionnel numéro 36, introduit par les sénateurs du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, qui modifiait le droit de la chasse applicable dans les départements d'Alsace et de la Moselle.

Enfin, l'Assemblée nationale a supprimé l'article additionnel numéro 36, introduit par les sénateurs du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, qui modifiait le droit de la chasse applicable dans les départements d'Alsace et de la Moselle.

Enfin, l'Assemblée nationale a supprimé l'article additionnel numéro 36, introduit par les sénateurs du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, qui modifiait le droit de la chasse applicable dans les départements d'Alsace et de la Moselle.

Enfin, l'Assemblée nationale a supprimé l'article additionnel numéro 36, introduit par les sénateurs du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, qui modifiait le droit de la chasse applicable dans les départements d'Alsace et de la Moselle.

Enfin, l'Assemblée nationale a supprimé l'article additionnel numéro 36, introduit par les sénateurs du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, qui modifiait le droit de la chasse applicable dans les départements d'Alsace et de la Moselle.

Enfin, l'Assemblée nationale a supprimé l'article additionnel numéro 36, introduit par les sénateurs du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, qui modifiait le droit de la chasse applicable dans les départements d'Alsace et de la Moselle.

Au Sénat : neuf textes définitivement adoptés

Le Sénat a définitivement adopté, mercredi 8 juillet, cinq textes : une proposition de loi tendant à faciliter la réalisation d'un nouveau franchissement de l'estuaire de la Seine (Le Monde du 18 juin) sur laquelle socialistes et communistes se sont abstenus ; le projet de loi portant réforme du régime d'assurances vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon ; la proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux en Nouvelle-Calédonie et dépendances (socialistes et communistes ont voté contre) ; la proposition de loi tendant à étendre au territoire de la Polynésie française la législation des sociétés anonymes à participation ouvrière (socialistes et communistes se sont abstenus) ; la proposition de loi relative au transfert de la compétence du second cycle de l'enseignement du second degré au territoire de la Polynésie française (sur laquelle socialistes et communistes se sont abstenus).

Sur les cinq autres textes que le Sénat avait examinés la veille, seul celui relatif à l'autorité parentale n'avait pas fait l'objet d'une adoption définitive. Tous groupes politiques confondus, les sénateurs ont confirmé la position qu'ils avaient choisie en première lecture : le juge doit pouvoir imposer aux parents l'exercice de l'autorité parentale conjointe. Tel n'était pas l'avis des députés RPR, socialistes et communistes qui mettaient comme condition à l'exercice de l'autorité parentale conjointe l'accord des parents. Il devait revenir à la commission mixte paritaire d'établir un accord entre les deux Chambres.

Le Sénat a, en revanche, adopté définitivement le projet de loi relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires et des membres des chambres de commerce. Le seul véritable point de litige entre députés et sénateurs concernait la limite d'âge (fixée à soixante-dix ans) pour l'éligibilité des juges des tribunaux de commerce. Le Sénat, comme le prévoit le gouvernement, l'avait maintenue, et l'Assemblée nationale l'avait supprimée.

Le Sénat a, en revanche, adopté définitivement le projet de loi relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires et des membres des chambres de commerce. Le seul véritable point de litige entre députés et sénateurs concernait la limite d'âge (fixée à soixante-dix ans) pour l'éligibilité des juges des tribunaux de commerce. Le Sénat, comme le prévoit le gouvernement, l'avait maintenue, et l'Assemblée nationale l'avait supprimée.

Le Sénat a, en revanche, adopté définitivement le projet de loi relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires et des membres des chambres de commerce. Le seul véritable point de litige entre députés et sénateurs concernait la limite d'âge (fixée à soixante-dix ans) pour l'éligibilité des juges des tribunaux de commerce. Le Sénat, comme le prévoit le gouvernement, l'avait maintenue, et l'Assemblée nationale l'avait supprimée.

Le Sénat a, en revanche, adopté définitivement le projet de loi relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires et des membres des chambres de commerce. Le seul véritable point de litige entre députés et sénateurs concernait la limite d'âge (fixée à soixante-dix ans) pour l'éligibilité des juges des tribunaux de commerce. Le Sénat, comme le prévoit le gouvernement, l'avait maintenue, et l'Assemblée nationale l'avait supprimée.

Le Sénat a, en revanche, adopté définitivement le projet de loi relatif aux juridictions commerciales et au mode d'élection des délégués consulaires et des membres des chambres de commerce. Le seul véritable point de litige entre députés et sénateurs concernait la limite d'âge (fixée à soixante-dix ans) pour l'éligibilité des juges des tribunaux de commerce. Le Sénat, comme le prévoit le gouvernement, l'avait maintenue, et l'Assemblée nationale l'avait supprimée.

nistes s'y opposant. Deux de ces textes autorisent la ratification de la convention de Strasbourg de 1977 et celle de l'accord de Dublin de 1979 ; le troisième, qui, traduit techniquement la convention de Strasbourg, harmonise le code de procédure pénale en ce qui concerne la poursuite et le jugement de certaines infractions commises à l'étranger.

M. Xavier de Villepin (Un. cent., Français de l'étranger) considère que les deux ratifications proposées par le gouvernement « témoignent de la volonté de la France de participer à la lutte contre ce fléau qu'est le terrorisme ». Pour M. Paul Masson (RPR, Loiret), il s'agit aussi d'exprimer « une volonté », même si le dispositif proposé n'est pas « une panacée ».

M. Bernard Bosson, ministre délégué chargé des affaires européennes, s'est, lui, employé à réfuter les arguments de ceux qui craignent une remise en cause du droit d'asile. Il affirme que ce droit, qui a valeur constitutionnelle, « accorde une protection aux persécutés mais ne doit pas donner impunité aux criminels ». M. Charles Ledermann (PCF, Val-de-Marne), qui défend une motion d'irrecevabilité que seuls les quinze sénateurs communistes voteront, ne se laisse pas convaincre. Il affirme que non seulement ce droit d'asile est violé, mais encore que l'arbitraire « trouvera de nouvelles privatives d'essence » en raison de l'imprécision de la définition du terrorisme.

M. Claude Estier (PS, Paris) explique ensuite que l'opposition de ses amis, par exemple à la convention de Strasbourg, ne saurait être ramenée à un jugement sur le terrorisme. Il en administre la preuve en félicitant « le gouvernement - tous les gouvernements - des succès obtenus dans la lutte contre ce fléau ». Tout en constatant que ces projets constituent une « arme miracle » ou un « coup politique », M. Bosson répond plus directement à M. Estier en doutant de la logique exprimée par le sénateur socialiste, qui refuse de voter des dispositions qu'il juge dans le même temps « inefficaces ». Reste que M. Estier avait aussi précisé qu'elles lui semblaient « dangereuses », préventions qu'à son tour, M. Bosson avait trouvées « injustifiées ».

manifeste
léologie du parti.

Herborn
27 blessés

Orient

ts poursuit son action
des opérations

bra et

La querelle de frontière entre géomètres et topographes

La guerre des géomètres-experts et des topographes va-t-elle prendre fin ? Elle dure, en fait, depuis une loi de 1946 qui avait défini de manière si imprécise le monopole des premiers que les conflits de compétence entre les activités de uns et celles des autres avaient été nombreux. Depuis, chacun s'efforçait de trouver une oreille attentive au Parlement. Apparemment, les deux mille géomètres-experts sont écoutés par le RPR et UDF, et les quatre cents cabinets de topographes, avec leurs deux mille cinq cents employés, par les socialistes et les communistes.

En 1965, la gauche avait voté une disposition législative limitant le monopole des membres de l'Ordre des géomètres-experts. Ceux-ci ne l'avaient pas admise, et, immédiatement, trois sénateurs de droite avaient déposé une proposition de loi revenant à la législation de 1946. Ce texte avait été voté au Palais de Luxembourg au début de la législature. Mais la majorité de l'Assemblée nationale n'a pas voulu se satisfaire d'un tel rétablissement, préférant tenter de régler le problème au fond.

Le rapporteur de la commission de la production, M. Jean-Paul Charité (RPR, Loiret), en liaison avec les services du ministère de l'Équipement, a négocié longuement avec les différents intéressés pour trouver une solution qu'il a présentée au Palais Bourbon. Il l'a fait en deux étapes : d'abord le 16 juin, puis le mardi 7 juillet, où son texte fut adopté par les voix du RPR, de l'UDF et du FN, contre celles du PS et du PC. M. Philippe Bassinet (PS, Hauts-de-Seine) a, en effet,

« Droits de préemption. - L'Assemblée nationale a approuvé, le 7 juillet, sans la modifier une proposition de loi de M. Paul Girod, sénateur gauche-démocratique de l'Aisne, déjà votée par le Sénat le 30 juin. Ce texte est donc définitivement approuvé. Corrigeant une imperfection de la loi que M. Pierre Méhaignerie avait fait adopter en décembre 1986, il prévoit que, même dans les zones d'intervention foncières, le droit de préemption des communes ne sera pas obligatoire, contrairement à ce qu'avait prévu des lois de 1975 et de 1986. Dans ce cas-ci, comme dans les autres, le conseil municipal devra décider, ou non, de faire jouer de manière automatique leur droit de préemption. »

fait remarquer que « la négociation n'a pas été équilibrée, puisqu'une des parties - les topographes - était sous la menace de la décision prise par le Sénat ».

Les socialistes, pourtant, auraient pu se rallier à un accord. Dans un premier temps, en commission, M. Charité avait proposé, à l'initiative de M. Jean-Louis Masson (RPR, Moselle), que le monopole des géomètres-experts ne concerne que les documents annexés « aux actes authentiques ». Apparemment, ce n'était pas assez. En séance publique, le rapporteur revint sur cette suggestion, et fit étendre le monopole à l'étude et aux travaux « qui fixent les limites des biens fonciers ». Au grand désappointement de M. Masson et à la grande colère de M. Guy Malandain (PS, Yvelines) qui expliqua que « la nouvelle définition n'était pas plus claire que celle de 1946 et donc couvrirait la porte à de nombreux litiges ».

Pour M. Pierre Méhaignerie, le choix était judicieux « au nom de la défense des consommateurs » : « Pour la fixation des limites des biens fonciers, ils doivent être assurés d'une certaine compétence que garantit l'adhésion à l'ordre des géomètres-experts ; pour le reste, ils doivent pouvoir faire appel à la libre concurrence. » Pour M. Charité, il s'agissait, surtout, de traduire dans la loi l'accord passé entre les professionnels ; les parlementaires, une fois encore, en étaient réduits à valiser les transactions négociées avec les groupes de pression.

La « clef de voûte » de cet accord, de l'aveu même du rapporteur, est la possibilité d'intégrer des certains topographes ou experts agricoles et fonciers à l'ordre des géomètres-experts dont ceux-ci ne voulaient pas entendre parler jusqu'à maintenant. Mais cette intégration reste soumise à des conditions très strictes et sera contrôlée par les géomètres eux-mêmes.

Ce dossier est donc loin d'être clos. Les groupes de pression ont tout fait pour remonter à l'assaut, puisque ce n'est qu'à l'automne que le Sénat se saisira à nouveau de ce projet considérablement modifié par les députés. En plus, M. Bassinet a prévenu que, dès qu'ils en auront la possibilité, les socialistes reviendront sur le sujet « pour que la profession de topographe ne soit pas condamnée à mort ».

Th. B.

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 8 juillet, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations le service de presse du premier ministre a diffusé le communiqué suivant :

● LÉGION D'HONNEUR

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, le conseil des ministres a adopté un décret modifiant l'article R.121 du code de la Légion d'honneur et de la médaille militaire.

Ce décret élargit, à titre exceptionnel, les conditions d'accès aux deux maisons d'éducation de la Légion d'honneur afin de remédier à l'insuffisance actuelle des effectifs de leurs classes de sixième et de cinquième. Il permet aux filles de membres français de l'ordre national

du Mérite et aux filles et petites-filles de légionnaires étrangers d'y être admises dans la limite des places disponibles.

● PROFESSEURS DES UNIVERSITÉS ET MAÎTRES DE CONFÉRENCES

Sur proposition du ministre délégué chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur, le conseil des ministres a adopté un décret relatif aux statuts du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences.

Ce décret vise : - en premier lieu, à alléger et accélérer les procédures de recrutement des professeurs et maîtres de conférences, notamment en simplifiant les règles de constitution des jurys et en diminuant les délais nécessaires pour pourvoir les postes vacants ;

- en deuxième lieu, à réformer le système de la mobilité dont la rigidité soulevait des difficultés d'application ; seules sont maintenues des incitations à la mobilité dont il sera tenu compte pour l'avancement des maîtres de conférences et des professeurs ;

- enfin, à supprimer la date limite du 30 septembre 1987, précédemment fixée par le décret du 6 juin 1984, avant laquelle devaient être obtenus les diplômes nécessaires pour être candidat au recrutement de professeurs des universités et de maîtres de conférences.

● LA RÉUSSITE SCOLAIRE

Le secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement a présenté au conseil des ministres une communication sur la réussite scolaire. (Lire page 24.)

Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres du 8 juillet a approuvé le mouvement préfectoral suivant :

● Eure : M. Bernard Angustin.

M. Bernard Angustin, préfet, commissaire de la République de la Haute-Loire, est nommé préfet, commissaire de la République de l'Eure.

[Né le 3 juin 1932 à Jonzac (Charente-Maritime), licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, M. Angustin a été membre de divers cabinets ministériels, aux côtés de secrétaires d'Etat UDR, M.M. Nungesser et Comiti, puis conseiller du directeur général de l'énergie et des matières premières (soit 1978), responsable de la mission nationale pour la valorisation et la distribution de chaux (avril 1980). Il a été, de novembre 1980 à novembre 1985, secrétaire général du comité interministériel de la sécurité nucléaire, et à partir du 20 novembre 1985, commissaire de la République de la Haute-Loire.]

● Loire : M. Jean-Paul Marty.

M. Jean-Paul Marty, préfet, commissaire de la République de la Manche, est nommé préfet, commissaire de la République de la Loire.

[Né le 30 décembre 1930 à Foix (Ariège), M. Marty, licencié en droit, ancien élève de l'ENA, a occupé diverses fonctions à l'inspection des

données de 1952 à 1963. Nommé conseiller tribal administratif en 1965, puis sous-préfet de deuxième classe en 1968, il exerce les fonctions de directeur de cabinet du préfet de la région Centre jusqu'en 1971. Nommé sous-préfet d'Épernay en septembre 1971, puis chargé des fonctions de secrétaire général de la Somme en 1976, il conserve ce poste après sa nomination de conseiller de tribunal administratif hors classe (en janvier 1977) et de sous-préfet hors classe (en juillet 1977). Il est nommé commissaire de la République des Ardennes le 28 avril 1982, puis de la Manche le 3 octobre 1984.]

● Haute-Loire : M. Pierre Breuil.

M. Pierre Breuil, administrateur civil hors classe, est nommé préfet, commissaire de la République de la Haute-Loire.

[Né le 10 octobre 1941 à Limoges (Haute-Vienne), ancien élève de l'ENA, M. Breuil commence sa carrière au ministère de l'Intérieur avant d'être détaché en juillet 1968 en qualité de sous-préfet de deuxième classe, directeur du cabinet du préfet du Lot-et-Garonne. Il occupe ensuite les mêmes fonctions auprès du préfet de la Réunion. Sous-préfet de Briçonnet en 1971, secrétaire général de la Haute-Marne en 1974, puis du Tarn en 1976, M. Breuil est sous-préfet de Provins de janvier 1979 à octobre 1980. D'octobre 1980 à mai 1981, il est conseiller technique au cabinet de M. Alain Peyrefitte,

garde des sceaux. Réintégré en novembre 1981 dans le corps des administrateurs-civils et affecté au ministère de l'Intérieur et de la décentralisation, M. Breuil est nommé en janvier 1982 sous-directeur de la vie scolaire à la direction des affaires sociales de la Ville de Paris et, en mars 1985 - il est devenu entre-temps administrateur civil hors classe, - sous-directeur des affaires générales et du contentieux à la direction de l'administration générale de la ville de Paris. Depuis le 7 avril 1986, M. Breuil occupe les fonctions de conseiller technique au cabinet de M. Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer.]

● Manche : M. Georges Peyronne.

M. Georges Peyronne, préfet, commissaire de la République de l'Eure, est nommé préfet, commissaire de la République de la Manche.

[Né le 21 septembre 1935 à Beaumont-de-Lomagne (Tarn-et-Garonne), ancien élève de l'ENA, M. Peyronne est d'abord administrateur civil à la direction générale de la fonction publique avant de devenir, en 1975, secrétaire général du Gers. Il est ensuite sous-préfet de Brignoles, secrétaire général de l'Ain, chargé de mission auprès du préfet de la région Champagne-Ardenne, sous-préfet de Dunkerque en janvier 1982, préfet de police du Rhône en juillet 1984 et commissaire de la République de l'Eure en novembre 1985.]

Nominations individuelles

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, M. Michel Bernard, conseiller d'Etat, est nommé président de la section de l'intérieur du Conseil d'Etat.

[M. Michel Bernard est âgé de cinquante-neuf ans. Ancien élève de l'ENA, M. Bernard fut nommé en 1980 maître des requêtes au Conseil d'Etat en 1980 et conseiller d'Etat en 1977. Il était depuis 1985 président adjoint de la section du contentieux du Conseil d'Etat.]

Sur proposition du ministre de l'éducation nationale, M. Jean Favard est nommé inspecteur général de l'éducation nationale ; M. Serrin Rouane est nommé inspecteur général de l'éducation nationale ; M. Emile Serna est nommé inspecteur général de l'éducation nationale.

Sur proposition du ministre des affaires sociales et de l'emploi, M. Annie Lesur est nommée inspecteur général de la santé publique et de la population.

Sur proposition du ministre de l'agriculture, M. Georges Durtuc-Rosset, ingénieur général du génie rural, des eaux et forêts, est nommé directeur de l'Office national interprofessionnel des fruits, des légumes et de l'horticulture.

Sur proposition du ministre délégué chargé de l'énergie, M. Jean Grenier, ingénieur général des télécommunications, est nommé directeur des affaires industrielles et internationales à la direction générale des télécommunications.

Enfin, sur proposition du ministre de l'intérieur, le conseil des ministres a prononcé la dissolution du conseil municipal des communes de Dracy-les-Couches (Saône-et-Loire), Lambach (Moselle) et Saint-Pellerin (Manche).

A. Ch.

Handwritten signature or stamp in Arabic script.

حکومت من الامم

Politique

Conflit dans la fédération PR du Vaucluse

Trois élus et quatre militants du Parti républicain du Vaucluse ont fait l'objet le mercredi 8 juillet de « mesures de suspension » décidées par M. François Léotard, secrétaire général du PR, à la suite d'incidents survenus le 3 juillet au cours d'élections fédérales.

Ces incidents avaient eu lieu à Avignon, à Orange et à Perruis. Ils avaient opposé des militants baristes et léotardiens sur l'opportunité de participer à des élections anticipées internes au PR au niveau régional après création d'une nouvelle circonscription, alors qu'un vote était régulièrement prévu en octobre. Le scrutin n'avait pu se tenir en raison des bagarres.

M. Albert Mercury, adjoint au maire d'Avignon, son fils Eugène et sa femme Lucienne, M. Jean Desaud, conseiller municipal d'Orange, M. Jean-Claude Duguy, conseiller municipal d'Avignon, M. Samir Aïel, fils du président du comité musulman du Vaucluse, et M^{me} Catherine Fregières, sont suspendus. Toutes ces personnes devraient être déferées devant la commission de contrôle national du PR.

M. Giscard d'Estaing : silence et « bonnes vacances ! »

Cela est trop rare en politique pour ne pas mériter d'être relevé : M. Giscard d'Estaing a décidé de se tenir coi pendant les vacances. Il le fait savoir dans le n° 9 de la Lettre de VGE. « Sur les prochaines échéances politiques, écrit-il, j'ai des choses à dire. Mais il n'est pas utile d'en parler maintenant : cela ne ferait qu'ajouter à la confusion. Je parlerai lorsque ce sera utile, afin de contribuer à la réflexion des Français, dans l'union et pour le progrès libéral de la France. D'ici là, bonnes vacances ! »

Nouvelles réactions contre le Front national

M. Malhuret : des solutions brutales

« Le problème posé à la droite par Le Pen est d'une double nature, il est d'abord moral, éthique et ensuite politique, dans un domaine de tactique », a déclaré, le mardi 7 juillet, M. Claude Malhuret. Pour le secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme, qui était l'invité de la presse anglo-américaine, « les positions du Front national sont différentes des positions de la droite démocratique, elles visent à des solutions brutales, de masse qui nous entraîneraient dans une dérive dangereuse ».

Le secrétaire d'Etat a d'autre part indiqué que la présence du Front national sur l'échiquier politique français pourrait donner lieu à « un phénomène en miroir de ce qu'a été ».

le Parti communiste pour la gauche » : « pendant vingt ans, le PC a empêché les socialistes d'arriver au pouvoir, en effrayant les électeurs centristes. La droite libérale, si elle ne comprend pas qu'il ne doit pas y avoir d'alliance, commettra l'erreur qui pourrait l'entraîner sur la même voie. (...) Si la majorité fait silence, elle ne regagnera pas ses électeurs ».

« Le sort des anciens harkis : des précisions du maire de Rians. — A la suite du reportage de J.-P. Péroncel-Hugot sur les pieds-noirs et les harkis à Rians (le Monde du 25 juin), le maire de cette localité du Var, M^{me} Suzanne Janetti (PS), nous indique que c'est par erreur qu'elle a attribué à M. Courrière, ancien secrétaire d'Etat socialiste aux rapatriés les propos tenus en réalité par son successeur, M. Sarri, sur la nécessité de ne pas attribuer aux fils de harkis les emplois de leurs pères à l'Office national des forêts. De même, précise M^{me} Janetti, ce n'est pas pendant le mandat de M. Arredo (UDF) actuel président du conseil général du Var, mais à l'époque de son prédécesseur, M. Soldani (PS) que ledit conseil a refusé de subventionner un cimetière particulier pour les musulmans de Rians.

CORRESPONDANCE

La situation au RPR dans les Hautes-Pyrénées

M. Patrick Devedjian, secrétaire national du RPR aux fédérations, nous prie de publier, à la suite de notre article du 8 juillet sur les remous qui agitent la fédération RPR des Hautes-Pyrénées, les précisions suivantes :

« M. Marthe n'a pas été « démissionné » du poste qu'il occupait, mais, en revanche, il a présenté sa démission par lettre du 1^{er} juillet. M. Marthe a été élu président du comité départemental et cela est parfaitement naturel dans la mesure où il accède à un poste honorifique qui revient habituellement à celui qui est pourvu du plus grand nombre de mandats électoraux dans un département. J'observe d'ailleurs qu'il n'a pas été élu à l'unanimité, ce qui est un détail.

« Il est certain que nos militants des Hautes-Pyrénées mènent un combat difficile dans un département où ils n'ont guère été avantagés dans les luttes électorales. Il est néanmoins vrai qu'une unanimité indiscutable rassemble tout le monde pour une campagne active en faveur de Jacques Chirac lorsqu'il sera candidat. »

M. Lajoie : un pseudo-opposant

Interrogé le mardi 7 juillet par Antenne 2 à propos du débat qui doit l'opposer, le 21 septembre, à M. Jean-Marie Le Pen, M. André Lajoie, candidat communiste à l'élection présidentielle, a expliqué :

« Je lui ai lancé un défi pour deux raisons. D'abord, nous avons été contre sa promotion dans les médias. Mais elle a été faite par le gouvernement socialiste et maintenant par la droite. Une seule indication : Le Pen est passé trois fois à « L'heure de vérité », et moi, qui suis président du groupe communiste à l'Assemblée depuis sept ans, je n'y suis jamais passé. Il est promu et je vais aller le combattre sur son terrain pour le démasquer. Parce qu'il prétend être un opposant et que, en réalité, il enfonce les travailleurs, les petites gens dans les difficultés. C'est lui qui en rajoute sur le démantèlement de la Sécurité sociale, la hausse des loyers, la politique réactionnaire de course aux armements, d'intégration européenne. Il essaie de couvrir sa face par le racisme, la xénophobie, de faire se battre les ouvriers français contre les ouvriers immigrés depuis son château de Saint-Cloud. Alors, je vais le démasquer. »

DÉFENSE

Mort du général de Crèvecoeur L'homme de la colonne de Dien-Bien-Phu

Le général Jean Boucher de Crèvecoeur est mort d'un cancer, mercredi 8 juillet, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Né le 17 décembre 1906 à Pont-à-Mousson (Meurthe-et-Moselle) et ancien élève de Saint-Cyr, Jean Boucher de Crèvecoeur a longuement servi en Indochine avant de participer, en 1940, à la campagne de France contre l'envahisseur allemand. Fait prisonnier en juin 1940, il parvient à s'évader et, en novembre 1942, il est auprès du général Frère, qui organise les réseaux de résistance de l'armée. Lui-même franchit la frontière espagnole pour servir, en 1943, dans le corps expéditionnaire français avant d'être envoyé aux Indes britanniques pour créer un service d'action clandestine en Indochine française, occupée par les Japonais.

En 1945, le colonel de Crèvecoeur sert au cabinet du futur maréchal Leclerc, commandant supérieur des Forces françaises en Extrême-Orient, et il assure la liaison avec l'amiral Thierry d'Argenlieu, haut-commissaire de France en Indochine. Avant d'être rapatrié en France, il commande les forces fran-

çaises qui mènent les opérations de libération du Laos.

Après plusieurs séjours tantôt à Paris et tantôt à Saigon, Jean Boucher de Crèvecoeur sert, en 1953, auprès du général Henri Navarre, commandant en chef en Indochine. A la tête d'une colonne qui portera son nom, il opère dans la région de Dien-Bien-Phu et combat autour de cette place sans parvenir, toutefois, à rompre l'encerclement du camp retranché, dont la plupart des défenseurs sont faits prisonniers par le Vietnam. Avant le cessez-le-feu de 1954, il parvient avec ses hommes à rétablir l'indépendance du Laos. Il sera rapatrié en 1955 en France, après avoir reçu le commandement de la 1^{re} division d'Extrême-Orient, qui aura jusqu'au bout assuré la défense de la presqu'île du cap Saint-Jacques.

En 1956, Jean Boucher de Crèvecoeur est affecté en Algérie. Il y organise, notamment, le « verrouillage » de la frontière algéro-marocaine avant d'être nommé préfet du département de la Saoura, où il est chargé de maintenir l'ordre. En 1958, il est adjoint au délégué général de l'organisation commune des régions sahariennes, M. Max Lejeune, et prend part pour l'Algérie française aux côtés du général Raoul Salan. Il est ensuite commandant de la zone des Aurès-Nemencha (Est algérien) et préfet, avant d'être muté en 1960 en France, en raison de son action en faveur de l'Algérie française. Ce qui lui vaudra de démissionner sans affectation jusqu'en février 1961, date à laquelle il est élevé à la dignité de grand-officier de la Légion d'honneur, et il est nommé commandant des réserves stratégiques du Centre-Europe.

En septembre 1961, le général de Crèvecoeur est gardé au secret pendant un mois, à la suite de certaines opérations lancées contre l'Organisation armée secrète (OAS) en France. Ramené en liberté, il est placé en disponibilité, mais, en 1965, le Conseil d'Etat annule cette décision, la mesure le concernant ayant été prise dans des conditions irrégulières.

L'« affaire » du lycée militaire d'Aix-en-Provence

Un « Comité pour la vérité et la justice » est constitué

M. Georges Sarre, député et conseiller socialiste de Paris, a présenté à la presse, mercredi 8 juillet, un « comité pour la vérité et la justice », qui souhaite « prendre à témoin l'opinion » au sujet de l'affaire du lycée militaire d'Aix-en-Provence.

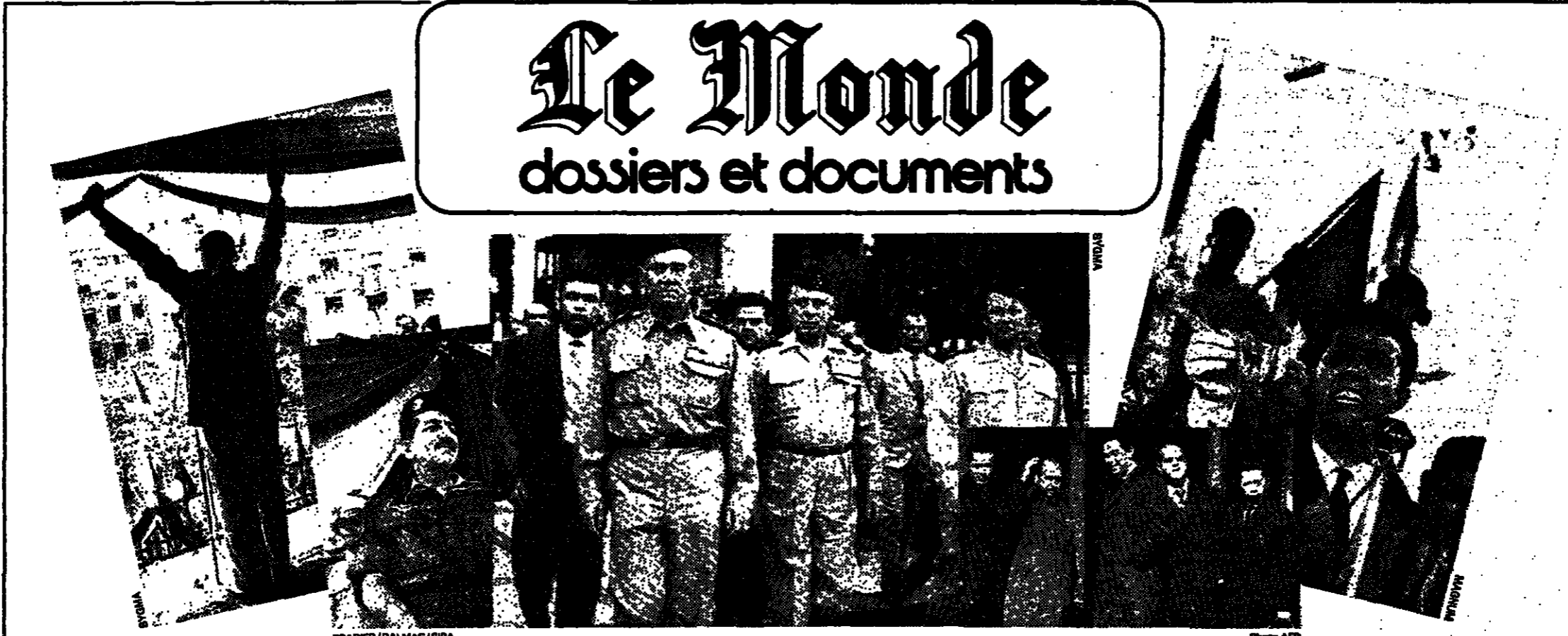
En juillet 1986, deux enseignants de cet établissement, MM. Maignan et Warton, avaient été « remis à la disposition de l'éducation nationale » après une campagne

organisée contre eux par des élèves et des parents.

Les deux professeurs avaient alors dénoncé le climat malsain créé dans le lycée par des militants d'extrême droite ouvertement partisans de l'idéologie nazie. Malgré l'annulation de cette décision par le tribunal administratif de Marseille le 5 février 1987 (le Monde du 11 avril 1987), les deux enseignants n'ont toujours pas été réintégrés.

Le comité de soutien présidé par M. Sarre rassemble des élus socia-

listes, des écrivains (Françoise Sagan, Marguerite Duras, Jean Lacouture, Yves Navarre), des artistes (Juliette Gréco, Enrico Macias), des responsables syndicaux (Jean-Claude Barbarant (SNJ), Philippe Durrin (UNED), Jacques Kammater (FEN) et des historiens (Antoine Prost, Madeleine Rebérioux). « Cette affaire ne doit pas être enterrée, a affirmé M. Georges Sarre, ce serait permettre à l'institution militaire de se placer au-dessus des lois et de la justice ».



Le Monde

dossiers et documents

LA GUERRE D'ALGERIE

Il y eut d'abord la conquête, l'installation des colons et l'annexion sous couleur de départementalisation. Le 1^{er} novembre 1954, un petit groupe de conjurés sonne la révolte. La France va s'enliser dans la guerre. Pour faire revivre l'histoire de la tragédie

algérienne, le Monde Dossiers et documents a fouillé ses archives et sélectionné ses articles les plus significatifs. Il en raconte tous les épisodes : le proconsulat de Jacques Soustelle, les échecs de Guy Mollet, la « paix des braves » du général de Gaulle, la France au bord de la guerre civile, les « ultras » de

l'OAS, la longue négociation d'Évian et le drame des harkis.

Le Monde Dossiers et documents rappelle également la chronologie détaillée des événements algériens et publie les portraits des principaux protagonistes.

14 F chez votre marchand de journaux

Le Monde dossiers et documents
SPECIAL GUERRE D'ALGERIE
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Localité : _____
Nombre d'exemplaires _____ x 18 F (frais d'expédition inclus) _____ F
Commande à faire parvenir avec votre règlement à : Journal le Monde, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

UN DOSSIER HISTORIQUE SPECIAL

54 000 réponses à l'enquête de la FASP

58 % des policiers jugent « mauvaises » leurs conditions de travail

Moral bas

M. Bernard Deleplace, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), a présenté à la presse, mercredi 8 juillet, l'enquête effectuée par son organisation...

Le secrétaire général de la FASP a souligné pourtant que l'argent de la modernisation existait, qu'il avait été voté par le Parlement, mais qu'il était « bloqué »...

Le gouvernement n'a pas de projet pour la police, a ajouté le responsable syndical avant d'annoncer que son organisation allait bientôt proposer un plan de réforme...

Plus d'un tiers, l'enquête menée sous la responsabilité de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) - les résultats seront prochainement communiqués à MM. Pasqua et Pandraud - devrait susciter l'intérêt des deux ministères...

L'un des enseignements les plus importants de l'enquête menée par le constat porté par les fonctionnaires sur leurs conditions de travail : à une forte majorité, elles sont jugées mauvaises ou très mauvaises.

Malgré plusieurs rapports de l'Inspection générale de l'Administration ou de l'Inspection générale de la police nationale, les tâches induites, véritable serpent de mer de l'institution, se portent toujours aussi bien.

La situation semble, en revanche, meilleure en matière de formation continue - et témoigne de l'effort réalisé. Il est à noter qu'une forte majorité des policiers déclarent avoir participé à...

Un an plus tard, lors de son congrès du Bourget, l'organisation de M. Bernard Deleplace réaffirmerait que, ayant été un peu à l'origine de la loi de modernisation, elle entend bien en contrôler l'application.

Les CRS sont ainsi - et de loin - les plus mécontents de leur sort. Les conditions d'hébergement, traditionnellement assez médiocres lors de leurs déplacements, en sont l'une des explications (66 % des CRS interrogés à ce sujet estiment que l'hébergement n'est pas amélioré de façon sensible au cours des dernières années).

Les véhicules demeurent le grand sujet d'insatisfaction matérielle. Insuffisants en nombre pour 73 % des sondés, en état moyen pour 59 % d'entre eux (voire franchement mauvais pour 25 %), les véhicules de police sont, de plus, jugés inadaptes (58 %) et beaucoup estiment même qu'ils sont utilisés à d'autres missions que celles auxquelles ils sont destinés.

La hiérarchie des personnels en tenue est, en règle générale, la plus critiquée, suivie de celle des CRS. Les personnels en civil, en revanche, sont moins sévères : 51 %.

C'est en effet le principal enseignement de l'enquête de la FASP que de montrer la résistance de l'institution à une modernisation que tout le monde estimait nécessaire et appelé de ses vœux.

De même, le policier paraît être plus insatisfait que son collègue de province, constat qui se confirme tous les jours en observant le nombre de policiers de la capitale qui, dès leur entrée en fonction, demandent leur mutation en province, quitte à l'attendre une bonne dizaine d'années.

Un état de fait qui est particulièrement ressenti à Paris parmi les personnels en civil : nombreux y sont les fonctionnaires qui, à travers le problème des véhicules, critiquent en réalité leur hiérarchie, accusée d'utiliser à des fins privées (courses, conduite de enfants à l'école, loisirs) et au détriment des besoins du service, les véhicules administratifs.

Si 59 % de tous les policiers (tous corps et grades confondus) ont répondu au questionnaire, estiment que le système hiérarchique actuel est préjudiciable à l'accomplissement des missions de police, ils ne sont que 29 % à le penser chez les commissaires, alors qu'ils sont 64 % à le dire chez les gardiens de la paix.

C'est en effet le principal enseignement de l'enquête de la FASP que de montrer la résistance de l'institution à une modernisation que tout le monde estimait nécessaire et appelé de ses vœux.

Conditions du travail

Table with 2 columns: Condition, Pourcentage. Rows include: Très bonnes (3%), Plutôt bonnes (39%), Plutôt mauvaises (48%), Très mauvaises (10%).

Les policiers parisiens et les CRS sont les plus insatisfaits (64%). La province (57 %) ressent moins les mauvaises conditions de travail.

Relations police-population

Table with 2 columns: Relation, Pourcentage. Rows include: Se sent améliorées (11%), Sont restées les mêmes (63%), Se sent dégradées (24%), Ne se prononcent pas (2%).

La hiérarchie des personnels en tenue est, en règle générale, la plus critiquée, suivie de celle des CRS. Les personnels en civil, en revanche, sont moins sévères : 51 %.

Relations hiérarchiques

Table with 2 columns: Relation, Pourcentage. Rows include: Oui (37%), Non (59%), Ne se prononcent pas (4%).

La hiérarchie des personnels en tenue est, en règle générale, la plus critiquée, suivie de celle des CRS. Les personnels en civil, en revanche, sont moins sévères : 51 %.

Une enquête sans précédent

L'enquête organisée par la FASP est sans équivalent dans la police nationale. Les questionnaires ont été distribués dans tous les services de police, sans distinction d'appartenance syndicale, à quelque 120 000 exemplaires, au début de janvier dernier. En deux mois, 54 000 d'entre eux avaient été renvoyés, ce qui témoigne de l'intérêt qu'y ont porté les policiers.

Ni agent secret ni nageur de combat

« Morne Vert » à visage découvert

Patrick du Morne Vert, l'auteur de Mission oxygène, un livre consacré principalement à l'affaire Greenpeace, s'appelle Patrick Amory. Il a trente ans et a été successivement professeur d'éducation physique, mannequin, journaliste et écrivain.

Le fiasco

L'échec était complet et explique la genèse de Mission oxygène. Selon son directeur, M. Amory, en séjour à y a plusieurs mois en Corse, serait entré en contact avec des proches d'anciens nageurs de combat de la base d'Aspretto, une unité aujourd'hui dissoute.

A la suite d'un différend avec la chancellerie

Le directeur de la prison de Fleury-Mérogis est relevé de ses fonctions et muté à Rennes

Le directeur du centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis, M. Dominique Fétrot, a reçu le 6 juillet une lettre l'informant de sa mutation à Rennes à partir du 15 juillet. Motif de la sanction : la direction de l'administration pénitentiaire a peu apprécié les termes d'un télégramme que M. Fétrot lui a adressé le 30 juin.

HUGUES CAPET

L'avènement d'une dynastie qui régna pendant huit siècles sur la France.

Advertisement for the book 'HUGUES CAPET' by Yves Chailier, published by Fayard. The ad features a stylized illustration of a man in a hat and a hand holding a quill pen. Text includes 'L'atmosphère d'indécision, de contradiction et d'incohérence qui entourait cette affaire' and '98 F. 362 pages'.

Mission oxygène se présente comme un livre à la gloire des nageurs de combat et des agents de la DGSE (services secrets), qui se sont mal remis de l'échec de l'opération Rainbow-Warrior à Auckland (Nouvelle-Zélande). Deux agents des services secrets, les faux époux « Turenga », furent arrêtés et l'identité d'autres exécutants rapidement dévoilée.

Patrick du Morne Vert, l'auteur de Mission oxygène, un livre consacré principalement à l'affaire Greenpeace, s'appelle Patrick Amory. Il a trente ans et a été successivement professeur d'éducation physique, mannequin, journaliste et écrivain.

Le directeur du centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis, M. Dominique Fétrot, a reçu le 6 juillet une lettre l'informant de sa mutation à Rennes à partir du 15 juillet. Motif de la sanction : la direction de l'administration pénitentiaire a peu apprécié les termes d'un télégramme que M. Fétrot lui a adressé le 30 juin.

UN DOSSIER HISTORIQUE SPECIAL

BERTRAND LE GENDRE.

FAYARD

Handwritten text in Arabic script: 'سكنا من الالهي'

سكنا من الاجل

Société

JUSTICE

Avocate de Jean-Marc Rouillon

M^{me} Marie-Christine Etelin réagit vivement aux propos du ministre de la justice

TOULOUSE de notre correspondant

Se sentant visée par les propos tenus par M. Albin Chalandon, le mercredi 8 juillet, sur les antennes de RTL (Le Monde du 9 juillet), M^{me} Marie-Christine Etelin, avocate toulousaine de Jean-Marc Rouillon, l'un des chefs présumés d'Action directe, a réagi vivement en cours d'après-midi.

Selon elle, l'attitude du ministre tend à faire des avocats des « boucs émissaires » pour peu que se présentent des difficultés avec les détenus. Sur le fond, M^{me} Etelin, qui s'est exprimée après avoir pris conseil auprès du bâtonnier du barreau de Toulouse, estime que les propos de M. Chalandon « traduisent une méconnaissance des règles qui gouvernent les relations entre avocats et clients, la correspondance étant couverte par le secret le plus absolu ». « Cela participe des droits de la défense », a-t-elle ajouté.

« D'après les indications qui m'ont été données », a souligné M^{me} Etelin, les forces de police qui effectuent la perquisition se préparent à prendre connaissance d'un courrier qui n'était adressé et la réaction de mon client a été tout à fait saine car il s'est opposé physiquement à une forfaiture. Il s'agit bien de cela. »

Le 24 novembre 1985, M^{me} Etelin avait été interpellée et gardée à vue au commissariat central de Toulouse pendant une partie de la nuit dans le cours de l'enquête sur Action

directe. « Je mets quiconque au défi de rapporter la preuve que j'ai commis un jour dans l'exercice de ma profession un quelconque délit... » Fataliste, l'avocate conclut : « J'ai le tort d'être un défenseur de Rouillon depuis une douzaine d'années. »

G.V.

Le bâtonnier Stasi : « des suppositions »

De son côté, le bâtonnier Mario Stasi déclare notamment dans un entretien accordé au Figaro du 9 juillet : « Dans cette affaire, le ministre de la justice a fait des suppositions. Il considère que des avocats ont pu devenir complices de leur client. Nous n'en savons rien. Si des avocats avaient manqué à leur devoir, nous en aurions été les premiers avertis. Or nous ne l'avons pas été. Nous n'avons été saisis d'aucune plainte. Aucun avocat ne m'a fait part du moindre fait permettant de croire qu'il y a eu irrégularité. »

« (...) Je tiens trop à l'immunité de l'avocat comme défenseur pour permettre qu'un seul avocat puisse, par son comportement, la remettre en cause. Il ne faut pas remettre en cause la fonction de l'avocat par rapport du prévenu. La justice a tout à y perdre. »

Enfin, M. Albin Chalandon lui-même est revenu jeudi matin sur Europe 1 sur ses déclarations en indiquant qu'il avait été « mal compris par les avocats ».

SPORTS

CYCLISME : Tour de France

Jules-César dans la plaine

Deuxième sprint massif en deux jours. Le Néerlandais Jean-Paul Van Poppel a remporté, le mercredi 8 juillet, la huitième étape Troyes-Epinay-sous-Sénart, en réglant tout le peloton au terme d'une course essentiellement marquée par la longue échappée solitaire du jeune Colombien Jules-César Cadena (vingt-trois ans). Van Poppel, qui présentait avec l'Italien Guido Bontempi le privilège d'être actuellement le routier le plus rapide, consolide son maillot vert de classement par points, tandis que le Suisse Eric Maechler conserve le maillot jaune.

ÉPINAY-SOUS-SÉNART de notre envoyé spécial

Que se passe-t-il ? Ce Tour de France de l'après-Hinault s'éloigne des schémas traditionnels et bouscule les idées reçues, nous le savons. Mais cette fois c'est à n'y rien comprendre. Voilà que le grimpeur colombien attaque sur le plat, et pas seulement pour faire diversion.

Échappé seul pendant 170 kilomètres entre Troyes et Epinay-sous-Sénart, Jules-César Cadena a porté son avance à plus de 13 minutes, il a vraisemblablement possédé le maillot jaune deux heures durant — une première pour le cyclisme sud-américain — et n'a été rejoint qu'à 11 kilomètres de l'arrivée, un saut de chaîne l'ayant immobilisé alors qu'il était toujours en tête.

Nous omissions cet escaladeur de poche au teint cuivré pour l'avoir vu passer cinq fois en tête dans les Aravis l'an dernier, au cours du Critérium du Dauphiné libéré. Cependant, nous pensions que son talent s'exprimerait surtout dans la montagne. Or, hier, il s'est détaché sur une route de plaine rectiligne, balayée par le vent, à 180 kilomètres du but. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il n'a pas choisi la facilité. Jean-René Bernaudeau, qui s'était lancé à ses trousses, renonçant à poursuivre son effort, estimant qu'une telle entreprise, fatalement vouée à l'échec, constituait une folie.

Jules-César, lui, s'est battu jusqu'au bout. Jusqu'à ce malencontreux saut de chaîne qui l'obligea à mettre pied à terre alors qu'il ne possédait plus que 50 secondes d'avance après avoir compté une marge de sécurité de 7 minutes à 40 kilomètres d'Epinay-sous-Sénart. Autant dire que l'affaire était classée.

De cette longue escapade menée à vive allure, il ne récolta qu'un bénéfice dérisoire : 30 secondes de bonification blanches à la faveur de classement intermédiaires. Mais, en réalité, il a gagné beaucoup plus, car il s'est attiré la considération générale, l'estime de tous, y compris celle d'un Bernard Hinault admiratif. Il a imposé l'image d'un cyclisme colombien en pleine évolution. Cela préfigure-t-il, à moyen terme, un victoire latino-américaine dans le Tour de France ?

Cadena ayant été absorbé, le peloton se présente groupé dans la banlieue parisienne, où Van Poppel devança 190 concurrents, dont le Français Bruno Wojtinek, classé quatrième. Le maillot vert le fit avec beaucoup d'autorité en se dégageant d'une manière impressionnante.

Où est Kelly ?

La liste des dix premiers de ce sprint massif indique qu'une nouvelle génération de routiers-sprinters s'affirme. Parmi les hommes les mieux classés, comme la veille à Troyes, Vermotte, Capiot, Allocchio et Dominguez se trouvent aux côtés de l'Américain Phinney et du Belge Lieckens : des coureurs neufs, que le public ne situe pas encore. Frank Hoste, pratiquement imbattable naguère dans les arrivées groupées, n'a terminé que dixième. Et Sean Kelly n'est pas du nombre.

Devant ce résultat quelque peu déconcertant qui modifie la hiérarchie des puncheurs — une hiérarchie actuellement assez floue — on s'interroge : le champion irlandais a-t-il perdu sa vélocité ce qu'il a acquis par ailleurs en endurance, ou se désintéresserait-il des succès d'étape pour convoiter des objectifs plus ambitieux et reporter ses espoirs sur le maillot jaune ?

L'hypothèse serait plutôt rassurante. Routier complet, qui a régulièrement échoué dans le Tour en dépit de son électricité, Kelly semble condamné à gagner cette année ou jamais. Toutefois, on peut craindre que sa discrétion ne soit la conséquence d'une condition physique approximative. La remarque vaut aussi pour Laurent Fignon.

La très longue étape contre la montre (87 kilomètres), vendredi 10 juillet, fournira quelques éclaircissements sur ces points obscurs et apportera les éléments de réponse aux questions que nous nous posons. C'est une étape essentielle. Et qui fait peur.

JACQUES AUGENDRE.

● Classement de la huitième étape, Troyes-Epinay-sous-Sénart. — 1. Van Poppel (P-B, Superconfex), les 205,5 km en 5 h 23 min. 53 sec. (moyenne 38,069 km/h) ; 2. Vermotte (Bel.) ; 3. Capiot (Bel.) ; 4. Wojtinek (Fra.) ; 5. Lieckens (Bel.), tous même temps.

● Classement général. — 1. Maechler (Sui, Carrera) en 27 h 42 min. 59 sec. ; 2. Lavaine (Fra.) à 36 sec. ; 3. Müller (Sui.) à 44 sec. ; 4. Festai (Ita.) à 1 min. 16 sec. ; 5. De Silva (Por.) à 1 min. 35 sec. ; 6. Mottet (Fra.) à 1 min. 36 sec.

TOUR DE FRANCE FÉMININ ● Prologue à Sable-sur-Sarthe. — 1. Longo (Fra. A), les 2.800 km en 3 h 01 min. 42 sec. (moyenne 46,936 km/h) ; 2. Canis (Ita.) à 5 sec. ; 3. Niehaus (RFA) à 11 sec. ; 4. Simonnet (Fra B) à 11 sec. ; 5. Lafargue (Fra A) à 11 sec., etc.

ÉDUCATION

Les inscriptions dans les universités parisiennes

Listes ouvertes et guichets fermés

Les inscriptions dans les universités parisiennes ont continué à se dérouler dans le calme, le mercredi 8 juillet. Comme on s'y attendait, la situation est délicate dans les universités du centre de Paris pour trois disciplines : droit, administration économique et sociale (AES) et langues étrangères appliquées (LEA). Elle est également tendue en économie. Jeudi matin, il restait cependant des places pour toutes ces disciplines (sauf LEA anglais-espagnol) dans les universités périphériques.

En réalité, la véritable surprise de ces inscriptions 1987 reste l'absence de gros problèmes dans toutes les autres disciplines. Contre toute attente, il restait encore, jeudi matin, près d'une centaine de places en histoire à la Sorbonne, d'habitude

très demandée. Des centaines de places dans les disciplines scientifiques sont encore disponibles sur les trois principales universités concernées (Paris-VI, Paris-VII et Paris-XI-Orsay). Plus étonnant encore : après deux jours d'inscriptions, il reste une centaine de places à Dauphine en gestion, d'habitude submergée de demandes et qui sélectionne les candidats en fonction de leurs notes au bac.

Administration des universités, rectorat ou syndicats étudiants attendaient de voir, jeudi et vendredi, comment se dérouler les inscriptions des bacheliers rattrapés à Poral, pour essayer d'élucider ce qui apparaît un peu comme un mystère.

Un jeu de piste piégé

« L'université appartient à ceux qui se lèvent tôt. » C'était le dicton du jour, mercredi 8 juillet, pour les candidats à l'inscription en première année de droit et d'administration économique et sociale (AES) à l'université Paris-I.

Armés de sacs de couchage, de boissons fraîches et surtout de l'indispensable collante du bac, les plus anxieux avaient pris place devant les grilles du centre Panthéon dès le milieu de la nuit. Les plus malins ou les plus chanceux ont attendu les premières lueurs de l'aube pour déferler, les yeux embrouillés, rue Saint-Jacques. Ceux-ci auront été quittes pour quatre ou cinq heures d'attente, le prix à payer pour décrocher l'un des 830 dossiers d'inscription (680 en droit et 150 en AES) distribués par Paris-I à partir de 8 heures tapant.

« Cela n'a duré que deux minutes, le temps d'un coup de tampon sur mon certificat de bac, et on m'a donné l'enveloppe », remarque une lycéenne arrivée du Val-de-Marne à 4 heures du matin, visiblement désoyée d'avoir cédé à la prétendue panique des inscriptions. « Je me suis levé tôt pour faire comme tout le monde. »

Mais, à quelques heures près, elle se serait trouvée un peu plus loin dans la longue file d'attente et aurait raté le coche. Ouvertes à 8 heures, les inscriptions ont été closes une heure plus tard en AES, laissant près d'une centaine de bacheliers sur le carreau. A 9 h 45, une pancarte « droits complets » était plantée, semant la consternation parmi les deux cents personnes encore massées sur le trottoir. « Cette sélection

par la course est injuste. Seuls ceux qui ont une voiture peuvent s'inscrire », protestait une jeune banlieusarde arrivée par le premier métro du matin, mais trop tard. Opposée à la loi Devaquet en décembre, elle en venait presque à réclamer une sélection par examen.

Victimes ou bénéficiaires, les étudiants auront en tout cas quitté les lieux avec la conviction de s'être frottés à un système truqué, irrationnel. Des bacheliers de province théoriquement non admis à Paris-I, mais arrivés sur place très tôt, ont pu obtenir des dossiers contre la promesse d'une prochaine domiciliation parisienne. Des banlieusards mal informés sont en revanche arrivés trop tard après un détour par la rue de Tolbiac. Les inscriptions ressemblent trop à un jeu de piste piégé pour ne pas susciter bien des amertumes.

Mais les difficultés de Paris-I s'expliquent en partie par le refus de cette université de présélectionner

ses nouveaux étudiants à l'aide des renseignements fournis par l'opération télématique Ravel. Paris-II (Assas), la fac rivale du quartier Latin, qui n'avait pas en les mêmes scrupules, a déversé son trop-plein d'étudiants sur elle. Reste qu'une fois dispersés les hordes d'assailants, Paris-I pouvait pousser un soupir de soulagement.

Le recensement télématique amoncelait des inscriptions beaucoup plus dures. 540 étudiants avaient choisi Paris-I en AES pour une capacité de 180. Heureusement, la moitié d'entre eux seulement se sont présentés. En revanche, en droit, 900 des 1 100 candidats recensés se sont présentés dès le premier jour d'inscription... pour 780 dossiers distribués. Même à l'heure de la télématique, les lois des inscriptions à l'université demeurent impénétrables.

PHILIPPE BERNARD.

Simplification des procédures de recrutement dans l'enseignement supérieur

M. Jacques Valade, ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, a fait adopter par le conseil des ministres du 8 juillet un décret sur le statut des professeurs d'université et des maîtres de conférences.

Ce texte apporte des modifications techniques au décret du 6 juin 1985 qui simplifie les règles de recrutement puisque les sections du Conseil national des universités auront statut de jurys et pourront

examiner en même temps les candidatures au recrutement et la mutation pour pourvoir aux postes vacants. Cela devrait permettre un gain de temps très sensible par rapport à la procédure actuelle.

D'autre part, l'obligation de mobilité est supprimée pour le recrutement des professeurs. Enfin, le délai ultime fixé au 30 septembre prochain pour la sanction des anciennes thèses de doctorat d'Etat est supprimé.

Un rendez-vous du souvenir dans la Drôme

Dieulefit à l'heure allemande

DIEULEFIT (Drôme) de notre envoyé spécial

C'était bien elle, Jeanne, secrétaire de mairie, vingt et un ans à l'époque. Jeanne Barrier. Quand on l'a montrée tout à l'heure à Pascaline, l'émotion les a toutes deux submergées. Pascaline Cohen, la petite juive de quatre ans, arrivée à Dieulefit en août 1943, s'est, un beau jour, appelé Colomb puisque Jeanne, très doucement, sans manière, lui avait demandé : « Quel nom veux-tu porter ? Quelle est la couleur de tes yeux ? », avant de lui confier une feuille de carte d'identité qui devait la sauver.

Décidément Pascaline remuait à pleins flocs ce passé trop présent. Quelques heures plus tôt, elle avait retrouvé une autre amie. Trent-sept ans sans se revoir, mais un attachement à toute épreuve à cause de Beauvallon.

Ces anciens élèves ou professeurs de l'école Beauvallon s'étaient donné rendez-vous mercredi 8 juillet en compagnie de quelques habitants du bourg. Beauvallon, situé à 2 kilomètres au-dessus de Dieulefit, n'est pas une école comme les autres. Elle a été fondée en 1929 par Marguerite Soussignan. « Tante Marguerite », pour accueillir des enfants à l'air pur et les faire grandir grâce aux méthodes inspirées de l'institut Jean-Jacques-Rousseau de Genève.

Piaget, Claparède sont venus guider ses pas. Peut-être les trois directrices. Tante Marguerite, Simone Monnier et Catherine Krafft ont-elles dû à leurs racines protestantes de marquer ce lieu de générosité et de tolérance. Des réfugiés républicains espagnols, avant la guerre, puis des juifs, enfants ou adultes, des résis-

tants, des communistes allemands ou ont trouvé asile.

« On arrivait à Beauvallon, racontent-ils, et l'on n'était plus juif, ni Allemand, ni exilé, ni traqué. Simplement on existait comme des êtres humains. » Beauvallon forme et attire des personnes de grand rayonnement. Pierre Emmanuel, Aragon, Pierre Seghers, Emmanuel Mouhier, la pianiste Yvonne Lefebvre entre autres y ont enseigné, s'y sont cachés, reposés.

La couverture rouge

Tante Marguerite savait s'y prendre. Elle était très connue ; des lettres lui parvenaient, libellées à l'adresse : « Marguerite, de la Drôme. » Elle avait hérité de l'affection portée par les Dieulefitiens protestants ou non à son père, cet homme qui avait créé la bibliothèque et, se souvient Simone Monnier, « offrait toujours des fleurs à ses visiteurs ». Elle remuait ciel et terre pour obtenir de l'argent, de l'aide, ou de faux papiers, ou pour sauver une vie.

Helmut Meyer et Matzdorff Werner en savent quelque chose. Réunis ici aujourd'hui, ils sont venus, le premier d'Iraël où il vit depuis 1949, le second de Paris, pour tomber dans les bras l'un de l'autre. Ils se remémorent ce jour de la fête 42 où les gendarmes de Chabrail avaient encerclé l'école et demandé qu'on amène les enfants juifs. Réfusé tout net des directrices qui se précipitèrent à la poste. Vite ; prévenez les paysans chez qui les petits ont été placés. « Mais la poste ferme à midi. »

« Mais la poste ferme à midi. » Enrage encore aujourd'hui Simone. Les enfants sont retrouvés et embarqués à Vénissieux, près de Lyon.

Alors Marguerite et Simone vont se battre. Elles courent à

Lyon, vont jusqu'à l'organisation juive OSE (Jeu de secours aux enfants), voient des femmes échevelées confier leur enfant et s'enfuir. Puis les deux directrices arrivent à Vénissieux, parlementent, insistent, s'accrochent. A minuit, elles ont « les cinq enfants de Beauvallon ». Elles leur font faire de faux papiers, l'année suivante, on s'apercevra que l'un d'eux passa le brevet à l'âge de trois ans. Ils sont sauvés, et rattrapés, dit un ancien élève, par les chevreux à la porte du crématorium. »

A Beauvallon, à Dieulefit, personne ne parlera. Les protestants, rappelle Jeanne Barrier, « ont gardé une vieille méfiance envers l'Etat ».

Il y aura d'autres alertes pourtant. Après la rafle d'Izieu le 6 août 1944, la prudence redouble. Les enfants juifs dorment la nuit dans les grottes proches. Ils doivent s'assurer, avant de revenir à l'école au petit matin, qu'une couverture rouge n'a pas été nouée sur la terrasse en signe de danger.

Ces jours d'angoisses, les anciens de Beauvallon les revivent aujourd'hui dans un étrange sentiment. Comme si trop de beaux souvenirs s'y mêlaient encore. Cette soirée, par exemple, qu'évoque Pascaline, où un professeur paralysé à la Silence de la mer de Vercoors, d'une traite, et où tout le monde ensuite est allé se coucher sans un mot.

C'était un soir de l'hiver 1943-1944, dans un coin perdu, au milieu des collines violettes où les chèvres-courbes ne consentent à perdre leurs feuilles qu'au premier vent du printemps, quand de nouvelles sont toutes prêtes à les remplacer.

CHARLES VIAL.

RELIGION

Les congés du pape

CITÉ DU VATICAN de notre correspondant

Le pape va prendre des vacances à Fort peu à la vérité, moins d'une semaine du 9 au 14 juillet. Cette parenthèse dans une vie qui tous s'accroît à reconnaître très active, est ponctuellement interrompue officiellement confirmée, le mardi 7 juillet, par la salle de presse du Vatican.

Jusqu'à Jean-Paul II s'était consacré à des escapades. L'une, en 1984 avait été la plus spectaculaire : le pontife était allé skier quelques heures en compagnie... du président de la République italienne, le vieux socialiste M. Sandro Pertini, sur les pentes de l'Adamello dans les Dolomites.

En 1985 il avait effectué une randonnée inconnue sur le Grand Sasso, dans les Abruzzes. On se souvient d'une photographie prise dans la presse où l'on voyait le pape portant béret et cape de berger, endormi la tête sur une pierre. Une nouvelle escapade à ski l'année suivante est considérée comme probable, mais n'a jamais reçu confirmation. L'an passé, le pape avait également fait quelques pas sur les neiges du massif du Mont-Bianco, mais cette fois-ci au cours de la visite officielle au Val d'Aoste.

Cette fois, c'est un séjour un peu plus long qui est prévu, et annoncé à l'avance. Jean-Paul II a répondu à l'invitation des prêtres du diocèse de Belluno, chef lieu de province de la région du Veneto, dans les pré-Alpes italiennes orientales. Le pape sera hébergé dans la maison de rappe de l'évêché située à Lorenzago, au cœur du massif du Cadore. Le pape interrompra ses vacances le dimanche 12 juillet d'une part pour une visite aux ouvriers forestiers de la région et d'autre part pour la messe célébrée à la mémoire des victimes de la rupture du barrage du Vajont qui en 1963 avait entraîné des dommages provoquant la mort de deux mille personnes.

Rappelons que Jean-Paul II, grand sportif, s'était dès le début de son pontificat fait installer une piscine dans la résidence, d'été des papes à Castelgandolfo à une trentaine de kilomètres au sud de Rome.

JEAN-PIERRE CLERC.

MÉDECINE

Le gouvernement danois indemnise les hémophiles contaminés par le virus du SIDA

COPENHAGUE de notre correspondant

Le gouvernement danois a décidé d'accorder une somme de 100 000 couronnes (environ 85 000 F) net d'impôts à tous les hémophiles du pays qui ont contracté le virus du SIDA.

Jusqu'à présent, le tiers des deux cent vingt-cinq hémophiles danois qui ont été testés se sont déclarés séropositifs. La maladie s'est déclarée chez treize d'entre eux. Quatre, dont un enfant de neuf ans, sont déjà morts, et deux se sont suicidés en apprenant qu'ils étaient atteints.

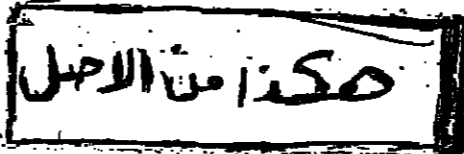
M. Karol Andersen, qui préside l'Association nationale des hémophiles danois, après avoir dans un premier temps essuyé un refus du ministre de l'Intérieur, M. Enggaard (libéral), dont dépend la direction de la santé, a donc finalement obtenu gain de cause.

« La décision des autorités danoises constitue un précédent important dans la mesure où l'Assemblée des gouvernements, en particulier européens et américains, ne trouvent confrontés au même problème. En RFA, une vingtaine de patients hémophiles est prévue chaque année. Le ministre fédéral des Affaires sociales (le Monde du 19 mars). En France, on estime que plus d'un hémophile sur deux d'origine danoise ont été contaminés par le virus du SIDA. »

« La séropositivité au VIH de la police fédérale allemande. — Un porte-parole de la police judiciaire ouest-allemande (BKA) a confirmé, le mercredi 8 juillet, une information de la chaîne de télévision ARD selon laquelle l'ordinateur central de la police, qui recueille des données sur les personnes recherchées ou suspectées, précise également si elles sont porteurs du virus du SIDA. Selon la BKA, la décision de signaler les personnes séropositives a été prise lors d'une conférence des ministres régionaux de l'Intérieur au début de 1986. Cette mesure, toujours selon la police ouest-allemande, est destinée à préserver d'une éventuelle contamination les policiers lors d'arrestations ou de bagarres. — (AFP)

Publicité et informations diverses en marge de la page, incluant des titres comme 'DUR', 'COU', 'E', 'MÉDECINE', 'COPENHAGUE', 'CANAL PL', 'Audier', 'HORAIRES'.

A LA VITRINE DU LIBRAIRE



ÉCRITS INTIMES

Louis Chadourne

le sursitaire

Enseveli par l'éboulement d'une tranchée à Metzeral, en Alsace, durant les combats de l'été 1915, Louis Chadourne (1890-1925) se considéra dès lors comme un sursitaire, et les troubles nerveux dont il souffrait ne firent que renforcer le sentiment qu'il avait d'être désormais un homme en trop dans un monde en ruines. Son ami Valéry Larbaud se battit pour que son œuvre fût reconnue, mais rien n'y fit, et ce poète, nouvelliste, essayiste et romancier (1) demeura méconnu malgré deux publications posthumes (2). Les pages inédites - nouvelles et ébauches de roman - réunies sous le titre de *Journal d'un homme tombé de la lune* esquissent le portrait d'un auteur écrivant sous la dictée de ses anges.

« La guerre donnera peut-être aux peuples le loisir de se connaître. La guerre est une manière d'internationalisme : elle nous a contraints, nous Français, à nous occuper d'autres objets que nous-mêmes », disait Louis Chadourne, qui, sans illusion sur l'avenir, dressait l'inventaire de toutes les bornes et mauvaises raisons qu'ont les peuples de s'égarer à intervalles réguliers.

Ce texte et d'autres prouvent que cet écrivain n'était pas le nihiliste et le cynique que certains crurent déceler en lui en prenant prétexte de son « état dépressif ». Louis Chadourne, tout simplement, souffrait d'une maladie incurable : la lucidité.

PIERRE DRACHLINE.

★ JOURNAL D'UN HOMME TOMBÉ DE LA LUNE, de Louis Chadourne, éditions des Césaires (8, rue des Césaires, 75028 Paris), 61 p., 78 F.

(1) *Le Maître du navire*, édition française illustrée (1919) ; *l'Insolite Adolescence*, Albin Michel (1920) ; *Terre de Chanaan*, Albin Michel (1921) ; *le Feu-au-noir*, Albin Michel (1922).

(2) *Conquérant du dernier jour*, préface de Valéry Larbaud, éditions de la Nouvelle Revue Française (1928) ; *Accords*, préface de Benjamin Crémieux, éditions de la Nouvelle Revue Française (1929).

LE CHATEAU EN FRANCE

Direction : J.P. BABELON
Co-édition : Coisse Nationale des Monuments Historiques et Sites

21 x 30 cm - 440 p. - 350 F.
Berger-Levrault
UN GRAND NOM DE FRANCE

Christophe Colomb juif

Défense et Illustrations
Sarah LEIBOVICI
Une véritable enquête dans l'univers apparemment innocent des illustrations, à la découverte de signes et de symboles hébraïques, de fol mosaïque, d'espérances messianiques...
Un volume 14,5x21, 28 illustrations, 224 pages... 140 FF
MAISONNEUVE ET LAROSE
15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. 43 54 32 70

VOS COMPÉTENCES POUR LE MARKETING DE NOS COLLECTIONS

Dans l'édition, nous occupons une place de premier plan.
Nos produits touchent des secteurs variés : littérature générale, guides, ouvrages pratiques... et possèdent une solide notoriété.
Votre rôle : participer à l'élaboration d'une stratégie marketing et à la mettre en place. Pour cela vous prendrez en charge l'étude des nouveaux projets, les opérations publicitaires, la conception et la réalisation des documents commerciaux.
Nous confierons cette fonction clé à un professionnel de la promotion du livre capable de s'adapter à une production éditoriale très variée.
Merci d'adresser votre lettre de candidature sous réf. 280/M à CURRICULUM, 6, passage Lathuille 75018 PARIS.

(1) Institut pontifical des études arabes et islamiques, 49, place Saint-Apollinaire, 00186 Rome.

ROMAN

Une résistance

de tous les temps

Jacques Drouet, retraité de la banque, n'est pas homme à se promener, une nuit de Noël, avec une jeune femme dont il ne sait que le prénom et deux hommes qui ont, comme lui, un cocktail Molotov dans la poche. Pour qu'il en arrive là, il a fallu qu'un 8 octobre les mots « loyalisme, démocratie, solidarité » lui parussent essentiels et simples, résonnant comme l'écho d'un serment à lui-même qu'il s'était fait aux heures où Hitler s'apprêtait à danser devant la tour Eiffel ; pour qu'il en arrive là, il a fallu que le Front fit son putsch et que, paralytant les premiers sauteurs, l'ONU envoyât du côté d'Alençon des casques bleus japonais et danois. Et voici Drouet non seulement rattaché à l'Union populaire mais, malgré son âge, combattant dans les milices normandes.

Ce récit d'un conflit franco-français présenté sans ambiguïté - Frontistes ou miliciens, chacun reconnaît les siens et les autres - aurait pu n'être qu'une autre façon de raconter une fois de plus le temps des Moulin et des Barbie ; mais l'auteur de la *Ligne verte* (à la fois rempart et seuil d'espérance) est celui des *Reins et les Coeurs*, celui de la *Vie de Guillaume Férier*, un personnage que le romancier Paul-André Lesort présentait en soulignant qu'il « se méfiait des tentatives pour réduire un être à une définition, si complaisante fut-elle ».

Drouet n'est pas réduit. Sa complexité n'est pas d'un hésitant, d'un titube - la tiédeur ne s'engage pas - mais d'un homme qui ne se contente pas des formules, fuses-elles l'expression de ses fidélités.

Opposant au front, il veut que sa vie et les mots aient un sens et il ne peut pas ne pas craindre l'oubli de cette vie et de ces mots par les générations (nous ?) trop enclines à la somnolence alors que veille inlassablement la fureur des liberticides.

C'est dire que ce récit d'une résistance, s'il ne néglige ni l'action ni la complexité de la question de la liberté - belle fable qu'une rivière normande devenant un Rhin, un Oder... un Mur ! - fait sa part à ce qui est la vie d'un homme, et aussi bien à ses souvenirs sentimentaux qu'à ses angoisses quand l'événement le plonge dans l'histoire toujours recommencée, quand d'un côté et de l'autre de la ligne les mêmes mots n'ont pas la même signification, quand sa propre morale est déjouée parce que l'intolérance est baptisée ordre.

PIERRE-ROBERT LECLERCO.
★ LA LIGNE VERTE, de Paul-André Lesort, Le Seuil, 316 p., 99 F.

HISTOIRE

1940 : l'effondrement

au microscope

Avant que témoins et acteurs entrent dans le silence, la défaite de 1940 suscite un redoublement d'attention chez les historiens et les chercheurs. Ils reconstituent pièce à pièce l'immense puzzle de ce mai et de ce juin de l'effondrement, accumulent les témoignages. L'invasion libératrice de la Normandie en 1944 a été maintes fois contée. La raz de marée allemande de 1940 beaucoup moins. R.-G. Nobécourt, qui l'a vécu à Rouen, reconstitue au jour le jour, et même d'heure en heure, les événements. Passionné de la chose militaire, il connaît toutes les unités, la carrière de tous les généraux. Il décrit les tribulations et les combats des unes, les décisions - et les incertitudes - des autres, les réactions des notables, celles de la population. Récit minutieux ; alerte, cependant. Au détour d'une phrase, malgré le recul volontaire, le témoin passe la tête avec humour ou amertume. Un général exige que l'on balaie le pont Boieldieu à Rouen pendant qu'on en barrait les accès : « Ce pont est sale... ». A côté des fuyards, des imbéciles et des éperdus, des hommes tombent dans des combats désespérés.

Désespérés aussi ceux que retraca, avec la même abondance de témoignages, Roger Bruce, qui poursuit sa monumentale reconstitution des « combattants du 18 juin » démolissant par l'annonce par le maréchal Pétain de la demande d'armistice. On fut sans vergogne ou on mourut « pour l'honneur ».

JEAN PLANCHAIS.

★ LES SOLDATS DE 1940 DANS LA BATAILLE DE NORMANDIE, de R.-G. Nobécourt, éditions Bertout, rue Gutenberg, 76810 Lameray, 396 p., 118 F.

★ LES COMBATTANTS DU 18 JUIN, t. III, L'ARMÉE BROÛÉE, de Roger Bruce, Fayard, 435 p., 120 F.

DERNIÈRES LIVRAISONS

CRITIQUE LITTÉRAIRE

● DANIEL FREY : *Bracht, un poète politique*. La poésie peut-elle être politique ? A travers « les images, symboles et métaphores dans l'œuvre de Bertold Bracht », l'auteur s'efforce de montrer que poésie et révolution sont étroitement liées chez Bracht. Il nous fait découvrir des poèmes peu connus. (L'Âge d'homme, 288 p., 140 F.)

● CHRISTINE DUPOUY : *René Char*. Un livre d'analyse plus qu'une simple biographie. L'auteur s'intéresse à la genèse de l'œuvre et la suit dans sa croissance organique. Présentation des principaux recueils du poète. (« Les dossiers » Belfond, 348 p., 120 F.)

● JEANNE HYVRARD : *Le Cercan*. Derrière ce titre en arabe, le témoignage d'une femme sur « la longue et douloureuse maladie ». Dialogues de femmes qui cherchent à nommer l'innommable, « dialogue de sourds » entre la société et ses « boucs carcériels ». (Editions Des Femmes, 244 p., 79 F.)

● FRANCO ADRAVANTI : *Gengis Khan, premier empereur du « Mirabilis Dominum »*. - « En sept ans, j'ai accompli une grande œuvre et formé un empire », disait celui qui fut, avec Attila, l'un des conquérants les plus craints de l'histoire. Franco Adravanti a écrit le récit épique des guerres menées par Gengis Khan. Traduit de l'italien par Raymond Couderc. (Payot, 363 p., 150 F.)

● DANIEL BERESNIAK : *Franco-magounerie et romantisme*. L'auteur, franco-magouner lui-même, dresse un panorama complet des principales idéologies générées par les différentes loges depuis la fin du dix-huitième siècle et analyse leurs interactions avec les thèmes romantiques. (Chiron, collection « Janus », dirigée par Daniel Beresniak, 139 p., 110 F.)

● BRUNO DAUDIN : *A la dérive des continents*. Onze nouvelles qui nous mènent aux quatre coins de la Terre, des dunes sahariennes aux glaces antarctiques. Avec des personnages fragiles, blessés par leurs rencontres avec le monde. Bruno Daudin est physicien de formation. Son recueil vient de recevoir le prix Stendhal de la nouvelle 1987. (Génat, 152 p., 66 F.)

● VINCENT-MANSOUR MONTEIL : *Le Lincoln de feu*. Louis Massignou 1883-1962. Étroitement mêlée et superbetement traitées, la magistère du maître, Massignou, et l'itinéraire du disciple, Monteil. Du Sahara du Père de Foucauld à Gandhi en passant par la guerre d'Algérie et Jérusalem, une somme de culture, d'expériences spirituelles et

d'actions politiques. (Ed. Vegapress, 30, rue René-Boulanger, 75010 Paris, 296 p., 120 F.)

PHILOSOPHIE

● JAN PATOCKA : *la Crise du sens (III)*. Masaryk et l'action. Professeur de philosophie à l'université de Prague avant de devenir président de la République tchécoslovaque en 1918, T.G. Masaryk a toujours vu dans son action la mise en œuvre de sa philosophie. Les articles réunis dans ce volume témoignent de l'intérêt du philosémologue Patocka pour l'itinéraire de Masaryk et d'un souci commun des deux hommes de repérer la source de la liberté jusque dans les absurdités de l'histoire. Traduit du tchèque par Erika Abrams. Postface d'Henri Declève. (Ousia, diffusion Urin, 284 p., 90 F.)

POÉSIE

● NAJOUA AOUN ANHOURY : *Panorama de la poésie libanaise d'expression française*. Il y a longtemps qu'on rime en français, au Liban, pays du monde arabe, et cela continue. L'auteur a passé de 1980 à 1986, qui a donné aussi bien Nadia Tuéni que Georges Schehadé, Grand Prix de la francophonie 1987. Préface du président Charles Helou. (Ed. Dar-el-Machreq, Beyrouth, diff. Librairie orientale, 200 p., 80 F.)

ROMANS

● JACQUES BELLEFROID : *La grande porte est ouverte à deux battants*. Ouverte ou fermée ? Jacques Bellefroid a choisi : il ouvre largement sa porte, sur les mots et les choses, et nous invite à en passer le seuil. Réédition d'un roman paru en 1964. (La Différence, 136 p., 49 F.)

● JEAN HUGUET : *Emilia*. Sur les « deux grandes voies d'accès à l'improbable vérité de l'histoire, celle des chiffres et celle des hommes », Jean Huguet a choisi la seconde pour relater les heures les plus violentes de la Révolution française, entre les printemps 1793 et 1794, en Vendée. Emilia est la suite des *Tambours de la Bourguignonne*, publié en 1986. (Robert Laffont, 400 p., 95 F.)

SOCIÉTÉ

● GÉRARD BOLITET : *Petits métiers oubliés*. Les gagne-misère, volume III. L'auteur a parcouru la Sologne, la Beauce, le val de Loire, le Perche, le Gâtinais et le Berry pour rencontrer quelques-uns de ces « gagne-misère » dont l'identité professionnelle n'évoque plus rien, ou presque : coupeur de cochon, caillouteur, fouilleur d'argile... (Jean-Cyrille Godefroy, 256 p., 110 F.) Du côté de ces métiers perdus ou en voie de l'être, Mikl Földes raconte l'histoire de *Marie la dentellière*. (France-Empire, 232 p., 75 F.)

LA VIE LITTÉRAIRE

Une revue francophone en Terre sainte

Kountrass signifie, en hébreu, « Carnets ». C'est le titre d'un bimestriel « de pensée juive et d'information », édité à Jérusalem par une équipe de rabbins orthodoxes à l'intention d'un public francophone. Cette revue, qui se veut un outil de réflexion spirituelle et religieuse, participe pleinement de la renaissance du judaïsme traditionaliste en Israël, mais aussi en France. En l'espace de quatre numéros, elle a trouvé son audience et son style.

Chaque sommaire étant axé sur un dossier historique, *Kountrass* a recouru, par exemple, à l'aventure extraordinaire et peu connue de cette communauté juive lituanienne qui, fuyant les nazis puis leurs alliés japonais alors que la guerre faisait rage, finit, après un long périple via Vladivostok et Kobé, par échouer à Shanghai pendant l'été de 1941. Dans son der-

nier numéro (mai-juin 1987), *Kountrass* retrace par le menu le passage à la cour de Louis XVI d'un kabbaliste et grand voyageur venu de Jérusalem, le rabbin Yossef David Azouli.

★ *KOUNTRASS* est publiée par l'Institut Raché (BP 5553, 91054, Jérusalem) et distribuée par une librairie française de Jérusalem, le Centre Gallia, 8, rue Méa-Cézarim.

Mort du traducteur

Mogens Boisen

Le colonel Mogens Boisen, et ses compatriotes avait baptisé le traducteur de tous les temps », est décédé à Copenhague à l'âge de soixante-dix sept ans.

Cet officier de carrière, d'une personnalité hors du commun, aura battu un record, en Scandinavie du moins. Les lecteurs danois lui doivent près de neuf cents traductions d'œuvres littéraires, classiques et modernes, anglaises, américaines,

allemandes, autrichiennes, françaises, suédoises et norvégiennes. La gamme des auteurs va de Chaucer à Günther Grass, de Melville à Freud et à Musil.

C'est pour occuper ses loisirs en dehors de ses heures de service qu'il avait commencé à traduire certaines pages d'auteurs étrangers qui l'intéressaient. Rapidement il s'était pris au jeu et, en 1968, il demandait à bénéficier d'une prébende pour s'adonner en professionnel à ce qui était devenu son unique passion. Travailleur acharné, soucieux de précision autant qu'éthique, il aimait s'attaquer aux textes les plus difficiles. Sa traduction de l'*Olympe* de James Joyce, qu'il introduisit, comme tant d'autres livres, au Danemark, restera un modèle du genre. A chaque édition, il renouait profondément sa version initiale. Traducteur de de Gaulle et de Malraux, il avait commencé, peu avant sa mort, une nouvelle version de *A la Recherche du temps perdu* de Proust.

CAMILLE OLSEN.

EN BREF

● Deux distinctions concernant le roman policier viennent d'être attribuées : le prix du Suspense 1987 est allé à GILLES PÉRAULT pour *le Dérangement* (Mercure de France, coll. « Crime parfait », voir « le Monde des Livres » du 13 mars 1987) et le prix Momey, qui récompense un ouvrage « mettant en valeur l'action de la gendarmerie », à MAURICE PÉRISSÉ pour *le Cahier de condamnés* (Le Rocher).

● GEORGES-OLIVIER CHATELAIN a reçu le prix de la nouvelle décerné par le Rotary-Club de Paris, pour son recueil *le Héros blessé au bras* (Grasset).

● Le biologiste JACQUES TESTART a reçu le quatrième prix littéraire des droits de l'homme pour son livre *l'Œuf transparent* (Flammarion).

● Le 36^e prix Antoine Armand a été décerné à JACQUES LOVICHOL pour son recueil *Fractures du silence* (Ed. Sud), à l'occasion des Journées internationales de la poésie qui se sont tenues récemment à Rodéz. Deux cents poètes venus de France, Belgique, Suisse, États-Unis et URSS étaient présents à ces journées, consacrées plus particu-

lièrement cette année à Elsie Codrars. Deux autres prix ont été attribués : le prix Marie Voronca a été décerné à JACQUES GASC pour son manuscrit « Procédure des eaux d'appel et le poète belge JACQUES VANDECKERCK a reçu le prix Claude Sarrat pour son recueil *Vers l'épave obscure*, publié par l'imprimerie du Cheyex.

● Le Grand Prix des jeunes lecteurs de la FEEP (Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public) a été attribué à ODILE WEULERESSE pour son livre *le Serment des catacombes*, édité par le Livre de Poche.

● Le prix Fénéon de Littérature, décerné par l'université de Paris à « une jeune écrivain de conditions modestes afin de l'aider à poursuivre sa formation littéraire » a été attribué à LAURENCE GUILLON pour *Le Tsar Hérodote* (Mercure de France).

● GILBERT SINOÛÉ vient de recevoir, pour son roman *la Pourpre et l'Or* (Olivier Orban), le prix Jeand'Heure. Ce prix, décerné pour la première fois, est destiné à récompenser le meilleur roman historique.

● La Fondation de France a décerné ses prix, qui couronnent des ouvrages français et étrangers pour les enfants. ANNE BOZELLE a remporté le prix du meilleur album illustré pour son livre *Liberté toujours* (collection « Le scribe qui mord » chez Gallimard). Dans la catégorie Première Lecture, le jury a récompensé JANOSH pour son album *Je te général, dit l'ours chez Casternan* (traduit du polonais par Barbara Schild). Dans la catégorie Contes, romans, récits, ESTHER HAUTZIG a été distinguée pour son récit *le Sursitaire infante*, édité par l'École des loisirs (traduit de l'anglais par Vivian de Dina). Enfin, parmi les documentaires, le prix a été décerné à JEAN VERCOUTTER pour son livre *A la recherche de l'Égypte oubliée*, dans la nouvelle collection « Découvertes » de Gallimard.

● PRÉCISION. - A propos du colloque de Cerisy-la-Salle consacré à Blaise Cendrars, annoncé dans « le Monde des Livres » du 26 juin, on doit s'adresser au CCR, 27, rue Boubinville, 75016 Paris. Par ailleurs plusieurs manifestations sont organisées au Centre Georges-Pompidou à l'occasion de la naissance de l'écrivain.

ans de rec
La première bi
Claude de P
la œuvre mon

Claude P
Jean ZIE

laude

Biogr
Julli

ÉDITION

CE QUE LES FRANÇAIS ONT LU CETTE ANNÉE

Une saison morose

APRÈS l'«année Duras» (1984-1985), où le million d'exemplaires vendus - avec l'Amant (prix Goncourt 1984) - par un écrivain considéré comme voué aux petits tirages était réconfortant pour tous, puis l'année des «gros» prix littéraires (1985-1986), la saison qui s'achève n'a pas fière allure. A part l'interallé avec l'Étudiant étranger, de Philippe Labro (Gallimard, autour de deux cent mille exemplaires), les prix littéraires n'ont guère brillé, notamment le Goncourt, Valet de nuit, de Michel Host (Grasset), qui n'a pas dépassé les cent cinquante mille exemplaires.

Même Pierre Belfond, qui a pour habitude de moquer ses confrères quand ils se plaignent, se montre déçu, en dépit de sa satisfaction «d'avoir un prix Nobel, avec Soyinka». «Presque tous nos livres sont loin de leur objectif, précise-t-il, notamment les Dames de Missaloughi, de Colleen McCullough, qui, avec ses cent mille exemplaires, n'a pas comblé notre attente». Chez Laffont, autre maison de traditionnels best-sellers, le ton est le même, et on ne se félicite que de «la bonne tenue du fond et du succès croissant de la collection Bouquins».

Seul Fayard, sans triomphisme, affiche une certaine sérénité, due en particulier à la stabilité des ventes de ses biographies historiques (autour de douze mille) agrémentées cette année de beaux succès : le Louis XIV de François Bluche (cent cinquante mille) ainsi que Fouquet, de Daniel Dessert, Capet, d'Yves Sassié, Pétain, de Marc Ferro (tous trois autour de vingt-cinq mille). Outre un joli «coup» éditorial avec l'autobiographie de Lech Wałęsa, Un Chemin d'espoir, Fayard peut ajouter à son bilan le nouveau Christiane Collange, Chers enfants (quatre-vingt mille), et le très beau conte moral de Patrick Süskind, Le Pigeon.

Dans le groupe des Presses de la cité, en pleine réorganisation, il est très difficile d'obtenir des informations précises. Dans les différentes maisons, on affirme laconiquement que l'année a été «satisfaisante» et on se garde de donner des chiffres. Signalons tout de même, chez Julliard, les succès du Jean de Florette, de Pagnol, de Blandine de Lyon, de

François Fontaine, et de l'Amé décernée, l'essai sur la culture de l'Américain Allan Bloom. Dans la production de la librairie académique Perrin, il faut distinguer le remarquable livre de Laurence Schifano sur Luchino Visconti, paru il y a peu.

On a cependant le sentiment qu'il y a soudain dans ce groupe pléthore de managers et carence d'éditeurs. Heureusement, il reste Christian Bourgois, dont la rigueur et le goût ne se démentent pas (que ceux qui ne les ont pas lui emportent vite en vacances les livres de Traven et de Tabucchi qu'il a sortis voilà quelque temps). Il va être rejoint par Ivan Nabokov, dont le talent avait fait la réputation de la collection étrangère d'Albin Michel (cette maison, qui a beaucoup modifié son équipe éditoriale, mais tarde à en communiquer la composition définitive, perd là son meilleur directeur littéraire).

Comme toujours dans les mauvaises passes, il y a eu cette saison quelques triomphes : Dans le secret des princes, d'Alexandre de Marenchès et Christine Ockrent (Stock, plus de quatre cent mille); la Maison de Jade, de Madeleine Chapsal (Grasset, deux cent mille); un livre pas tout à fait à la hauteur de la bouleversante apparition de son auteur à «Apostrophes». Fayard vient de sortir, toujours de Madeleine Chapsal, Adieu l'amour, qui a déjà atteint les cinquante mille exemplaires.

Valeurs-refuges

Les «valeurs sûres» devenant, dans les moments difficiles, des valeurs-refuges, les écrivains confirmés ont tous retrouvé leur public : Patrick Modiano (Dimanches d'août), Françoise Sagan (Un sang d'aquarelle), Félicien Marceau (Les Passions partagées), Michel Déon (La Montée du soir) (tous chez Gallimard); Jean d'Ormesson (Le Bonheur à San Miniato, Lattès); Jean Dutoit (Le Séminaire de Bordeaux), Henri Troyat (Le Troisième Bonheur) (tous deux chez Flammarion); Maurice Denzère (L'Adieu au Sud, Denoël); Bernard Clavel (Amorok, Albin Michel); Jeanne Bourin (les Amours blessées, La Table ronde); Elie Wiesel (Le Crépuscule au loin), Gabriel

A l'heure du premier bilan de la saison qui s'achève (septembre-juin), les éditeurs sont plus que moroses : sinistres. Diminution globale des ventes; augmentation des retours (les libraires peuvent renvoyer les nouveautés qui leur avaient été adressées d'office); baisse de tirage des traditionnels best-sellers; vente médiocre des prix littéraires... On pourrait encore allonger la liste. Seules manquent les vraies raisons : l'agitation du PAF (paysage audiovisuel français) ? Probablement. Un désintérêt croissant pour la lecture ? Peut-être pas. Une incapacité à choisir dans une production pléthorique relayée par une promotion médiatique où l'on parle moins du livre que de la personne de son auteur ? Certainement. Alors, si elle ne s'éternise pas, la crise sera sans doute salubre.



CAGNAT.

García Marquez (Le Temps du choléra) (tous deux chez Grasset); Marguerite Duras (les Yeux bleus cheveux noirs, Minuit, et la Vie matérielle, POL); Julien Green (les Pays lointains), Jean Lacouture, pour le troisième tome de son De Gaulle (tous deux au Seuil).

Parmi ceux qui ont rejoint ce «peloton» de tête, on remarque France Huser (la Chambre ouverte) et Didier Van Cauwelaert (les Vacances du fantôme), tous deux au Seuil. Il faut relever aussi le retour, après un prix Goncourt et plus de dix ans de silence, de Jean Carrière (les Années sauvages, Laffont), ainsi que celui d'Yves Berger, avec l'un des meilleurs romans de la production annuelle de Grasset, les Mains du nouveau monde (Yves Berger a en outre obtenu le grand prix

Pierre-I^{er}-de-Monaco pour l'ensemble de son œuvre).

Sur fond de tristesse générale, les biographies, autobiographies, essais et témoignages se portent relativement bien. Seul le Cathérine de Médicis, de Jean Orioux (Flammarion), sorti la saison dernière mais relancé par son grand prix de l'Académie française, a dépassé les cent mille exemplaires. Derrière, cependant, plusieurs bonnes ventes : Champollion l'Égyptien, de Christian Jacq (éditions du Rocher); Madame Récamier, de Françoise Wagnère (Lattès); Une éminente grise, de Pierre Assouline (Balland); Isadora, de Maurice Lever; la Hurlevent, de Jeanne Champion (tous deux aux Presses de la Renaissance); N'oubliez pas l'amour, la passion de Maximilien Kolbe,

d'André Frossard (Laffont); le témoignage de Miep Gies, Elle s'appelait Anne Frank (Calmann-Lévy); l'autobiographie du footballeur Joël Bats, Gardien de ma vie; le Viol du silence, d'Eva Thomas, un témoignage sur l'inceste (tous deux chez Aubier); le «redoutable», Heureuse et pas fâchée de l'être, de Nadine de Rothschild (Lattès); le très déplaçant Un petit juge, de Jean-Michel Lambert (Albin Michel).

Les essais n'ont guère dépassé ou même atteint les cinquante mille exemplaires, si l'on excepte l'Identité de la France, de Fernand Braudel (tomes II et III); l'Éuf transparent, de Jacques Testart (tous deux chez Flammarion); Génération, de Hamon et Rotman (Seuil); Raymond Barre, d'Henri Amouroux (Laffont); le Cinquième Président, d'Alain Duhamel (Gallimard). Derrière, on relève, pêle-mêle: le Mariage blanc, de Jean-Marie Colombani et Jean-Yves Lhommeau; Ce que je crois, de Paul Milliez; la Barbarie, de Michel Henry; l'Éloge des intellectuels, de Bernard-Henri Lévy (tous chez Grasset); Les Français sont formidables, de Jean-François Kahn (Balland); l'Art du roman, de Milan Kundera (Gallimard); la Femme au temps des pharaons, de Christiane Desroches-Noblecourt (Stock); l'Érotisme, de Francesco Alberoni (Ramsay) qui illustre parfaitement la médiocrité de l'année avec ses quinze mille exemplaires, contre les trente mille du précédent essai de l'auteur du Choc amoureux (Ramsay).

Parmi les livres que les éditeurs aimeraient voir «hanter» les plages cet été et dont certains se sont déjà très bien vendus, comme Allô Lolotte, c'est Coco, de Claude Sarraute, Flammarion, quatre-vingt-dix mille exemplaires, ou Pour un arpent de terre, de Claude Michelet (Laffont, cent dix mille), citons : le Crime de Combe-Jadoulle, de Brigitte Le Varlet (Albin Michel); Terre violente, de Jacqueline Sènes (Hachette littérature, prix RTL); De la part de la princesse morte, le beau récit de Kénizé Mourad (Laffont); Meurtre à l'Élysée, de Jean Duchâteau (Calmann-Lévy); les Nouveaux Contes de la Provence, d'Yvan Audouard, le Messager d'arc-en-ciel, d'Edgar

Faure (tous deux au Pré aux Clercs); la Parité, d'Alberto Ongaro (Sylvie Messinger); Karl-Marx Avenue, d'Eric Laurent (Orban); la Naine, de Pierre Magnan (Denoël).

Réjouissant et moral

Pour terminer sur ce qui est réjouissant et «moral», notons que les «oubliés» des prix d'automne se sont bien vendus : Pascal Quignard (le Salon du Wurtemberg, Gallimard, cent mille); Jean Vautrin (la Vie Ripolin, Mazarine, soixante-dix mille); Sébastien Japrisot (la Passion des femmes, Denoël, cent cinquante mille). En outre, Gallimard a très bien vendu le passionnant essai d'Alain Finkielkraut, la Défaite de la pensée, ainsi que Une Vie de sicc, de Bernard Deleplace, dans la collection lancée à la rentrée par Bertrand Le Gendre et Edwy Plenel, «Au vif du sujet». Les premiers romans sont restés dans des tirages confidentiels, mis à part Bille en tête, d'Alexandre Jardin (Gallimard, plus de soixante mille exemplaires), Kotel, d'Avigal Amar (Buchet-Chastel) ainsi que les huit mille exemplaires d'encouragement de Condamné amour, de Cyril Collard, et de la Société des femmes, de Thierry Lévy (tous deux chez Flammarion).

Enfin, pour tempérer la morosité, signalons que plusieurs livres de qualité ont, chacun à son niveau, donné des résultats satisfaisants, notamment : le Cœur absolu, de Philippe Sollers (Gallimard); la Vie fantôme, de Danièle Sallenave (P.O.L.); Moi, Tituba, sorcière noire de Salem, de Maryse Condé (Mercure de France); la remise en vente du Nom de la rose d'Umberto Eco (Grasset); à l'occasion du film de Jean-Jacques Annaud; la nouvelle traduction de Malcolm Lowry, Sous le volcan (Grasset); la réimpression de Septentrion, de Louis Calaferte (Denoël); la Neige de Saint-Pierre et Turlupin, de Leo Perutz (Fayard); le Mystère Waldheim, de Bernard Cohen et Luc Rosenzweig (Gallimard, «Au vif du sujet»); les nouvelles de Noëlle Châtelet, Histoires de bouche, Mercure de France (bourse Goncourt de la nouvelle); et l'Anthologie des nouvelles japonaises, que Gallimard a réimprimée.

JOSYANE SAVIGNEAU.

30 ans de recherches ! La première biographie de Baudelaire depuis un siècle. Une œuvre monumentale ! Claude PICHOLS Jean ZIEGLER Baudelaire Biographie Julliard

La rigueur des «petits» SANS aller jusqu'à dire «vive la crise !», Bernard Barrault affirme tranquillement : «Ca va mal, mais c'est peut-être une chance. Si on veut regagner le public, il va falloir se battre, débattre, en finir avec ce système qui tourne sur lui-même. L'avenir appartient peut-être à ceux qui auront envie de défendre des textes. On a toujours raison de rêver. Après avoir longtemps soutenu Philippe Djan, Bernard Barrault a enfin été récompensé, il a été maintenu sur Armand Faraçchi, Jacques A. Bertrand et Jean-Daniel Baltasset, notamment. De ce dernier, il a publié cette année, sans succès, le premier roman, la Falaise, et un recueil de nouvelles, l'Orage des chiens. Parmi les autres éditeurs qui, avec des ambitions et des réussites diverses, s'en tiennent à une politique où le goût littéraire et la réflexion intellectuelle prennent le pas sur les «coups», citons, dans le désordre, avec un exemple de leur production : Lieu commun (le Livre brûlé, lire le Talmud, de Marc-Alain Ouaknin); Aïnéa (la Fin de Horn, de Christoph Hein); Ombres, à Toulouse, et Arléa, à Paris, qui perpétuent la tradition du libraire-éditeur (Grands et meurtriers et les Mutilés, d'Hermann Ungar pour le premier - lire en page 14 - la Dame du Job, d'Alexandre Vialatte, pour le second); Actes Sud, qui continue sa politique de fond (le Laquis et la putain, de Nina Berberova. Requiem pour Fanny Goldman, Berlin un lieu de hasard, d'Ingeborg Bachmann); La Différence (les Souffrances du prince Stamenhoch, de Ladislav Klíma); les Éditions des femmes (Femmes de la rive gauche, de Shari Benstock); Liens Levi (le premier roman d'Ibrahim Souss, Loin de Jérusalem); les Lettres nouvelles (le Llano en flammes, de Juan Rulfo); Luneau-Ascot (Côté jardin, de Gina Lagorio); Galilée (Cool memories, de Jean Baudrillard); Desjonquères (Enquête sur un sabre, de Claudio Magris); Champ Vallon (une excellente collection sur les villes); Maren Sell, dont c'était la première saison (Ailes de plomb, de Zhang Jie); la Découverte (Regardez-moi, d'Arnie Brookner); Phébus (la rédaction des Mémoires inutiles de Carlo Gozzi, de la Route de Silverado de Stevenson et le dernier volume de la nouvelle traduction des Mille et une nuits); Odile Jacob (le Statu intérieur, de François Jacob, la Force de l'amour, de Michel Baroni); Picquier (Laura Wilkows, de Sylvia Townsend Warner); Rivages (un inédit de Nabokov, l'Enchanteur, des nouvelles de Steven Millhauser, Histoire des larmes, d'Anne Vincent Buffaut, l'Identité masculine en crise, d'Annelise Margue); enfin, le tout nouveau Quai Voltaire (Tanger, de Daniel Rondau, Réveil à Tanger, de Paul Bowles).

Michèle Bleustein-Blanchet - Gunilla Fridén RIPTURES QUAND L'AMOUR ÉTOUFFE LE BEST C'EST L'AIR! Michel Lajoin CARRERE

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

سكزا من الاجل

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

L'auberge espagnole

(Suite de la page 9.)

Les pauvres sont regardés avec la condescendance dégoûtée d'un bourgeois de province du début du siècle. Les adjectifs « morne », « trivial », « ignoble », leur sont couramment associés. « On voyait, dans le jour ternes, des équipes de balayeurs sortides. » Les ouvriers sont laids; on leur voit des « dents abîmées », la peau grise, des « grosses mains gercées aux ongles noirs »... L'écoulement mêlé de suspicion... suspecte culmine à propos des garçons coiffeurs, aux cheveux « luisants de tous les fonds de pot du patron »...

Malgré ces préjugés pas nets, Suzanne Prou se laisse séduire par les passages moins atteints par l'air du temps parce qu'ils concernent la nature : « l'herbe mouillée des jardins endormis », « les tournoisements d'alcuettes ». On peut se mettre à aimer un livre, et la littérature, pour une seule image qui nous fait songer, qui a éveillé notre perception, nous aide à l'évoquer, à la convoquer de nouveau... Cocteau racontait qu'une spectatrice ingénue voyait régulièrement Phèdre pour le vers où l'héroïne rêve d'être assise avec Hippolyte « à l'ombre des forêts », vers qui résumait d'après elle, non sans pertinence, toute la pièce de Racine...

La Robe prétexte, aussi, Suzanne Prou en voit les défauts. Mais elle doit à ce roman de s'être mise à apprécier des visites à une tante, visites qui, jusque-là, l'assaillaient. Par ressemblance avec le livre, elle a pris goût à la maison de sa parente. Elle s'est ouverte à des sensations qui lui échappaient. De lire qu'une lampe mettait « sur le Perron une tache de lumière » nous rend apte à changer un souvenir similaire en objet d'art, de culte.

Mauriac n'a pas été le seul « catalyseur » rencontré par Suzanne Prou. Comme beaucoup de jeunes femmes des années 40, elle a dévoré Giraudoux, Rosamond Lehmann, Charles Morgan, puis Joyce, Proust, Claudel. Elle a ignoré le Mauriac engagé de la guerre d'Espagne et de la Résistance. Elle en tenait pour les romans, seules lectures avec lesquelles joue à plein la béatitude de vies par procuration. Et cela, même si elle n'adhère pas pleinement à la vision du narrateur.

Les femmes, dont on a toujours dit qu'elles étaient les meilleures réussites de Mauriac, ne quittent la piété naïve de l'adolescence que pour tomber dans les délires de l'amour maternel dévoyé ou les âpres transmissions de patrimoines. En simplifiant, on pourrait dire

que, selon l'auteur de *Genitrix* et de *la Pharisienne*, il n'y a de femme que mère et de mère qu'insatisfaite, desséchée. La plupart des épouses sont enlées dans des vies de ménage sans issue. Elles n'ont pas plus droit au plaisir qu'à l'accomplissement professionnel, tout métier les vouant à perdre beauté et féminité.

SEULES les pécheresses ont quelque personnalité et l'éclat trouble qui manque aux dévotes ainsi qu'aux vieilles filles furtives qui glissent en arrière-plan. Le risque pris n'est pas mince. L'acte de chair, alors, engage corps et âme. Qualifié de luxure, il expose au feu éternel, ou pis : à la condamnation des voisins. Desqueyroux respirent de ce que l'auteur n'a pas réussi à l'amener à son Dieu. Car il y a du berger sauveur de brebis égarées dans le romancier catholique selon Mauriac!

Les maris sont le plus souvent épais, bêtement satisfaits. Seul le jeune homme garde ses chances et ses charmes aux yeux de celui qui disait n'avoir jamais quitté la patrie de son « adolescence d'autrefois ». Et cette patrie est inséparable d'un paysage, d'une saison, d'un climat.

Ainsi s'expliquent les rendez-vous quelque peu manqués de Mauriac avec le théâtre. L'indication scénique d'Asmodée précisait : « La pièce donne directement sur une vaste terrasse au-delà de laquelle on doit pressentir la forêt landaise. » Comment « pressentir » les odeurs de pins, les vols de palombes, les grands vents atlantiques chassant les tourtereaux d'orage comme la contrition effaçant le péché, alors que le support de nos sensations n'est qu'une toile peinte ondulant au gré des courants d'air de coulisse ? Le roman, lui, autorise le rêve, l'entretien, le relance.

Suzanne Prou raconte qu'au moment de se mettre à écrire elle s'est souvenue des atmosphères mauriaciennes. On veut bien le croire, car ses livres dégagent un parfum proche. Ils supposent la même foi dans les âmes, même si l'auteur ne se préoccupe pas, comme son devancier, de sauver ses âmes, mais seulement d'observer leurs souffrances.

Je le répète : ce petit livre de confiance peut être lu dans l'indifférence à Mauriac et à Suzanne Prou. Sa seule raison d'être — et il parvient à ses fins : que, l'ayant lu, on ait hâte de lire autre chose comme Suzanne Prou à la Mauriac, c'est-à-dire dans la jouissance.

★ MAURIAC ET LA JEUNE FILLE, de Suzanne Prou, Ramsay, 132 p., 79 F.

SOCIÉTÉ

La dernière vie d'Emilie et de Mélanie

Le Bois du seigneur : un premier roman de Denise Avenas à la gloire de ses aieules anonymes qui ont su « résister »

L'AN 1956 : Emilie Tussord meurt à quatre-vingt six ans. Elle avait eu onze enfants entre 1891 et 1915. Elle en avait perdu quatre. Sur sa tombe, Eugène, son petit-fils, « sanglote (...). Pleure également sur son enfance, sa vie ratée, trop de promesses non tenues, cette terre qui meurt. Regarde les châtaigneraies à l'abandon, les cambas qui s'effondrent, la masse des broussailles qui peu à peu envahit tout, la petite maison vide depuis des années... » Que ceux qui n'ont jamais éprouvé cette détresse s'interrogent au plus vite sur eux-mêmes. Denise Avenas, voyant ces châtaigneraies désertées, a compris qu'il lui fallait écrire *Le Bois du seigneur*, parler de ce coin du Vivarais où tout ce qui devait conduire à sa naissance s'était noué.

Dans ce pays de Huguenots, dur, aride, où l'austérité calviniste tentait de donner à la misère une dignité, sont nées Mélanie Rouveyre, en 1867, et Emilie Tussord, en 1870. Elles ne devaient jamais se rencontrer. Mais la petite-fille de Mélanie, Léa, épousa le petit-fils d'Emilie, Eugène. Ce sont les parents de Denise Avenas. Ces arrière-grand-mères inconnues ou entrevues, ces grand-mères mal aimées ou négligées, qui ont traversé le siècle sans être vues, subissant les hommes, les grossesses, la pauvreté, les enfants (onze pour Emilie, huit pour Mélanie), Denise Avenas a voulu leur restituer un destin, leur redonner une enfance, un pays, des espérances. Et sans doute les retrouver pour elle-même.

Ce livre, plus proche du récit que du « roman » (comme il est indiqué sur la couverture) est la dernière vie d'Emilie, de Mélanie, Marthe, Fanny et Ruth, leur revanche sur une existence obscure et une société qui a effacé jusqu'aux traces de leur passage sur terre — les maisons abandonnées du Vivarais ne sont plus que quelques pierres recouvertes de buissons secs.

Malheureusement, il a été publié chez un très petit éditeur, et sa diffusion est probablement confidentielle. Il ne faudra pas craindre d'insister un peu auprès du libraire. *Le Bois du seigneur* en vaut la peine, car cette généalogie, l'histoire rude de ces femmes, leurs douleurs, l'anonymat, le travail dans une campagne parcimonieuse sont retracés sans mièvrerie, sans attendrissement sur soi, sans nostalgie factice, sans épanchement.

Nous sommes nombreuses à avoir nos Marthe et nos Fanny. Lire Denise Avenas, c'est savoir qu'il faut courir leur dire, s'il en est encore temps, que, parce que nous avons échappé à leur sort, nous sommes vraiment leurs petites-filles. En silence, elle ont transmis leur courage, leur obstination et leur maître mot : « résister ».

★ LE BOIS DU SEIGNEUR, de Denise Avenas, éditions Joseph Clichy, 5, rue de la Clef, 75005 Paris, 232 p., 98 F.

Une violence nue

Certes on connaît ces vieillesse désormais toutes identiques. Mais la pudeur, la retenue de Denise Avenas y ajoute quelque chose : le va-et-vient subtil entre les destins des deux familles, entre le pays sauvage des genêts, de l'inconfort, et le pays dit urbain où l'on meurt comme Fanny, nourrie de force, à peine humaine, dans la peur et la souffrance; l'expression d'une violence nue, celle de ces destinées de femmes, commencées dans le dénuement, à la fin du dix-neuvième siècle, et achevées dans la brutalité de la fin du vingtième siècle.

La rage de comprendre

(Suite de la page 9.)

Haudricourt passa donc les années de guerre à dévorer des livres de linguistique. Pour cet esprit universel, la conversion était naturelle : il savait que l'histoire des mots reflète celle des mœurs et des techniques.

Il suit donc les cours de phonologie du linguiste André Martinet et présente en 1947 une thèse des Hautes Etudes sur les parlers gallo-romans, que les autorités d'alors, effarouchées par son esprit novateur, prirent le prudent parti d'ajourner. Ainsi dissuadé, et bien que ce livre (3) fût appelé à faire date en linguistique, Haudricourt part pour l'Indochine, non sans avoir étudié le siamois et le khmer. Alors commence la longue série des travaux, dont certains révolutionnaires, sur les rapports entre le thaï et le vietnamien, sur la branche mon-khmer, sur le chinois archaïque, sur les tons (variations mélodiques modifiant le sens des mots) dans les langues d'Asie du Sud-Est.

Haudricourt avait (aussi) étudié le « bouaïou », langue néo-calédonienne. Attiré par les possibilités qu'offraient les idiomes austronésiens pour la reconstitution d'un passé que les sciences autres que la linguistique (archéologie, anthropologie) ne permettaient qu'à peine de sonder, il décide de se consacrer à cette famille, dont le territoire, de Madagascar à l'Ile de Pâques, dépasse en immensité celui de toutes les autres. Il obtient en 1959 une mission en Nouvelle-Calédonie. Il y retournera trois fois et en rapportera des études décisives sur les principales langues de l'île, leurs liens de parenté, et les riches enseignements que la linguistique générale peut tirer de l'examen de leurs structures et de leurs types d'évolution. De ce travail de tant d'années et des recherches sur les langues d'Asie du Sud-Est, il recueille de précieux échos, qui donnent envie d'en entendre d'autres encore, dans un livre magistral à l'érudition maîtrisée (4).



André-Georges Haudricourt : un « génial clochard ».

Il y a fort à craindre que l'on ne retrouve pas avant longtemps d'homme capable de couvrir d'une seule haleine, en une puissante synthèse, autant de champs du savoir que ce génial clochard (il ne désavouerait pas le second terme ; au contraire, il confie qu'il s'est plu parfois à en rêver). D'un itinéraire aussi riche, et non encore clos, on peut du moins retenir quelques idées qui devraient inspirer ceux qui se sentent une vocation de recherche en sciences humaines. Le fait social, d'abord, doit être reconnu dans son importance, et sa vertu explicative épuisée avant que l'on ait recours aux étologies génétiques.

D'autre part, toute conclusion hâtive doit être évitée tant que l'on n'a pas recueilli un nombre important de données soigneusement contrôlées et observées sans les a priori qui tendent indéfiniment à domestiquer des corpus récalcitrants. Ensuite, il faut respecter l'altérité du prochain, de sa culture, de sa langue, de ses usages, sans le réduire en le contraignant, parfois avec de bonnes intentions, à se dissoudre dans la ressemblance.

Enfin, les langues sont des organismes dynamiques et non des systèmes figés dans une intemporalité totalement formalisable. Le même qui tient sous son regard aigu les plantes que l'homme cultive est aussi celui

pour qui les langues ressemblent à des espèces vivantes. Il nous rappelle donc une vérité féconde : qu'on le veuille ou non, qu'on se laisse ou non tenter par les spéculations logico-philosophiques ou par la séduction de mainte dérive contemporaine, la linguistique est, entre autres choses, une science d'observation. L'exemple d'Haudricourt trace une conduite : ni légèreté présomptueuse des généralisations sur quelques données anémiques ni accumulation besogneuse de savoirs invertébrés, mais effort opiniâtre d'une pensée scientifique qui synthétise et prédit, parce qu'elle exploite à fond le terrain factuel et observe sans schèmes préformés.

Quant on a eu la bonne fortune d'être l'élève ou l'interlocuteur d'Haudricourt, on est tenté de regretter qu'il ait tant esquivé la notoriété, et que de bons esprits voués à l'étude du langage qui se déprennent aujourd'hui de modes naguère dominantes n'aient pas entendu plus tôt cette voix où l'ironie, bénoissant sans cesse le propos, en accuse encore la limpidité profonde.

CLAUDE HAGÈGE.

(3) Essai pour une histoire structurale du phonétisme français. Klincksieck, 1949. Rééd. en 1970, éd. Mouton, Paris-La Haye.

(4) Problèmes de phonologie diachronique. Société d'études linguistiques et anthropologiques de France (SELAF), 5, rue de Marseille, 75010 Paris, coll. « Langues et civilisations à tradition orale », 1972.

Faire parler Barbie

(Suite de la première page.)

On passe, en route vers Izieu, près de Brangues, où Paul Claudel se prépare à passer de l'Ode au maréchal à l'Ode à de Gaulle... Rosserie de l'académicien-potache à un prédécesseur trop imbu de son lyrisme et de sa gloire. Mais qui, rappelons-le, avait écrit au grand rabbin son indignation devant la persécution. Izieu, dans le soleil d'un matin d'avril, avec un Barbie en chapeau mou, et qui rêve sans com-

plexe. Léa, aussi, en contrepoint, la pauvre Léa semi-gâteuse, quarante-quatre ans après, devant le tribunal. Cette même Léa, prise à Izieu avec ses enfants qui l'appelaient « maman » et qui a voulu les suivre jusqu'à Auschwitz.

Cette vieille femme divagante, à l'accent impossible, c'est le témoin le plus émouvant et, avec ses à peu près, le plus convaincant.

Des seconds rôles un peu ridicules. Français moyens comme le Poirot-Delpech de l'Été 36 aime à les décrire. Entrent un valet de comédie, imaginaire huissier, pourvu d'une fille fêlée de sociolinguistique, puis une jurée suppléante appliquée, un peu nunniche, et qui prend des notes. Sans parler du nazillon de service, de deux journalistes, l'oncle et le neveu.

Le jargon de la fille de l'huissier n'est qu'apparence. Nous ne sommes pas au Séminaire de Bordeaux (2) de Jean Dutourd. Sous la cuistrerie appliquée surgit une analyse subtile de « ce procès de ce qui ne peut être dit ni par le bourreau ni par les victimes ». Et à travers les notes de la jurée suppléante, la bêtise, l'abjection, la honte, l'héroïsme, en quelques phrases pieusement recueillies. La petite dame, elle aussi, s'appelle souvent Poirot-Delpech. « La tripe, dit-elle (dit-il), a remplacé le catéchisme. » La conscience du ventre : le choc affectif s'est substitué aux principes.

Quant au militant nazifiant, il fait son petit éditorial. Suivez son regard.

Les deux journalistes ? Le vieux cherche à expliquer, le jeune s'indigne. Les Français savaient-ils quel était le sort des

juifs que rafiaient les Barbie ? Échange verbal sans résultat. Sans doute parce qu'il n'y a pas vraiment de réponse. Quelques-uns savaient, quelques-uns ne voulaient pas savoir : la plupart ignoraient. Aujourd'hui où les informations se bousculent et s'annulent (« Noah contre Shoa ») il est difficile de concevoir qu'il y en eut si peu à l'époque et si contradictoires, si poussées par les propagandes, que ce qui s'échangeait, ce qui circulait, ce qu'on croyait, c'était le bobard. Comment expliquer que, dans les procès de la Libération et des années encore après, on ait si peu parlé du génocide ?

Le livre a été écrit avant que ne fût connu le verdict de la cour de Lyon. « L'écrivain Poirot-Delpech » n'en parle pas dans son « procès-roman ». Ce qui n'a rigoureusement aucune importance.

Barbie à Lyon, avant la sentence, a fini par lâcher trois phrases. Est-ce lui que Bertrand Poirot-Delpech a fait parler ? Un peu moins, un peu plus monstrueux ? Peu importe. A travers le livre, c'est un Barbie qui s'exprime, le symbole de tous les Barbie passés, présents et à venir. Mais en face de lui, en face d'eux, il y aura toujours des Léa ignorées qui un jour suivront « leurs enfants » jusqu'au bout.

JEAN PLANCHAIS.

(2) Flammarion.

Le Monde PUBLICITÉ LITTÉRAIRE Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

Jean-Loup Bemanos Luc Balbont Bemanos aujourd'hui nouvelle cité, paris

Slav Klima - dessus du volca

Jan Trefulka, l'in

éditions Gallimard ont

Les éditions Gallimard ont publié un hommage aux livres. L'ouvrage de Slav Klima, intitulé « dessus du volca », est une œuvre majeure de la littérature contemporaine. Jan Trefulka, l'inédit, est également une œuvre remarquable. Les éditions Gallimard ont le plaisir de vous présenter ces deux ouvrages.

● LETTRES TCHÈQUES

**Ladislav Klima
au-dessus du volcan**

L'extravagant roman d'un vagabond éthylique apôtre, au tournant du siècle, de la « grande santé nietzschéenne »

La vie du philosophe tchèque Ladislav Klima (1878-1928) est à elle seule un étonnant poème (1) : ce vagabond éthylique fut exclu de tous les établissements d'enseignement de l'empire pour avoir insulté la dynastie au pouvoir ; il tenta de gagner sa vie comme conducteur de machines à vapeur, puis comme gardien d'une usine désaffectée avant de se lancer dans la fabrication d'un ersatz de tabac... Penseur du vécu, dramaturge et journaliste, il ne prisait rien tant que les brevages amers de Schopenhauer et les élixirs divins de Nietzsche. Chaque homme devait, selon lui, devenir Dieu, en dehors de toute logique, par un acte souverain de volonté.

Entre 1906 et 1909, pour se « désenivrer », Ladislav Klima rédigea, dans un état d'ébriété mentale confinant à la « stupidité », une dizaine de romans « fantastiques » et « grotesques », dont *Les Souffrances du prince Sternenhoch*, qui fut publié après sa mort, non sans avoir été auparavant tripoté par un dentiste et éditeur praguois. A propos de ce roman, il donnait à d'éventuels lecteurs cet excellent conseil : « Pourquoi se laisser arrêter par les culbutes, les paradoxes, les erreurs, les absurdités ? Le monde lui-même est un paradoxe et une cabriole, une erreur et une absurdité. Le lecteur qui craindrait les faux pas de l'auteur ressemblerait à celui qui, s'étant étalé de son long dans une fosse à purin, aurait honte d'une poussière sur la manche de son habit. »

Suivons donc les recommandations de Ladislav Klima et observons la princesse Helga, qui conduira aux dernières extrémités — le meurtre, la folie — le prince Sternenhoch. Enfant, Helga veut de toute son âme réaliser les idéaux nietzschéens de son père. Ce dernier ne la punit d'ailleurs que lorsqu'il la juge trop docile, trop déférente, trop pudique. Mais arrive le jour fatal. Elle a dix ans. A la suite d'un pari avec des amis, elle traverse la grande place à midi, toute nue. Son père la fouette, ce qui ne la trouble guère. Mais elle s'effondre en l'entendant débiter les mêmes inepties sentencieuses que toute la gent vertueuse dépeinte par lui comme une vermine ne méritant que d'être foulée aux pieds.

« Dans la crière du lion »

Va-t-elle se ressaisir ? Oui, mais seulement lorsque, mariée au prince Sternenhoch, elle aura goûté aux voluptés de l'infantile... « Tu m'as souillée pour toujours, jette-toi dans son époux, non par le coït, mais parce que tu m'as obligée à porter neuf mots ta merde en moi ! » Dès lors, la princesse, de plus en plus épanouie, ne s'arrête pas en son chemin : elle fonde une société secrète composée de la fine fleur de la jeunesse ; on y pratique l'onsanisme forcé et la copulation avec d'effroyables poupées de cire, et même, paraît-il, avec de vrais revenants...

Décontenancé, et craignant pour sa réputation, le prince Stern-

nenhoch envoie l'intraitable Helga au Cameroun avec une recommandation autographe pour



Ladislav Klima : grotesque et sublime.

le gouverneur censé lui fournir du « matériel noir » qu'elle pourrait torturer à cœur joie. Mais elle regarde les Noirs comme des demi-singes et se pique de ne jamais faire de mal aux animaux. D'Afrique, elle ramène un lion, un tigre, un léopard et un jaguar. Des heures durant, elle leur fait des cours sur la philosophie, sur Dieu, sur le concept du moi... « Aucun

professeur n'aurait pu souhaiter un auditoire plus attentif, note Klima. Mais, le plus souvent, elle leur fredonnait des mélodies mélancoliques et... elle pleurait ; toute honteuse, elle cachait son visage dans la crinière du lion, sechaît ses larmes avec les moustaches du tigre. »

La princesse se serait-elle convertie à la pensée de Schopenhauer ? Elle ne mange presque plus, joue avec son revolver, gémit la nuit. Honte d'être une femme, rien qu'une femme. Elle sait, de science sûre et certaine, que l'amour est un abrutissement, le pire qui soit. La volonté se dissout dans le bourbier de l'amour. Une femme pareille, aussi géniale — l'ébauche de ce que deviendront les femmes dans des centaines de milliers d'années, prédit Klima. — hantera jusqu'à sa mort le prince Sternenhoch (chauve, myope, imberbe, claudicant, édenté). Le grotesque et le sublime, l'extravagant et le foibâtre, traversent ce roman écrit à la hâte par un philosophe qui voulait « se refaire une santé ». Nous garderons de lui l'image d'un homme dansant sur un volcan avec l'envoûtante Helga : rien de tel que d'avoir tiré au bord de l'abîme pour retrouver la « grande santé nietzschéenne ».

ROLAND JACCARD.

* LES SOUFFRANCES DU PRINCE STERNENHOCH, de Ladislav Klima, traduit du tchèque par Erika Abrams, éd. de la Différence, 208 p., 79 F.

(1) Voir l'article de Petr Kral, « Le Monde des livres », 26 octobre 1984.

Jan Trefulka, l'inconnu magnifique

Les éditions Gallimard ont publié l'an dernier, dans la plus grande indifférence, son Hommage aux fous. Danièle Sallenave l'a rencontré.

LES visites qu'on rend dans leur pays aux écrivains d'Europe centrale ont toujours une espèce d'intensité joyeuse et mélancolique : surtout lorsque ce sont des visites sans réciprocity possible. On a presque honte de la liberté de ses mouvements ; de ses projets ; de ses voyages. En même temps, on est sort toujours réconforté : la conversation y va droit à l'essentiel, on n'a ni le temps ni le goût d'émettre, sur le sort de la culture ou la fonction du roman, ces propos élégamment désabusés qui sont de mise chez nous et qui étonnaient déjà si fort Gombrowicz (Paris-Berlin).

Jan Trefulka vit à Brno, en Tchécoslovaquie, où il est né en 1929, comme Milan Kundera (ils sont entrés à l'école primaire le même jour, ils se sont retrouvés plus tard à l'université de Prague). Au printemps de 1986, les éditions Gallimard ont publié de lui un livre discret et magnifique, *Hommage aux fous* (1) (littéralement : *Des fous rien que du bien, O blaznech jen dobre*), qui est passé totalement inaperçu.

Faut-il s'en étonner, s'en indigner ? C'est la règle. Le flot des livres recouvre chaque saison, chaque semaine la table des libraires et celle des critiques. Comment veut-on qu'un livre surage par sa propre vertu ? Un livre écrit par un inconnu ; un livre venu d'une région d'Europe qui a cessé progressivement d'être à la mode, et n'intéressera plus personne lorsque la « transparence » décidée à Moscou aura convaincu l'Occident que tout va bien maintenant en Europe centrale.

figures ; il commence à écrire dans la revue *Host do domu* (*l'Hoste dans la maison*) ; il profite des « années de dégel » (les années 60) pour publier un livre en deux récits, *Il leur pleuvait du bonheur*, qui remporte un très gros succès.

La dégradation de sa situation est consécutive aux événements de 1968 et à la « normalisation » : désormais interdit de publication,



Jan Trefulka : victime de la « normalisation ».

il mène une existence précaire de réceptionniste dans un hôtel, employé au service des eaux. Quelle histoire monotone ! Combien nous en aurons connus de poètes chauffagistes, de philosophes gardiens de nuit au Musée national ! Puis les premières traductions de ses livres commencent à paraître : en Suède, en Allemagne, où *Hommage aux fous* est devenu *Der Verliebte Narr* (*le Fou amoureux*) sous une surprenante couverture de roman-photo. Maintenant, Trefulka vit un peu mieux, grâce à ses droits étrangers.

Ce qui fait la force et la beauté d'*Hommage aux fous*, ce qui confère au livre son humour et sa gravité, c'est que le personnage

principal en est un « homme ordinaire » un vieil homme, malade et qui se croit condamné, et qui fait à cette occasion sa première expérience de la liberté. Dans une métaphore superbe et naturelle, Trefulka l'endort au début du récit. Ou, plutôt, il le saisit à son réveil, dans une chambre d'hôpital où Dusa, ouvrant les yeux sur un graphique, y déchiffre avec peine et surprise les lettres de son nom. Pour la première fois de sa vie, cette question se pose : qui suis-je ? Qu'ai-je à voir avec cet assemblage arbitraire de voyelles et de consonnes ?

Pour la première fois de sa vie, Dusa se voit et, prenant conscience de lui-même, s'effraie d'avoir existé si longtemps au gré de circonstances involontaires. Tous ont toujours décidé pour lui : l'histoire, le maire du village, sa femme, qui le méprise et l'accable de reproches. Sa vie entière tient là, résumée dans ce point douloureux : le peu de temps qui lui reste. Mais ce temps est à lui. Surprenante découverte : il était libre et il ne le savait pas !

Une voie insoupçonnée

Alors Dusa fait ses premiers pas hésitants sur le chemin de l'existence authentique, sans même pouvoir lui donner ce nom. Il s'exile au grenier ; refuse d'ouvrir sa porte ; commence, de son écriture malhabile et sans trop se soucier d'orthographe, à rédiger ses mémoires. Sa femme s'inquiète, heurte à la porte ; il l'envoie promener sans douceur. Ainsi Dusa s'engage sur une voie insoupçonnée. La première poussée ayant été donnée, l'édifice de sa vie s'ébranle et se fissure. Et une femme va l'aider, lui qui n'est ni jeune, ni riche, ni beau ; une fille venue de nulle part et qui repartira avec ses modestes économies, vers les hommes dont elle a l'habitude, qui l'exploitent et l'abandonnent.

Mais le triomphe de Dusa est entier. Après le départ d'Eva, il ne regrette rien, sauf « cette douce place entre le cou et l'épaule » et l'odeur des cheveux de la femme. Triomphe modeste, triomphe de courte durée, car Dusa finira par rentrer à la maison auprès de sa femme malade. Mais celui qui est revenu n'est plus le même. L'expérience de la liberté est irréversible. Et, sur la tombe du médecin qui l'a condamné, Dusa jouera en guise d'adieu un air de sa clarinette.

Avec une patience douce, une pitié sans mièvrerie, une compassion sans condescendance, Jan Trefulka accompagne le mouvement d'une conscience qui s'éveille. Car il est deux voies par où l'homme ordinaire peut s'arracher à la « vie mutilée » : l'une est le long apprentissage de la culture et des livres ; l'autre, plus soudaine, imprévisible, peut s'ouvrir d'un coup ; et par cette brèche quelque chose passe qu'il faut bien appeler par son nom : la pensée. Penser, c'est alors sortir de l'existence quotidienne sans horizon, et n'y plus revenir. Penser n'est pas échafauder des concepts ou produire des œuvres ; penser, c'est avoir conscience de soi, et de ce que personne ne peut vous dicter votre vie. Penser, c'est être libre.

La vraie pensée est involontaire. « Il n'y a pas de pont », écrit Gilles Deleuze, *il n'y a que le saut.* Le saut — la brèche, — l'ouverture. Une énigme, un mystère demeure : qu'est-ce qui, en nous, s'ouvre à l'ouverture ? C'est, ici, la maladie et la proximité de la mort qui font qu'un homme se déprend de la vie ordinaire, et laisse parler en lui une autre voix. Rien n'est plus beau peut-être que ce mouvement-là ; et la littérature ne saurait peut-être pas se donner de projet plus haut que de nous en rendre témoins.

DANIÈLE SALLENAVE.

(1) Gallimard, 1986, 208 p., 95 F.

LA PERFECTION

Je mets quiconque au défi de trouver, chez un romancier français, plus de perfection.

Gilles Barbedette, *L'Express*.

Un style élégant, d'une efficacité redoutable... Une finesse et une précision peu communes. Décidément, elle a toutes les qualités, cette P.D. James ! Mais elle en possède encore une : l'art du suspense.

Bernard Génès, *Le Nouvel Observateur*.

P.D. James
Un certain goût pour la mort

MAZARINE

99 F
480 p.

صلى الله عليه وسلم

سكنة من الاجل

● LETTRES TCHÈQUES

Les terreurs indicibles de Hermann Ungar

La réédition des deux premiers livres - violents et fous - d'un écrivain mort à trente-six ans, en 1929.

NÉ en avril 1893, Hermann Ungar, fils d'une famille aisée d'industriels juifs de Moravie, étudia le droit et la philosophie à Berlin, Munich et Prague...

En 1922, secrétaire de légation à l'ambassade tchèque de Berlin, il se mêla également de journalisme, de critique littéraire et de roman...

Mais très peu de temps après et sans que l'on sache exactement pourquoi - hypocondrie, détestation de son emploi, volonté de se consacrer à la seule littérature ou quelque secrète fascination pour la déresse ? - il cessa volontairement de travailler le 10 octobre 1929, quelques jours à peine avant la naissance de son second enfant...

Etait-ce sa manière de comprendre, dès que son travail ne lui avait plus masqué la réalité du problème, que lui, Hermann Ungar, n'arriverait pas à créer « quelque chose de vrai » ?

La mort de Vaclav Cerny - Spécialiste tchécoslovaque de littérature comparée, ancien doyen de philosophie à l'université Charles de Prague...

Philippe Alméras LES IDÉES DE CELINE Céline devenu plus cohérent n'est pas pour autant blanchi de tout péché de haine...

Vous écrivez ? Écrivez-nous ! Important éditeur parisien recherche, pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre...

● D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

New-York - Metropolis - Cosmopolis

* METROPOLIS, de Jerome Charyn, traduit de l'anglais par Bernard Genès, Presses de la Renaissance, 308 p., 98 F.

* LUMIÈRES D'OCTOBRE, de Francine du Plessix-Gray, traduit de l'anglais par Martine Decourt et Jean-Luc Estébe, Presses de la Cité, 246 p., 90 F.



Manhattan, le Lower East Side.

M AIGRE et voûté, sorte de Krazy Kat, ce personnage de bande dessinée qui s'évertue à vivre dans un éternel présent alors que le paysage ne cesse de changer autour de lui, Jerome Charyn est l'auteur de dix-huit romans...

Pour la première fois, il a renoncé à la fiction, pour nous donner un essai passionné, le temps de nous faire mieux connaître cette Grosses Pomme dont se nourrissent presque tous ses livres...

« Je suis un gosse du Bronx, commence-t-il, comme pour se présenter. J'ai grandi dans un dédale de rues pauvres, un ghetto nommé Morrisania, qui avait son quartier noir à Boston-Road, une rangée de boîtes sous les rails du métro de Southern Boulevard...

Fils, petit-fils d'immigrants venus de Pologne, Jerome Charyn resta marqué par la blessure qui frappa à vie son père, arrivé seul à l'âge de huit ans, en traversant Ellis-Island, ce passage obligé des immigrants pauvres...

METROPOLIS, Cosmopolis, Pathopolis... Dans cette ville psychopathe, l'enfant du Bronx - émigré aujourd'hui dans le sud de Manhattan - le romancier dont le père parlait à peine l'anglais, retrouve le monde de l'enfance et de la mélancolie avec une langue qui chahute toutes les traditions...

Terre promise) et d'Isaac Babel, qui savait tout des mafias d'Odessa, la BD et Madonna, une reine du rock.

Surtout, il s'attache à la personnalité du maire actuel, Ed Koch. Parce qu'il a sauvé la ville du chaos après 1975. Parce que, surtout, il est, comme lui, natif de Morisania dans le Bronx. On n'est pas forcé de partager tous les engagements de Charyn...

Jerome Charyn aussi a sa légende : rejeton de école publique, aujourd'hui si décriée, il s'est fait sa place à lui parmi les intellectuels new-yorkais, il est devenu professeur d'écriture à Princeton...

S'il parle de Brooklyn, de Times Square, du Lower East Side ou de Harlem, Charyn ignore les « beaux quartiers », où nous entraîne une autre émigrée, qui n'a sans doute jamais habité le Bronx : Francine du Plessix-Gray.

Universitaire, américaine de souche russe et française, elle est diplômée de Barnard College et vit dans le Connecticut. Elle écrit dans Vogue (notamment un grand reportage sur Klaus Barbie), publie des nouvelles dans la New Yorker et des critiques dans la New York Review of Books...

veilles dame russe qui fut aimée du poète Vladimir Maïakovski. Un autre monde. Une autre émigration. Une autre littérature « new-yorkaise », que nous retrouvons dans son dernier roman traduit en français : Lumières d'octobre.

Je doute que Charyn et Francine du Plessix-Gray aient beaucoup de lecteurs communs : elle n'est pas arrivée par Ellis-Island mais a attendu à New-York vers 1940 sans connaître l'anglais, sa nouvelle langue, qu'elle mit un point d'honneur à maîtriser parfaitement. Jeune fille de la bonne société, ayant grandi dans le monde de la haute couture, elle avait des comptes à régler. Dans ces Lumières d'octobre, elle se montre féroce lorsqu'elle décrit le monde d'un grand et célèbre magazine, qu'elle nomme Best. Un univers futile et vain dont elle connaît tout et dont elle se moque avec beaucoup de finesse et de drôlerie.

Pour Nada Fiszsimons, directrice de Best, « le magazine qui dicte la mode au monde entier », tout n'est qu'élegance, excentricités et snobisme (« Les bijoux ne sont élégants que traités comme de la camelote », professe-t-elle : Ou bien « La classe n'a rien à voir avec la façon dont on s'habille. C'est une émanation de certaines pensées »).

Sa fille Paula se révolte contre elle, sa suite au Crillon, son amie Coco Chanel - qu'elle traite de « vieille collabo pourrie », - son dégoût. Pour défer sa mère, elle veut le forcer à l'aimer dans la splendeur de sa nouvelle laideur. Le refus de ce monde, ce sera la dépression nerveuse, puis la rumeur des paradis tarrestres : New-York, Paris, Londres, Rome...

Avec champagne et caviar, voilà une plongée dans l'hypersnobisme de la jet set internationale - et interlope - qui pour amuser ceux qui n'ont pas l'occasion de la fréquenter.

EN anglais, non encore traduits, signalons encore deux titres récemment parus aux Etats-Unis : Slaves of New York (« Esclaves de New York ») (1) un recueil de nouvelles de Tama Janowitz, née à San-Francisco, éduquée dans le Massachusetts, qui vit maintenant à Manhattan « avec ses deux chiens », et qui traite en punk le monde chic d'avant-garde : peintres, marchands de tableaux, dessinateurs de mode et de bijoux, toute une faune new-yorkaise d'aujourd'hui qui a séduit les critiques littéraires du magazine Best. Pardon, du magazine Vogue.

Le second, un roman policier de Paul Auster, City of Glass (« la Ville de verre ») (2), premier volume d'une trilogie sur New-York, est particulièrement réussi. Son auteur a, paraît-il, traduit de nombreux ouvrages du français et édité chez Random House une Anthologie de la poésie française du vingtième siècle. La trame policière du roman est le prétexte à une étrange aventure dans laquelle le personnage central est entraîné aux marges du monde logique : Quin, un auteur de romans policiers qui un interlocuteur prend pour Paul Auster, est engagé par erreur pour protéger un être qui semble fou de son père, qui vient de sortir d'un asile psychiatrique. La filature dans les rues de New-York est tout à fait passionnante.

- (1) Slaves of New York, de Tama Janowitz. Washington Square Press WSP, 1987. (2) City of Glass, de Paul Auster. Premier volume de la New York Trilogy, Penguin Books, 1987.

Seize auteurs américains sous influence

A l'ombre de Salinger, seize nouvelles sur les adolescents.

P EUT-ON aujourd'hui s'aventurer dans l'univers adolescent, essayer d'en capter les myriades d'impressions, les oscillations, les turbulences, sans risquer de parler sous la voix de J. D. Salinger ? Peut-on marcher sur ses traces en évitant le danger de la comparaison, bref l'art de l'auteur de l'Attrape-cœurs peut-il être imité, égalé ? Telles sont les questions qui se posent à la lecture de ce recueil où seize (jeunes ?) Américains s'exercent à des variations sur les thèmes de l'adolescence. Amitié, premiers émois amoureux, apprentissage de la séduction, conflits avec les adultes - parents, professeurs - c'est le grand passage initiatique, dont nul ne fait l'économie, qui est ici parcouru et diversement mis en scène.

l'ouvrage, il va sans dire que la nouvelle - territoire petit des grands bouleversements, stigmate discret des blessures profondes, plage étroite où viennent déferler les tempêtes du cœur et de l'âme - s'accommode fort bien des sujets traités et sert parfaitement ces évocations sur le vif. A l'instar de leur maître Salinger, la plupart des écrivains qui s'expriment dans ces pages ont cette écriture incisive, directe, qui assure le maximum d'efficacité : il s'agit de montrer sans démontrer, sans s'appesantir, et, à cet égard, le pari est gagné. Lisant, on songe à certains films intimistes d'outre-Atlantique, et les images qui défilent, images d'un quotidien si ordinaire qu'il en devient universel, suggèrent et chuchotent l'une après l'autre : « That's life, that's life... »

En somme, une bonne façon d'apprendre ou de vérifier qu'en dépit des frontières, des climats, de la diversité des milieux et des particularismes, tous les adoles-

cents se ressemblent. Partout ils connaissent le même lot d'épreuves, d'illusions, d'espoirs et de désespoirs : une vraie vie de chien. Mais c'est la vie.

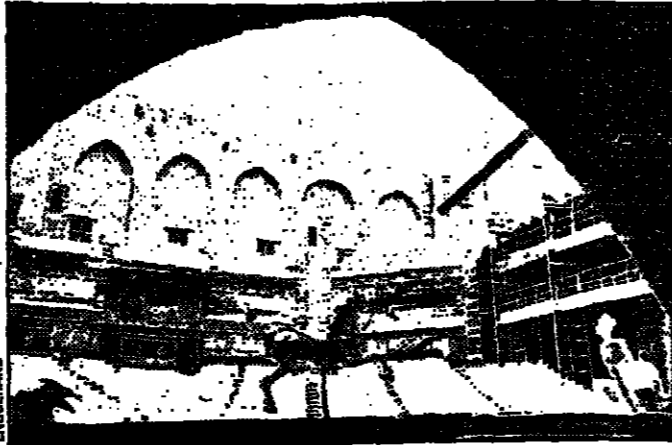
ANNE BRAGANCE. ★ SEIZE, 16 NOUVELLES PAR 16 AUTEURS AMÉRICAINS. Traduit de l'anglais par Patricia Jaxfray, Messidor/La Farandole, 214 p., 51 F.

VENDEZ TOUTE L'ANNÉE LIVRES, DISQUES SACELP, société d'achat de la LIBRAIRIE JOSEPH GIBERT 2, rue de l'École-de-Médecine angle 26, BOULEVARD Saint-Michel Tél. : 40-46-02-45, 75006 Paris M. Odéon - RER Luxembourg

Le Centre américain va déménager à Be... (Large advertisement on the right side of the page, partially cut off)

Ouverture du 40^e Festival d'Avignon

La cour !



Jour J moins un. Presque aussi gris que le visage d'Alain Crombecq...

précédé, il ne peut faire l'impassé sur la cour. Sans elle, pas de Festival...

tris haute, mais on n'a pas le droit non plus de toucher aux pierres ni au rocher...

Le Festival d'Aix-en-Provence

« Le Chevalier à la rose » aixois autant que viennois

Le premier spectacle du Festival d'Aix-en-Provence...

douairière, aimant seulement un peu de proustisme et de prestige pour ce rôle illustré par tant de « divines »...

Le patrimoine de Saint-Pierre et le tiroir-caisse

La Festival a largement contribué à la renommée internationale d'Avignon...

contestables. Il s'agit de relever la tour Jules-II - écroulée depuis le dix-huitième siècle...

absolu : « Notre ville compte vingt-six bâtiments classés et plus de quatre-vingts sont inscrits à l'inventaire »...

contemporain. Le financement de cette Thébaïde culturelle reste à définir...

Le 25 juin, au son des fifres et des tambourins, le député du Vaucluse et maire d'Avignon, M. Jean-Pierre Roux...

Le tourisme « hors festival » est, pour le maire, un impératif

Un centre d'art contemporain Pour rentabiliser cet effort, les trois millions de visiteurs d'Avignon ne suffisent pas...

La réhabilitation du musée Calvet Autre grosse ardoise à venir : la réhabilitation du musée Calvet...

Le Centre américain va déménager à Bercy

Le Centre américain quitte le boulevard Raspail. Simple déménagement ou changement radical d'orientation ?

Au-delà de ces bouleversements, le Centre a toujours conservé son statut de fondation strictement privée...

CINÉMA

Cent vingt films à Jérusalem

Le Festival du film de Jérusalem a rapidement conquis ses lettres de noblesse...

Fidèles à leur ambition initiale, les organisateurs ont réévalué privilégié les films tournés pendant l'année en cours...

La réhabilitation du musée Calvet

Autre grosse ardoise à venir : la réhabilitation du musée Calvet : 72 millions de francs seront nécessaires pour le remettre en état...

Sur une idée de Jean-Paul II...

Une pièce de théâtre écrite 1960 par Jean-Paul II, alors évêque de Cracovie, le Magasin de l'orfèvre...

Autour de la planète Verret

Face aux festivals concurrents et néanmois amis - Montpellier, Châteaullon, Arles - « Danse à Aix » entame sa dixième session dans la torpeur d'un été orangeux.

Il est marqué par les guerres, et les migrations. Sur la place des Cardeux hérissée de petits cailloux meurtriers...

Dix ans c'est beaucoup et c'est peu pour s'imposer lorsqu'on vit à l'ombre d'une manifestation aussi prestigieuse que le Festival de musique...

AVIGNON 40 ANS DE FESTIVAL VUS PAR Le Monde

Numéro spécial hors série 22 F

smopolis

Vertical text on the left margin, partially obscured and difficult to read.

Vertical text on the left margin, partially obscured and difficult to read.

luence

Advertisement for 'Vende' featuring 'LIVRES DEVENIR' and 'L'UNIVERS'.

Handwritten text at the bottom of the page: 'صكنا من الالهي'

صحة من الاجل

Le Carnet du Monde

Naissances

- Jacques MEQUEL et M^{me}, née Claude Bouvier, ont la joie de faire part de la naissance de Juliette, à Paris, le 3 juillet 1987.

Mariages

- Le professeur René BRUNEL et M^{me}, née Marie-France Andrien, sont heureux de faire part du mariage de leur fille Marie-Nathalie avec M. Gérard ETTORE, architecte DPLG, le 18 juillet 1987.

1125, avenue du Père-Soulas, 34090 Montpellier.

Décès

M^{me} Andrée BACZKO, docteur en médecine, nous a quittés le 2 juillet 1987.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Genève.

Bronislaw Baczko, Michel Cova et Lucyna Baczko-Cova, Piotr Zakrzewski et sa femme Marguerite Baczko, Toute la famille et ses amis.

- Ceux qui l'ont connue ont la douleur de faire part du décès, survenu le 6 juin 1987, de M^{me} Raymonde BARATAUD, résistante de la première heure, à dix-sept ans (manifestation du 11 novembre 1940, à l'Arc de triomphe), internée à Fresnes et Bordeaux, évadée, présidente du comité de soutien au lieutenant-colonel Guingonin, compagnon de la Libération.

37640 Razès.

- Montpellier, Saussan, Paris. M. Gervais Campan, son épouse, M^{me} Hélène Campan, M. et M^{me} Autret, M. et M^{me} Kriependorf, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Suzanne CAMPAN, née Bergé,

survenu le 7 juillet 1987, à Montpellier, après une longue et cruelle maladie.

Sa dépouille repose et est visible au complexe funéraire de Grammont, de 8 heures à 18 heures sans interruption, et jusqu'au vendredi 10 juillet, à 9 h 15, où aura lieu une cérémonie religieuse, suivie vers 10 h 30 de l'inhumation dans le caveau familial de Saussan.

1, rue du Commerce, 34570 Saussan, 20, rue de Domfremy, 75013 Paris.

- M^{me} Noël Debet, son épouse, Florence, Anne et Auroré, ses filles, M^{me} Thérèse Debet, sa mère, M. et M^{me} Albert Vacheyroux, ses beaux-parents, Les familles Debet, Vacheyroux, Brunel, Raynaud et Passanié, font part du décès de M. Noël DEBET,

survenu après une longue et douloureuse maladie, le 4 juillet 1987, à l'âge de quarante-quatre ans.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le 8 juillet dans l'intimité familiale.

179, boulevard Haussmann, 75008 Paris, 22, rue du Coin-Hastay, 19000 Bourges, 12, rue Wilson, 24000 Périgueux.

- M^{me} Etienne Laumonier, sa sœur, M. et M^{me} Georges Desalbres, son frère et sa belle-sœur, Christian, Chantal et Marie-Ange Laumonier, ses neveux, Emmanuel et Julien, ses petits-neveux, M^{me} Henri Merle, sa tante, M. et M^{me} Jean Merle, M. Pierre Merle, ses cousins, ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de M^{me} Marguerite DESALBRES,

endormie dans la paix du Seigneur, dans sa quatre-vingt-septième année, à Nantes le 6 juillet 1987.

La cérémonie religieuse s'est déroulée dans l'intimité en la chapelle de Maubreuil.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille, à Malause (Tarn-et-Garonne).

Que tous ceux qui l'ont aimée, en particulier ses fidèles amis de Tunisie, gardent le souvenir de sa bonté.

2 bis, rue Harwyny, 44000 Nantes.

- Le professeur Jean Dubergé, conseiller référendaire honoraire à la Cour des comptes, professeur honoraire à l'université de Paris, son épouse, M. Jean Dominique Dubergé, maître de conférences à l'université de Toulouse, et M^{me}, née Marie Catherine Dumoulin, Béatrix, Florence, Guillaume et Thonuss Dubergé, Et toute la famille ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Jean DUBERGÉ, née Jeanne Pistotto,

survenu le 30 juin 1987, à Toulouse.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le 2 juillet 1987, à Tours.

tion ont eu lieu le 2 juillet 1987, à Toulouse.

Les Amphores, 4, rue Courteline, 83100 Toulon, 214, rue Taipei, 83100 Toulon.

- M^{me} Georges Gabon, ses enfants et sa petite-fille, M^{me} André Pöhren, ses enfants et sa petite-fille, M^{me} Madeleine Fischer, ses enfants et ses petits-enfants, Sa famille et ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de M. Georges GABON,

survenu à Paris, le vendredi 3 juillet 1987.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

24, rue des Martyrs, 75009 Paris, 7, rue du Puits-Guyon, 92230 Genevilliers, 195, avenue Maurice-Thorez, 94200 Ivry.

- La direction Et tous ses amis de France-Culture ont la douleur de faire part du décès de Hubert JUIN, producteur régulier de l'émission de France-Culture « Une vie, une œuvre ».

- Simone Meker, Marie-Claude Meker-Frimband, Thibault Meker-Frimband, ses enfants et ses petits-enfants, M. et M^{me} Gérard Ingold, leurs enfants et petits-enfants, Le docteur Jean Rolland et M^{me}, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Noël Lanciau et leurs enfants, M. et M^{me} Richard Valentin et leurs enfants, M. et M^{me} Daniel Levigoureux et leurs enfants, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, M^{me} Nora Hartmann, M^{me} René Colin, ont la tristesse de faire part du décès de M. Victor SUARD, officier des Palmes académiques, survenu à Amcey, le 7 juillet 1987.

Les obsèques auront lieu au crématorium de la Balme de Silingy (près d'Amcey), le 9 juillet 1987, à 15 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M. et M^{me} Jean Sauré et leurs enfants, M^{me} Annie Castel et ses enfants, M^{me} Marthe Maria, ont la douleur de faire part du décès de M. Victor SUARD, officier des Palmes académiques, survenu à Amcey, le 7 juillet 1987.

Les obsèques auront lieu au crématorium de la Balme de Silingy (près d'Amcey), le 9 juillet 1987, à 15 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M. Pierre Saunier, son épouse, Laurent et Denis, ses enfants, M^{me} Odéon, née Mayer, sa mère, M^{me} Madeleine Odéon, M. et M^{me} Maxime Delaca, ses sœurs, son beau-frère, M^{me} Paule Jossaud, M^{me} Hélène Saunier, ses belles-sœurs, Et toute la famille ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Simone SAUNIER, née Odéon,

survenu à l'âge de soixante-six ans.

Les obsèques ont eu lieu en l'église de Saint-Pierre Ville, sa paroisse, à Tours, le 3 juillet.

« Je suis la résurrection, celui qui croit en moi, fait-il moi-même. » Saint-Jean, XI, v. 25.

117, rue du Rempart, 37000 Tours, 57, rue Eichenberger, 92800 Puteaux, Rue Voltaire, 83150 Bandol.

- M^{me} Raymond Sévi, ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants, M. Jean Sévi, ses neveux et nièces, M^{me} Marie-Dominique, ont le chagrin de faire part du décès du commandant Raymond SEVI, chevalier de la Légion d'honneur, officier dans l'Ordre national du Mérite, croix de guerre, médaille de la Résistance, survenu le 5 juillet 1987, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M. et M^{me} Jean Sauré et leurs enfants, M^{me} Annie Castel et ses enfants, M^{me} Marthe Maria, ont la douleur de faire part du décès de M. Victor SUARD, officier des Palmes académiques, survenu à Amcey, le 7 juillet 1987.

Les obsèques auront lieu au crématorium de la Balme de Silingy (près d'Amcey), le 9 juillet 1987, à 15 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M. et M^{me} Gérard Ingold, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Richard Valentin et leurs enfants, M. et M^{me} Daniel Levigoureux et leurs enfants, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, M^{me} Nora Hartmann, M^{me} René Colin, ont la tristesse de faire part du décès de M. Raymond SEVI, chevalier de la Légion d'honneur, officier dans l'Ordre national du Mérite, croix de guerre, médaille de la Résistance, survenu le 5 juillet 1987, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Germaine THYSSENS-VALENTIN, endormie dans la paix du Seigneur, le 7 juillet 1987.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Nicolas-du-Charbonnet, 23, rue des Bernardins, Paris-5^e, le vendredi 10 juillet, à 14 heures.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

21 bis, rue Jean-Lectaire, 75017 Paris.

« Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité. »

- M^{me} Suzanne Trouillet, son épouse, M. Bernard Weil et M^{me}, née Sylvie Trouillet, M. Jean-Marie Fabre et M^{me}, née Corinne Trouillet, et leurs enfants, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Denise Trouillet, sa sœur, M^{me} veuve J. Roy, Les familles Roy, Berthet et Lacombe, ont la douleur de faire part du décès accidentel de M. Lucien TROUILLET, ingénieur ESE, président fondateur de la société Trophy, survenu le 7 juillet 1987, à Cogolin (Var), à l'âge de soixante-trois ans.

Les obsèques seront célébrées le samedi 11 juillet, à 9 h 30, en l'église de Saint-Tropez (Var), où l'on se réunira.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Les Pares de Saint-Tropez, 83990 Saint-Tropez, 79, rue Claude-Bernard, 75005 Paris.

- M^{me} Maurice Villeneuve, David et Jeanne Villeneuve, Eric Villeneuve, Valérie Villeneuve, ont la douleur de faire part du décès de M. Maurice VILLENEUVE, chevalier de la Légion d'honneur, croix de la valeur militaire, le 7 juillet 1987.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 10 juillet, à 10 heures, en l'église de l'Immaculée-Conception, 137, rue Pierre-Corneille, Lyon-3^e, suivie de l'inhumation au cimetière de Loyasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Le président Et le conseil d'administration de l'OPAC du Rhône, ont le regret de faire part du décès de M. Maurice VILLENEUVE, directeur général de l'OPAC du Rhône, survenu le 7 juillet 1987, à l'âge de cinquante-cinq ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 10 juillet, à 10 heures, en l'église de l'Immaculée-Conception, 137, rue Pierre-Corneille, Lyon-3^e, suivie de l'inhumation au cimetière de Loyasse.

Le comité de direction Et le personnel de l'OPAC du Rhône, ont le regret de faire part du décès de leur directeur général, M. Maurice VILLENEUVE.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 10 juillet, à 10 heures, en l'église de l'Immaculée-Conception, 137, rue Pierre-Corneille, Lyon-3^e, suivie de l'inhumation au cimetière de Loyasse.

M. Roger Quilliot, président de l'Union nationale des HLM, M. Roland Pignol, délégué général de l'Union nationale des HLM, M. Jacques Badot, président,

ont le regret de faire part du décès de M. Maurice VILLENEUVE, directeur général de l'OPAC du Rhône, survenu le 7 juillet 1987, à l'âge de cinquante-cinq ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 10 juillet, à 10 heures, en l'église de l'Immaculée-Conception, 137, rue Pierre-Corneille, Lyon-3^e, suivie de l'inhumation au cimetière de Loyasse.

Le Prix du Sagittaire à deux étudiants de Clermont-Ferrand. - Lancé en 1984, à l'initiative d'étudiants de l'Ecole supérieure de commerce de Dijon, l'association du Sagittaire organise chaque année un concours de communication destiné à promouvoir une association à but humanitaire. En 1987, le concours portait sur la promotion de la Société nationale de sauvetage en mer. Parmi les cent cinquante-trois équipes d'étudiants qui ont concouru, le jury a accordé son premier prix à deux étudiants de l'Ecole supérieure de commerce de Clermont-Ferrand, Océane Dubois et Pauline Bechet, et le deuxième prix à deux étudiants de l'Ecole supérieure de commerce de Montpellier, Isabelle Soubre et Sabine Rolland.

Association du Sagittaire, 29, rue Sabin, 21000 Dijon.

Une pensée est dédiée pour le docteur Etienne GRANOTIER, décédé le 10 juillet 1971.

Arrivées diverses

Le Prix du Sagittaire à deux étudiants de Clermont-Ferrand. - Lancé en 1984, à l'initiative d'étudiants de l'Ecole supérieure de commerce de Dijon, l'association du Sagittaire organise chaque année un concours de communication destiné à promouvoir une association à but humanitaire. En 1987, le concours portait sur la promotion de la Société nationale de sauvetage en mer. Parmi les cent cinquante-trois équipes d'étudiants qui ont concouru, le jury a accordé son premier prix à deux étudiants de l'Ecole supérieure de commerce de Clermont-Ferrand, Océane Dubois et Pauline Bechet, et le deuxième prix à deux étudiants de l'Ecole supérieure de commerce de Montpellier, Isabelle Soubre et Sabine Rolland.

Association du Sagittaire, 29, rue Sabin, 21000 Dijon.

Une pensée est dédiée pour le docteur Etienne GRANOTIER, décédé le 10 juillet 1971.

Arrivées diverses

Le Prix du Sagittaire à deux étudiants de Clermont-Ferrand. - Lancé en 1984, à l'initiative d'étudiants de l'Ecole supérieure de commerce de Dijon, l'association du Sagittaire organise chaque année un concours de communication destiné à promouvoir une association à but humanitaire. En 1987, le concours portait sur la promotion de la Société nationale de sauvetage en mer. Parmi les cent cinquante-trois équipes d'étudiants qui ont concouru, le jury a accordé son premier prix à deux étudiants de l'Ecole supérieure de commerce de Clermont-Ferrand, Océane Dubois et Pauline Bechet, et le deuxième prix à deux étudiants de l'Ecole supérieure de commerce de Montpellier, Isabelle Soubre et Sabine Rolland.

Association du Sagittaire, 29, rue Sabin, 21000 Dijon.

Une pensée est dédiée pour le docteur Etienne GRANOTIER, décédé le 10 juillet 1971.

Arrivées diverses

Le Prix du Sagittaire à deux étudiants de Clermont-Ferrand. - Lancé en 1984, à l'initiative d'étudiants de l'Ecole supérieure de commerce de Dijon, l'association du Sagittaire organise chaque année un concours de communication destiné à promouvoir une association à but humanitaire. En 1987, le concours portait sur la promotion de la Société nationale de sauvetage en mer. Parmi les cent cinquante-trois équipes d'étudiants qui ont concouru, le jury a accordé son premier prix à deux étudiants de l'Ecole supérieure de commerce de Clermont-Ferrand, Océane Dubois et Pauline Bechet, et le deuxième prix à deux étudiants de l'Ecole supérieure de commerce de Montpellier, Isabelle Soubre et Sabine Rolland.

Association du Sagittaire, 29, rue Sabin, 21000 Dijon.

Et la Fédération nationale des offices publics d'HLM et des OPAC, M. Marcel Lair, président, Et la Fédération nationale des sociétés anonymes et fondations d'HLM, M. Pierre Delmon, président, Et la Fédération des sociétés de crédit immobilier de France, M. Daniel Petrequin, président, Et la Fédération nationale des sociétés coopératives d'HLM, M. Pierre Lhuillier, président, Et la Fédération nationale des associations régionales d'organismes d'HLM, Et tous ses amis du Mouvement HLM, ont la très grande peine d'annoncer le décès de M. Maurice VILLENEUVE, chevalier de la Légion d'honneur, croix de la valeur Rhône-Alpes, chevalier de l'Ordre national du Mérite, médaille d'honneur départementale et communale, directeur général de l'OPAC du Rhône, président de l'Association scier-logement, président de l'Association pour les loisirs et le tourisme en Rhône-Alpes, membre du bureau de la Fédération nationale des offices publics d'HLM et des OPAC, membre du bureau de la Fédération nationale des associations régionales d'HLM, président d'honneur de la Fédération nationale des associations de directeurs d'offices d'HLM et d'OPAC, de l'Association régionale d'HLM de la région Rhône-Alpes, et de l'Association des directeurs d'offices d'HLM et d'OPAC des régions Rhône-Alpes, Bourgogne, Franche-Comté, survenu à Lyon, le 7 juillet 1987.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 10 juillet 1987, à 10 heures, en l'église de l'Immaculée-Conception, 34, rue Servient, Lyon-3^e.

Remerciements

- Daniel Baquet-Devart, René Frédéric Bon et leurs enfants, Les familles Bon, Devart, Wolf, Saliba, De Saint-Michel, Burnier, remercient tous ceux et toutes celles qui ont marqué leurs amitiés, leur fidélité à Frédéric BON,

à l'occasion de sa disparition.

L'hommage chaleureux de tous ses amis et les dons très généreux faits au profit de la recherche médicale seraient profondément touchés Fred.

Arrivées diverses

Une pensée est dédiée pour le docteur Etienne GRANOTIER, décédé le 10 juillet 1971.

Arrivées diverses

Le Prix du Sagittaire à deux étudiants de Clermont-Ferrand. - Lancé en 1984, à l'initiative d'étudiants de l'Ecole supérieure de commerce de Dijon, l'association du Sagittaire organise chaque année un concours de communication destiné à promouvoir une association à but humanitaire. En 1987, le concours portait sur la promotion de la Société nationale de sauvetage en mer. Parmi les cent cinquante-trois équipes d'étudiants qui ont concouru, le jury a accordé son premier prix à deux étudiants de l'Ecole supérieure de commerce de Clermont-Ferrand, Océane Dubois et Pauline Bechet, et le deuxième prix à deux étudiants de l'Ecole supérieure de commerce de Montpellier, Isabelle Soubre et Sabine Rolland.

Association du Sagittaire, 29, rue Sabin, 21000 Dijon.

Une pensée est dédiée pour le docteur Etienne GRANOTIER, décédé le 10 juillet 1971.

Arrivées diverses

Le Prix du Sagittaire à deux étudiants de Clermont-Ferrand. - Lancé en 1984, à l'initiative d'étudiants de l'Ecole supérieure de commerce de Dijon, l'association du Sagittaire organise chaque année un concours de communication destiné à promouvoir une association à but humanitaire. En 1987, le concours portait sur la promotion de la Société nationale de sauvetage en mer. Parmi les cent cinquante-trois équipes d'étudiants qui ont concouru, le jury a accordé son premier prix à deux étudiants de l'Ecole supérieure de commerce de Clermont-Ferrand, Océane Dubois et Pauline Bechet, et le deuxième prix à deux étudiants de l'Ecole supérieure de commerce de Montpellier, Isabelle Soubre et Sabine Rolland.

Association du Sagittaire, 29, rue Sabin, 21000 Dijon.

Une pensée est dédiée pour le docteur Etienne GRANOTIER, décédé le 10 juillet 1971.

Arrivées diverses

Le Prix du Sagittaire à deux étudiants de Clermont-Ferrand. - Lancé en 1984, à l'initiative d'étudiants de l'Ecole supérieure de commerce de Dijon, l'association du Sagittaire organise chaque année un concours de communication destiné à promouvoir une association à but humanitaire. En 1987, le concours portait sur la promotion de la Société nationale de sauvetage en mer. Parmi les cent cinquante-trois équipes d'étudiants qui ont concouru, le jury a accordé son premier prix à deux étudiants de l'Ecole supérieure de commerce de Clermont-Ferrand, Océane Dubois et Pauline Bechet, et le deuxième prix à deux étudiants de l'Ecole supérieure de commerce de Montpellier, Isabelle Soubre et Sabine Rolland.

Association du Sagittaire, 29, rue Sabin, 21000 Dijon.

Une pensée est dédiée pour le docteur Etienne GRANOTIER, décédé le 10 juillet 1971.

Arrivées diverses

Le Prix du Sagittaire à deux étudiants de Clermont-Ferrand. - Lancé en 1984, à l'initiative d'étudiants de l'Ecole supérieure de commerce de Dijon, l'association du Sagittaire organise chaque année un concours de communication destiné à promouvoir une association à but humanitaire. En 1987, le concours portait sur la promotion de la Société nationale de sauvetage en mer. Parmi les cent cinquante-trois équipes d'étudiants qui ont concouru, le jury a accordé son premier prix à deux étudiants de l'Ecole supérieure de commerce de Clermont-Ferrand, Océane Dubois et Pauline Bechet, et le deuxième prix à deux étudiants de l'Ecole supérieure de commerce de Montpellier, Isabelle Soubre et Sabine Rolland.

Association du Sagittaire, 29, rue Sabin, 21000 Dijon.

Une pensée est dédiée pour le docteur Etienne GRANOTIER, décédé le 10 juillet 1971.

Arrivées diverses

Le Prix du Sagittaire à deux étudiants de Clermont-Ferrand. - Lancé en 1984, à l'initiative d'étudiants de l'Ecole supérieure de commerce de Dijon, l'association du Sagittaire organise chaque année un concours de communication destiné à promouvoir une association à but humanitaire. En 1987, le concours portait sur la promotion de la Société nationale de sauvetage en mer. Parmi les cent cinquante-trois équipes d'étudiants qui ont concouru, le jury a accordé son premier prix à deux étudiants de l'Ecole supérieure de commerce de Clermont-Ferrand, Océane Dubois et Pauline Bechet, et le deuxième prix à deux étudiants de l'Ecole supérieure de commerce de Montpellier, Isabelle Soubre et Sabine Rolland.

Association du Sagittaire, 29, rue Sabin, 21000 Dijon.

loterie nationale TRANCHE (N°68) DU SUSPENSE TIRAGE AU JEUDI 9 JUILLET 1987 LE NUMÉRO 215786 GAGNE LE LOT DE 1 000 000,00 F

loterie nationale LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER TOUTS NUMÉROS COMPRIS AUX BILLETTS ENTRÉS

Pompes Funèbres Marbrerie CAHEN & Co 43-20-74-52 MINITEL par le 11

loterie nationale LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER AUX BILLETTS ENTRÉS Le numéro 011523 gagne 4 000 000,00 F

BERTEIL SOLDES 3, PLACE ST AUGUSTIN 75008 PARIS 7, RUE DE SOLFERINO 75007 PARIS

nouveau drouot Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris Téléphone : 42-46-17-11 - Téléc : Drouot 642260

La vague atteint! DEMANDE D'EMPLOI CHEFS D'ENTREPRISE

Communication

Venue des Etats-Unis

La vague déferlante du télé-achat atteint les télévisions françaises

TF1, la Cinq, M6 et Canal Plus veulent faire découvrir à la télévision française le dernier succès de la télévision américaine : la vente de produits de luxe. Quelques mois après, la chaîne nationale CBS lui a acheté un troisième programme...

Côté jardin, un modeste studio de télévision. Trois caméras font face à un bureau en bois flaqueux d'un jeune Américain, Bubblin' Bobby Ray, une ancienne danseuse de cabaret...

Côté cour, cent cinquante opérateurs casqués attendent derrière leurs claviers d'ordinateur. Dès que le numéro d'appel gratuit apparaît à l'écran, les téléphones cliquent : « Nom ? Adresse ? Numéro de carte de crédit ? Livraison sous huit jours... »

Des affaires comme celle-ci. Home Shopping Network en conclut vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours par semaine. Résultats : 1 million de dollars de chiffre d'affaires en 1982, 700 millions cette année et sans doute 2 milliards l'année prochaine.

Dès 1985, le programme d'Home Shopping Network est diffusé par satellite vers tous les réseaux câblés des Etats-Unis.

semble un terrain propice. En mars dernier, VTCOM, une filiale de la direction générale des télécommunications avait déjà tenté une expérience sur quelques réseaux câblés de Carrefour, les Nouvelles Galeries, les Galeries Lafayette, les Trois Suisses et Télémarket.

Le projet le plus avancé semble être celui de Canal Plus. La chaîne privée possède en effet un atout majeur : son standard téléphonique informatisé qui peut gérer la saisie des commandes comme il le fait déjà pour les abonnements.

Ce bel enthousiasme risque pourtant de buter — comme souvent en France — sur un écueil réglementaire. Quel est, au regard de la loi sur l'audiovisuel, le statut juridique du télé-achat ?

Le projet le plus avancé semble être celui de Canal Plus. La chaîne privée possède en effet un atout majeur : son standard téléphonique informatisé qui peut gérer la saisie des commandes comme il le fait déjà pour les abonnements.

La vague déferlante du télé-achat traverse aujourd'hui l'Atlantique. La France, où le minitel a déjà popularisé la commande à domicile,

qu'elles sont, a contrario privées de télé-achat ou doivent-elles se tourner vers la commission nationale de la communication et des libertés pour obtenir une autorisation ?

Un groupe de travail de la CNCL étudie le problème depuis quelques jours. Mais derrière le débat juridique se profile une bataille de « lobby ».

Le projet le plus avancé semble être celui de Canal Plus. La chaîne privée possède en effet un atout majeur : son standard téléphonique informatisé qui peut gérer la saisie des commandes comme il le fait déjà pour les abonnements.

Le projet le plus avancé semble être celui de Canal Plus. La chaîne privée possède en effet un atout majeur : son standard téléphonique informatisé qui peut gérer la saisie des commandes comme il le fait déjà pour les abonnements.

Le projet le plus avancé semble être celui de Canal Plus. La chaîne privée possède en effet un atout majeur : son standard téléphonique informatisé qui peut gérer la saisie des commandes comme il le fait déjà pour les abonnements.

Le trafic des cassettes vidéo

Démantèlement d'un important réseau

La SRPJ d'Angers vient de démanteler l'un des plus importants réseaux de trafiquants de cassettes vidéo. Les pirates organisés depuis deux ans, vingt personnes ont été écrouées, inculpées de contrefaçon et délit de vidéo-programmes contrefaits.

L'affiche était pour le moins séduisante : Jean de Florette, les Fugitifs, le Nom de la rose, Association de mal-fauteurs, Top Gun, Mission... Des films récents qu'aucun vidéo-club sérieux n'aurait aujourd'hui à même de proposer à ses clients.

Car le gang des trafiquants n'avait pas limité ses investissements à des cassettes, tables de mixage et de montage, transcodeurs (pour effectuer les conversions de Pal Sécuro ou l'inverse et passer les frontières), amplificateur de signal, etc.

Parlant de cassettes pirates repérées près de Marseille, puis à Aix, puis dans les Alpes, le Nord, la région parisienne, enfin dans la région de la Flèche, où un exploitant de salles avait signalé la circulation de cassettes de Jean de Florette, les enquêteurs de l'ALPA ont mis des mois à reconstituer le puzzle.

ANNICK COJEAN.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Les activités télévisuelles d'Europe 1

Jean-Pierre Elkabbach renoue avec l'image

Jean-Pierre Elkabbach, directeur de l'antenne d'Europe 1, va voir son rôle et ses responsabilités considérablement accrues au sein du groupe.

De son côté, Europe 1 s'attache la collaboration de Bernard Rapp, qui a décidé d'abandonner la présentation du journal du 20 heures sur A2 pour animer « Découvertes », l'émission d'information diffusée dans la soirée par la station.

L'ORDINATEUR INDIVIDUEL
MICROS, LOGICIELS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

LES MEILLEURS LOGICIELS GRATUITS

juillet-Août 87

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde ANNONCE

REPRODUCTION INTERDITE

DEMANDES D'EMPLOIS

L'IMMOBILIER

CHEFS D'ENTREPRISE
L'Agence Nationale Pour l'Emploi vous propose une sélection de collaborateurs :
• INGENIEURS toutes spécialisations
• CADRES administratifs, commerciaux
• JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

INGENIEUR ARTS ET METIERS - 25 ans exp. de direction : agro-alimentaire, chimie, automobile, ferroviaire. Chantiers travaux publics, commercial, bureaux études, entreprises, achats, ventes, assurances, fabrication, formation, import-export, méthodes, sécurité. Activités : génie civil, charpente métallique, mécanique générale, électricité, matériel ferroviaire, VRD, maintenance, séchage de céramiques, pompe à chaleur, ventilation, production de froid, chaudronnerie.

RECHERCHE direction PMI ou direction entretien travaux neufs d'un groupe important. France et/ou étranger. (BCO/GF 1036).

GESTIONNAIRE - 33 ans, 6 ans exp. dans prêt-à-porter et publicité.

RECHERCHE poste à responsabilité dans mêmes secteurs. Paris/R.P. (BCO/CR 1037).

MBA-GESTION FINANCES MARKETING international + formation de base technique. - 13 ans exp. : promotion d'une grande ville, relations publiques nationales et internationales (8 ans aux USA), gestion, organisation, vente, formation, encadrement.

PROPOSE ses compétences pour poste à responsabilité en gestion, commerce, relations publiques.

ANPE
ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
TEL. : 42-85-44-40, poste 27.

appartements ventes

5^e arrdt
CENSIER 3 P. tt. cff. 750.000 F. 43-22-81-35.

13^e arrdt
Part. vend APPT 33, rue Landau, 15^e arrdt. 1.480.000 F. 43-22-81-35.

IVRY MÉTRO
Apt duplex 3^e niveau, 104 m², 9 p. réelles, tt. cff + 109 m² jard., culier, part., ss-sol. 1.480.000 F. 43-22-81-35.

Province

VAL-D'ISÈRE
Génie station, 3 p., standing, 7 pers., gd sds, 2 ch., bains, 2 gds bds, ouest, belle vue, équipé, meublé, P. 750.000 F. Tél. : 42-25-00-51 (troucou) ou (18) 36-97-93-83 (mat.) s/accès : Réverbère « Les Gimes », apt n° 406.

appartements achats

IMMO MARGADET
Rech. immeubles ou appart. rtes surfaces même à rénover. 42-52-01-82, 42-23-73-73.

locations meublées demandes

Paris

INTERNATIONAL SERVICE
rech. pour BANQUES, STES MULTINATIONALES, LEASING, DIPLOMATES, Studios 2, 3, 4, 5 pièces et plus. Tél. : 1.S.T. 42-55-13-05.

Val-de-Marne

SAINT-MANDÉ BOIS
Imm. bourgeoise, 3 p. tt. cff. 945.000 F. 43-44-43-87.

bureaux

Locations
VOTRE SIÈGE SOCIAL. Concession de sociétés et tous services. 43-55-17-50.

immeubles

I.H. THOMASSIAN
IMMEUBLES - 43-36-82-82.

fermettes

130 km Paris autoroute Chartres, jolie ferme, entièrement restaurée, gd sds, 42 m² chaudière, poutres, bois, cuis., s. de bns, chff. centr., jardin 1.500 m² arboré, eau, gaz, dépendances. Prix 850.000 F. 38-51-04-09, W.E. 14 juillet ou 43-38-80-51 (troucou).

fonds de commerce

Locations

A vendre, cause mutation époux, cabinet de pédicure-podologie. ANNEHAÏSS (Haute-Seine) sur principale artère Annemasse-Genève, 1 km frontière suisse, impeccable clientèle, en plein essor.

Loyer modéré. Libre tout de suite.

Téléphoner de 12 h 30 à 14 h et après 20 h ou 50-82-82-82. Absente du 1^{er} au 15-8-87.

manoirs

MANOIR NORMAND, 19^e s., 10 km mer, rég. Fécamp, 150 m² entée, restauré, boiseries d'époque, déco s. terr., + compl. aménagés, sur 7.000 m² terr., charme, 74, s/p, (18) 38-80-51 (troucou).

L'AGENDA

Bateaux

DUFOR 29-78
Impec. très équipé, 6 couch., vol 13 CV, 2+4 cat. compl. ENR. GSE-GEN sec. TNT Spi 2. Best. (1 rue 88). ANNE AXZ NVE serv. 52 Vm. P. 44 000 F. T. : 1/38-88-08-88, sp. 20 h.

Camping-car

Camping-car, Peugeot J9 Diesel 1980, 8 CV, 75-800 km, tr. bon équip., télé + 2 mini-velos. 58.000 F. T.34-53-80-44, sp. 20 h.

Vacances

Tourisme

Loisirs

Loué villa Cornet Host Morget, août-septembre. Tél. : 98-81-93-87.

Loué apt 2-Alpes, 2-4 pers., ski, tél. tél., rando. Tél. : 83-33-57-00 (heures rout.) 1.500 F/semaine, 2.500 F/15 j.

BERTEIL SOLDES

drouot

سكن في الامارات

Economie

Les prévisions de l'INSEE

La croissance en 1987 sera moins forte que prévu

Recevant les journalistes à déjeuner dans les salons du Louvre, le mercredi 8 juillet, M. Edouard Balladur a commenté la note de conjoncture de l'INSEE, qui devait être rendue publique le lendemain et a présenté un bilan des réformes économiques menées au cours des six derniers mois.

« L'assainissement économique et financier est en bonne voie... le moteur de notre économie est reparti », a commenté M. Balladur. L'INSEE

a pourtant confirmé, dans sa note de conjoncture, son diagnostic de mai, plutôt pessimiste, pour l'année 1987 : la croissance ne sera que de 1,3 %, l'inflation atteindra 3,5 %, le nombre des sans-emplois augmentera entre le début et la fin de l'année de cent dix mille personnes, le déficit du commerce extérieur enfin sera d'environ 25 milliards de francs.

A propos de la réforme économique, M. Balladur a souligné que, à ses yeux, « il n'y a

pas eu de pause » dans le mouvement de libéralisation. Comme pour le démontrer, le ministre de l'économie a annoncé de nouvelles mesures en matière de contrôle des changes. L'allocation touristique pour les voyageurs est supprimée. Les particuliers peuvent donc désormais emporter avec eux la somme de leur choix, en francs ou en devises. D'autre part, les restrictions à l'exportation de billets qui pesaient sur les touristes étrangers sont supprimées. Les

voyageurs devront néanmoins déclarer le montant des sommes qu'ils transportent sur eux lorsque celles-ci dépassent le seuil de 50 000 F. Le ministre d'Etat a, en outre, annoncé pour 1988 un allègement des impôts pour les particuliers d'au moins 6 milliards de francs. Cette réduction bénéficiera essentiellement aux cadres, à ceux qui sont dans les tranches du barème de l'impôt comprises entre 20 % et 50 %.

La croissance française ne sera, en 1987, que de 1,3 % (en prix 1980), indique l'INSEE dans sa note de conjoncture publiée le 9 juillet. Si cette prévision est vérifiée, on sera non seulement loin des objectifs gouvernementaux fixés à l'automne dernier, mais également en dessous des rythmes enregistrés au cours des trois années précédentes (1,4 % en 1984 et 1985, puis 2,2 % en 1986). Deux explications principales sont avancées par les experts de l'institut : la faiblesse de la demande étrangère d'une part, le net ralentissement de la demande intérieure d'autre part.

la fin de l'année, ce qui devrait permettre une augmentation des exportations, notamment des produits manufacturés. « Le mouvement de dégradation du solde manufacturier pourrait prendre fin sur la seconde partie de l'année », écrivent les conjoncturistes de l'INSEE. Au total, l'excédent serait de 9 milliards de francs, alors qu'il était de 35 milliards en 1986.

Taux de chômage : 11,2

L'INSEE estime qu'après avoir diminué au cours du premier trimestre la demande étrangère adressée à la France devrait progresser d'ici à

Compte tenu d'une augmentation des importations globales de 3 % et d'une stabilisation des exportations totales (+ 0,3 %), l'année 1987 s'achèverait sur un déficit de 25 mil-

liards de francs, après un quasi-équilibre en 1986. Les transactions courantes (c'est-à-dire compte tenu des échanges de services) ne seraient qu'équilibrées.

La faible croissance attendue pour 1987 provient surtout du « ralentissement de la consommation totale des ménages ». Celle-ci avait crû de 3,5 % l'an dernier, elle n'augmentera cette année que de 1,6 %. Ce freinage de la consommation devrait être plus sensible au second semestre et affecter en particulier les achats de biens de consommation durables. Il est la conséquence d'une baisse attendue du pouvoir d'achat des revenus salariaux et sociaux. Malgré ce coup de frein, l'INSEE fait remarquer que, « au quatrième trimestre 1987, la

consommation manufacturière se situerait encore 6 % au-dessus du niveau atteint trois ans auparavant, au dernier trimestre 1984 ».

L'autre composante de la demande intérieure, l'investissement, devrait croître à un « rythme comparable à celui de l'an passé ». L'investissement productif total devrait croître de 3 % en 1987 (au prix de l'année précédente), avec des rythmes supérieurs dans les industries agro-alimentaires et dans l'automobile, plus modérés dans les autres secteurs industriels. Les commerces et les services seront plus actifs. L'investissement en logement des particuliers semble également amorcer une timide reprise.

Au total, alors que des stocks importants ont été constitués au pre-

mier semestre et que la demande sera faible au second, la production industrielle devrait baisser d'ici à la fin de l'année. « En 1987, la production manufacturière diminuerait de 0,4 % en moyenne annuelle, après une augmentation de 0,9 % en 1986 et une baisse de 0,7 % en 1985 ».

Conséquence de cette faiblesse de l'activité, le nombre total de personnes ayant un emploi devrait diminuer de 0,5 % entre le début et la fin de l'année, les créations dans le secteur tertiaire ne pouvant pas compenser les réductions d'effectifs de l'industrie. Ce nombre avait été stabilisé en 1986. Compte tenu des mesures sociales et techniques prises pour freiner la montée du chômage, le nombre des demandeurs d'emploi en fin de mois devrait augmenter de 110 000 dans l'année. Il y aurait

ainsi en décembre prochain un peu moins de 2,7 millions de chômeurs, un taux de chômage de 11,2 % (10,7 % fin 1986). Les prix, enfin, devraient augmenter sur l'ensemble de l'année de 3,5 % (contre 2,1 % en 1986). Le ministre de l'économie, dans son commentaire de la note, insiste sur le fait, mis en évidence par l'INSEE, que « malgré la libération des prix de service privés, le glissement des prix de détail hors énergie serait de 3,8 %, soit 0,2 point en de- sous de celui de 1986 ». Pour le ministre de l'économie, « et l'électeur — cette explication sera difficilement convaincante, comme celle portant sur la réduction attendue du différentiel d'inflation avec l'Allemagne fédérale. Pour lui, en 1987, l'inflation aura été supérieure à celle de 1986.

M. Balladur insiste sur « la poursuite de la désinflation »

Dans son commentaire de la note de conjoncture de l'INSEE, M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, n'évoque pas la prévision d'une croissance limitée à 1,3 % pour 1987. En revanche, le ministre d'Etat s'attarde sur « la poursuite de la désinflation », l'investissement, le commerce extérieur et les perspectives de l'emploi.

A propos de l'inflation le ministre d'Etat relève que, selon l'INSEE, la hausse des prix à la consommation hors énergie serait plus faible au second semestre 1987 (1,6 %) qu'au cours de chacun des trois semestres précédents. Pour le ministre d'Etat, les estimations actuelles confirment le jugement porté par l'INSEE au mois de mai, selon lequel l'écart d'inflation avec l'RFA, de 3,9 points en février 1987, « devrait progressivement se réduire pour se limiter à deux points environ en fin d'année ». L'INSEE n'a pas repris cette prévision dans sa note de juillet.

Sur l'investissement, M. Edouard Balladur constate que l'INSEE confirme ses prévisions du mois de mai. Consé-

quence, « en deux années, 1986 et 1987, le volume de l'investissement productif des entreprises du secteur concurrentiel devrait croître, selon les prévisions de l'institut, plus que sur l'ensemble des huit dernières années ».

A propos du commerce extérieur, le ministre de l'économie retient de la note de l'INSEE la reprise des exportations de biens manufacturés hors biens d'équipement professionnel qui devrait se poursuivre jusqu'à la fin de l'année et l'excédent prévu de la balance commerciale en produits manufacturés aux troisième et quatrième trimestres (de près de 3 milliards de francs par mois). Mais le ministre ne commente pas la perspective d'un déficit commercial total pour l'année de 25 milliards.

Sur le front de l'emploi, M. Balladur souligne que « les perspectives pour 1987 apparaissent aujourd'hui à l'INSEE un peu plus favorables qu'en mai ». Les effectifs salariés des secteurs marchands non agricoles diminueraient en 1987 de 60 000 à 70 000 personnes au lieu de 90 000 dans la prévision de mai.

Vivement l'automne !

COMME à son habitude, lorsque revient l'été, l'INSEE a publié sa note de conjoncture et ses prévisions pour les six derniers mois de l'année. Rompant avec les habitudes, le ministre de l'économie et des finances a convoqué la presse pour commenter cette note. C'est de bonne méthode dans la mesure où l'indépendance de l'institut national de la statistique se trouve ainsi confirmée. Son autorité également, car on ne voit pas pourquoi, autrement, un ministre d'Etat chercherait à tirer argument des prévisions de l'INSEE.

L'accumulation de nuages noirs n'est pas de nature à faire perdre sa sérénité au ministre de l'économie. Fort d'un bilan qui n'est pas sans mérite, M. Balladur s'est efforcé de déceler les moindres signes d'éclaircie : la « poursuite de la désinflation » au second semestre, une reprise de l'investissement productif et, à l'intérieur d'un commerce extérieur déficitaire, une amélioration du solde industriel. Le suivre toutefois dans cette analyse, ce serait s'égarer dans une vaine querelle de chiffres. Abruptement, on retiendra que ce solde industriel ne sera plus que de 75 millions de francs en moyenne mensuelle en 1987 contre 3 milliards en 1986 et 8,5 milliards en 1984.

C'est cette réalité qu'il faut retenir, car elle rend vain le jeu des comparaisons à la petite semaine. En veut-on une illustration ? On nous répète depuis dix mois que les coûts salariaux augmentent moins vite en France qu'en Allemagne. Mais, sur les six dernières années, l'écart est de 30 % en faveur de la RFA. Les ajustements conjoncturels sont en effet beaucoup plus brutaux outre-Rhin où, par exemple, le pouvoir d'achat des ménages a diminué de 3,6 % en moyenne au cours des

trois années 1981, 1982 et 1983, conséquence d'une rigueur qui permet à nos voisins de repartir du bon pied quand il le faut, mais à laquelle les Français consentiraient de mauvaise grâce.

« Mourir guéris ? »

Bien que ralentie par rapport à l'année dernière, le niveau de consommation reste élevé en France. Peut-être parce que ce qui est retiré aux uns est donné aux autres. Le pouvoir d'achat des revenus salariaux et sociaux se stabilisera en 1987, mais celui des revenus des entrepreneurs individuels augmentera de 4,5 %. Cette inégalité, masquée pour le moment par le recours au crédit (40 % des Français se sont endettés en 1986 contre 33 % six ans auparavant) est sans doute un choix politique mais le gouvernement n'en tire pas jusqu'ici le profit escompté.

La confiance qu'il espérait obtenir des chefs d'entreprises, ceux-ci la lui mesurent plus que chichement. « Doit-on craindre de mourir guéris ? » s'interroge ce mois-ci le revue de la puissante Union nationale de la métallurgie, M. Claude-

Noël Martin, vice-président du CNPF, n'y va pas non plus de main morte, en déclarant que « le seul consensus qui existe en France, c'est celui de ne rien faire », et en dénonçant « l'actuelle politique homéopathique ».

La confiance est également menacée par les tensions sur l'emploi. « Les faibles perspectives de croissance que nous avons pour 1987 et pour 1988 ne laissent rien espérer de bon pour le chômage », va jusqu'à avouer un ministre. Ainsi, du haut en bas de l'échelle sociale, se restreint le cercle de ceux qui croient à un avenir serein. Tant il est vrai qu'on juge un arbre à ses fruits, pas à ses bourgeons.

Faute de pouvoir faire état de résultats suffisamment probants, le ministre d'Etat se projette dans l'avenir. Attitude cohérente pour un homme qui multiplie les mesures de libéralisation de l'économie et en espère les bénéfices dans les années à venir. Attitude incohérente pour le commun des mortels qui, percevant mal les difficultés de la tâche, croit toujours que d'autres feront mieux. Et, surtout, imagine difficilement que l'automne sera plus beau que l'été.

FRANÇOIS SIMON.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PARIBAS

AUGMENTATION DES FONDS PROPRES DE LA COMPAGNIE FINANCIÈRE DE PARIBAS

Le conseil d'administration de la Compagnie financière de Paribas s'est réuni le 2 juillet 1987, sous la présidence de M. Michel François-Poncet.

Lors de cette séance, le conseil a arrêté le principe d'une augmentation prochaine des fonds propres de la Compagnie. Cette opération a pour objet d'assurer le développement des filiales opérationnelles du Groupe Paribas dans leurs différents métiers bancaires et financiers.

Cette augmentation de capital sera réalisée par l'émission de titres appelés actions à bons de souscription d'actions.

Chaque titre à souscrire se composera, d'une part, d'une action de la Compagnie, émise le 1^{er} janvier 1987, c'est-à-dire équivalente aux actions cotées à l'heure actuelle à la Bourse de Paris et, d'autre part, d'un bon de souscription. Chaque bon permettra à son porteur de souscrire, à un prix fixe et pendant une période déterminée, à une nouvelle action de la Compagnie.

Les bons de souscription, détachables des titres émis, feront l'objet d'une cotation en Bourse de Paris distincte de celle des actions.

Les actionnaires de la Compagnie bénéficieront d'un droit de priorité leur permettant d'acquiescer à titre nouveau pour huit actions successives détachées. En outre, afin de favoriser les petits porteurs, tout actionnaire pourra souscrire

un titre nouveau, même s'il détient moins de huit actions anciennes. Le droit de priorité sera exercable à tout moment entre le 15 juillet et le 31 juillet inclus.

La part de l'émission correspondant aux droits de priorité non exercés par les actionnaires actuels sera affectée à un placement sur les marchés de capitaux internationaux. Elle pourrait être, le cas échéant, complétée par une émission supplémentaire de titres identiques pour satisfaire, dans une proportion convenable, la demande qui se serait manifestée.

Le nombre exact d'actions à bons de souscription d'actions émis, qui pourront être de l'ordre de 7 millions, sera arrêté lors d'une réunion prochaine du conseil d'administration. Lors de cette séance, les autres conditions définitives de l'opération seront également décidées, notamment le prix d'émission des titres et les caractéristiques des bons de souscription.

NB. — Afin de respecter, conformément à la loi, la proportion existante entre les actions et les certificats d'investissement privilégiés, il sera simultanément procédé à une émission de certificats aux caractéristiques analogues à celles des actions à bons de souscription d'actions. Il est, en effet, rappelé que le capital social de la Compagnie est actuellement représenté par 46 395 792 actions et 258 408 certificats d'investissement privilégiés.

BANQUE TRANSATLANTIQUE

J.P. CHARGE J. P. PINATON

Création de « SICAV 90/10 »

Cette Sicav ouverte au public le 7 juillet 1987 est créée à l'occasion de l'ouverture prochaine à Paris des marchés sur options négociables sur actions françaises, sur contrats MATIF et sur indices boursiers. La gestion, qui sera assurée par la BANQUE TRANSATLANTIQUE en association avec les spécialistes de la Charge J.-P. PINATON, visera un rendement supérieur au taux du marché monétaire : une partie des actifs, 10 % au maximum, sera investie sur les marchés des options, 90 % minimum étant placés dans des titres à risque limité, opération de réméré notamment, afin d'assurer au moins le maintien du capital en francs courants.

Le capital initial de 150 millions de francs a été constitué avec la participation d'investisseurs institutionnels, d'entreprises et d'établissements de crédit.

Le conseil d'administration réunit :

Président : M. B. Camblain, directeur général adjoint de la Banque transatlantique.

Administrateurs :

Charge J.-P. Pinaton, représentée par M. Alain Perles, directeur, BANQUE TRANSATLANTIQUE, représentée par M. Christian de Lima, directeur adjoint.

COFICOPA (Compagnie financière de courtages bancaires), représentée par M. Jean-Pierre Lahaye, associé.

Fonds de garantie, représenté par M. Hubert Delisle, gérant.

GTM-Entrepose, représentée par M. Michel du Moutier, chef de service financier.

Le collège des censeurs est constitué par :

M. Jean Gonot, directeur général de la COGEPA (Compagnie générale de participation et d'assistance).

Société de gestion Thorp, représentée par M. Frédéric de Villele, membre du directoire.

SOGEFC (Société de gestion et d'études commerciales), représentée par M. Frédéric Godoberge, directeur général adjoint.

La direction est assurée par M. Gilles Cojan, sous-directeur de la Banque transatlantique, assisté des spécialistes de la Société de gestion Thorp, filiale de la charge J.-P. Pinaton.

Un Comité réunira les actionnaires désireux d'être associés à la gestion.

La Banque transatlantique assure les fonctions de banque dépositaire et centralisatrice : les souscriptions et retraits sont également reçus auprès de la charge J.-P. Pinaton.

SOCIAL

Huit mois après la fin de leur stage

31% des jeunes TUC occupent encore un emploi

« Les TUC, c'est du toc », affirmait le Parti communiste après la décision du gouvernement Fabius, le 26 septembre 1984, de lancer des travaux d'utilité collective pour les jeunes de seize à vingt et un ans (élargis ensuite aux jeunes de vingt-cinq ans insérés depuis un an à l'ANPE). A l'heure actuelle, on recense 231 000 TUC. Les TUC ont souvent été présentés comme une façon utile d'occuper des jeunes. Mais après que deviennent-ils ? M. Michel Levallois, chef de la mission pour l'emploi des jeunes, a présenté le 8 juillet les résultats d'une enquête sur le « devenir » des TUC, réalisée auprès de deux mille jeunes de dix-huit à vingt et un ans en décembre 1986, huit mois après leur sortie de stage.

Huit mois après le stage, 31 % occupent un emploi (dont 13 % à durée indéterminée), 48 % sont au chômage (non indemnisés pour 32,7%), 12,2 % effectuent un autre stage et 8,7 % sont dans une autre situation (généralement service militaire). Ces chiffres sont à comparer avec ceux qui décrivent la situation de ces jeunes « tucistes », au cours du mois qui avait précédé leur entrée en TUC : 4,7 % avaient un emploi, 87 % étaient au chômage (dont 56,3 % non indemnisés) en stage et 6,3 % se trouvaient dans une autre situation.

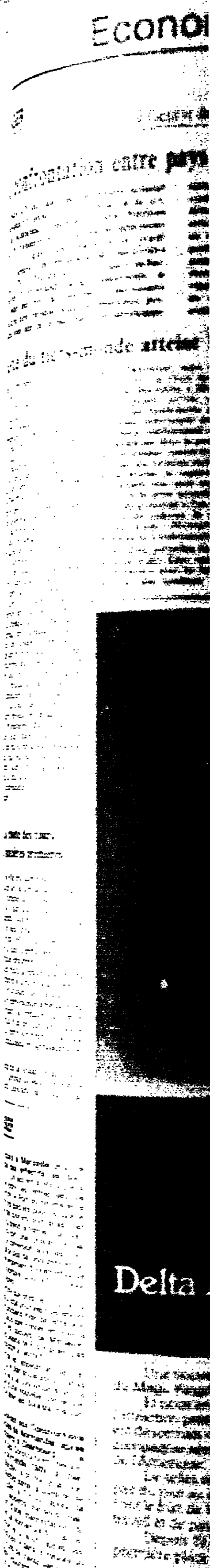
Certes, l'étude montre que « le parcours professionnel de ces jeunes après le TUC reste marqué par l'instabilité ». Au cours des huit mois qui se sont écoulés entre la fin du stage et l'enquête, 1 258 tucistes, soit 63 % des enquêtés, ont trouvé « au moins un emploi ». Dans 48,3 % des cas, il s'est agi d'un contrat à durée déterminée, pour 7,4 % d'un

interim. Il apparaît aussi que 68 % sont entrés « dans le milieu ordinaire de travail privé et concurrentiel », alors que 32 % sont « restés dans le champ des organismes d'accueil » (associations, communes, hôpitaux), près d'un jeune sur cinq s'étant trouvé employé par l'organisme du stage TUC. Sur ces 1258 jeunes, 55 % n'ont plus ce premier emploi, qu'ils ont quitté dans 82 % des cas (fin de contrat ou de période d'essai), ou perdu dans 18 % des cas. Au cours des huit mois observés, sept jeunes sur dix ont connu des périodes de chômage parfois longues.

L'étude souligne que « le TUC ne semble pas introduire de rupture dans la vie de ces jeunes, caractérisée par une alternance de périodes d'emploi et de chômage ». Pendant leur stage — à mi-temps — trois sur cinq continuent, en recontractant notamment à l'ANPE, à chercher un emploi ; 18 % des TUC ont trouvé leur stage utile pour « la définition d'un projet professionnel » ; 24 % ont été « confortés » dans un projet antérieur, 40 % n'ont rien modifié à leurs aspirations professionnelles et 18 % n'avaient toujours pas de projet en sortant... Mais il faut encore améliorer la formule en proposant systématiquement une formation complémentaire (qui n'a pas été trouvée, selon l'enquête, que 5,2 % des stagiaires).

Après les TUC, les tentatives d'insertion dans le milieu d'accueil sont plus nombreuses. Et un jeune sur cinq utilise des méthodes différentes pour chercher du travail. En ayant plus confiance en lui et en utilisant mieux les « circuits ».

M. N.



Economie

ÉTRANGER

L'ouverture à Genève de la CNUCED

Une confrontation entre pays pauvres et pays riches

Cinq chefs d'Etat, un chef de gouvernement et soixante-quatre ministres défilent à la tribune de la septième Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED VII) qui s'est ouverte le jeudi 9 juillet à Genève en présence du secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar. M. François Mitterrand devait intervenir le 10 juillet pour mettre l'accent sur la nécessaire diversification des productions de matières premières ainsi que sur la recherche et le développe-

ment. Un mois après le sommet des pays industriels à Venise, ce vaste forum de débats — à défaut de décisions — que constitue la CNUCED sera consacré, jusqu'à la fin du mois de juillet, à un thème qui se veut unificateur entre nations pauvres et riches : « la revitalisation du développement de la croissance et du commerce international ». Mais ainsi que le confirme le dernier rapport de l'OCDE sur le financement et la dette du tiers-monde, le chemin à parcourir reste extrêmement long et difficile.

La dette du tiers-monde atteint 1 104 milliards de dollars

Les flux financiers à destination des pays en développement ont baissé, en volume, de 15 % en 1986, alors que leur dette s'alourdissait de près de 100 milliards de dollars, pour représenter 1 104 milliards. A eux seuls, ces deux chiffres résument les « deux facettes » du problème du financement de la croissance du tiers-monde et l'inquiétude des auteurs du dernier rapport de l'OCDE consacré à ce thème.

Le constat des experts de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) n'est rien d'encourageant. La faible croissance dans les pays industriels, le niveau durablement bas des prix des produits de base et celui durablement élevé des taux d'intérêt ont accru les incertitudes qui pèsent sur les pays en développement et assombri leur espoir de reprise économique et allègement du fardeau de la dette. Certes, en termes réels — c'est-à-dire en tenant compte de l'évolution des prix et des monnaies — l'endettement du tiers monde n'a augmenté que de 2 %. Sa progression, de 95 milliards de dollars en termes nominaux (hors inflation), est due, à hauteur de 73 milliards environ, aux évolutions brutales des parités, notamment du dollar. Il n'empêche que, dans leur grande majorité, les pays en développement ne voient pas les moyens d'alléger rapidement une dette globale de 1 104 milliards, dont le remboursement a représenté 152,8 milliards l'an dernier.

tante illustration, selon les auteurs du rapport : la chute des cours des matières premières a découragé les investisseurs privés étrangers, détruit les fondements mêmes des politiques préconisées par la Banque mondiale internationale ou la Banque mondiale dans la première moitié des années quatre-vingt, réduit au total les recettes extérieures et, par là même, la capacité de remboursement des pays endettés. Ce n'est pas de la crise actuelle n'est pas près d'être tranché si l'on en croit les experts du club des de la Muette. Parvenir à une « décompression » du problème de l'endettement s'impose.

Les idées, partielles, ne manquent pas à ce sujet. Elles vont d'options à la carte pour les banques attirées par des systèmes comme la conversion d'une part des créances en actifs dans le tiers-monde, à l'allongement des délais de remboursement pour la dette garantie pour les nations les plus pauvres. Cette décompression pourra-t-elle s'accompagner d'une reprise des prêts aux pays endettés et, après avoir souligné le rôle stratégique des financements publics accordés à des conditions douces, se contente de plaider pour une accélération de la coopération qui s'instaure entre gouvernements et organismes multilatéraux d'aide. Les auteurs du rapport n'excluent pas qu'une « nouvelle phase de coopération » ait débuté. Sa portée reste à démontrer.

F. Cr.

La chute des cours des matières premières

Même si elle est due pour moitié à la réduction de la demande de pays solvables comme la Corée du Sud, ou de pays ayant adopté une politique prudente, comme la Chine, la contraction des crédits privés s'est poursuivie en 1986. L'aide publique accordée à des conditions privilégiées se tasse également. Quant aux organismes multilatéraux d'aide, ils ont été amenés à limiter leurs opérations, les politiques de rigueur suivies dans le tiers-monde amenant les gouvernements à réduire sur leurs programmes d'investissement, alors que leurs remboursements à ces mêmes organismes progressaient de 30 %.

Le piège de la situation actuelle, les pays d'Afrique sub-saharienne en consacrent toujours la plus écla-

EN BREF

● Accord à Marseille pour la réduction des effectifs de dockers. — Un accord a été signé à Marseille entre les entreprises de manutention, le Port autonome et le syndicat des dockers pour réduire le nombre des ouvriers portuaires. Cet accord, qui prend la forme d'un plan social, prévoit une procédure de conversion de plus de cinquante ans et le versement d'indemnités de départ volontaire (200 000 F) pour les plus jeunes.

On estime que près de cinq cents dockers au total pourraient bénéficier dans les prochains mois de cette procédure. Seuls sont concernés pour le moment les dockers de Marseille, ceux des bassins de Fos n'ayant pas encore souscrit à l'accord.

La mise en application de cet accord sur le plan social est toutefois subordonnée à la conclusion avant la fin juillet d'une nouvelle convention collective avec les dockers marseillais.

● Lock-out aux Constructions mécaniques de Normandie, après des incidents à Cherbourg. — La direction des Constructions mécaniques de Normandie (CMN), à Cherbourg (Manche), a prononcé le lock-out du chantier naval, à compter du jeudi 9 juillet, à 7 h 30, après de nouveaux incidents survenus mercredi, lors d'une manœuvre du personnel. La réouverture du chantier est prévue le 3 août, après les congés annuels, « dans la mesure où les conditions de travail seront normalement assurées », indique la direction. — (AFP.)

Hay Group

European Conference

Paris - October 29-30, 1987

Strategic Issues for Human Resources Management

Compensation - Comparisons and Trends

Palais des Congrès
2, Place de la Porte Maillot
75017 PARIS

Tél. O. Garcin - 42.67.44.64

Les Rêves Deviennent Réalité.

Delta Air Lines Est Le Nouveau Transporteur Officiel De Walt Disney World.

Une nouvelle étoile brille dans le ciel du Magic Kingdom : DELTA. Et nous en sommes fiers : l'attraction préférée des Américains est désormais officiellement unie à la compagnie aérienne la plus appréciée de l'Amérique.

De telles réputations ne se font pas du jour au lendemain ; elles sont le fruit de beaucoup de travail et de passion. Depuis 1974, Delta détient la première place au classement que le

Département américain des Transports établit parmi l'ensemble des grandes compagnies aériennes américaines selon l'indice de satisfaction des passagers.

Et pour la 5^e année consécutive, les lecteurs du magazine TRAVEL HOLIDAY ont désigné Delta comme la meilleure compagnie aérienne des États-Unis.

Maintenant nous sommes aussi la meilleure compagnie du Monde... de Disney World ! Pour nous le rêve est devenu réalité... Alors suivez-nous !

MICKEY VOUS ATTEND A ORLANDO!

Partez à la découverte des merveilles du Magic Kingdom et d'Epcot Center de Walt Disney ! Pour plus de renseignements sur les voyages organisés ou sur les vols pour ORLANDO, consultez votre agent de voyages ou appelez le NUMÉRO MAGIQUE de DELTA: (1) 43 35 40 80.

Avec Walt Disney World et Delta, les rêves de vacances deviennent réalité!



Bureau de ventes: 24, boulevard des Capucines 75009 PARIS.

©1987 Delta Air Lines, Inc.

Handwritten note in a box: حكايا من الالهي

سكنا من الاصل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT - Obligations TMO 1986 - Emprunts A et B
Les intérêts courus du 28 juillet 1986 au 29 juillet 1987 seront payables à partir du 29 juillet 1987 à raison de 354,49 F par titre de 5 000 F nominal (coupon n° 1) après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 39,38 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 59,06 F augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse nationale des allocations familiales), soit un net de 291,50 F.

EURAFRANCE

Société anonyme au capital de 488 539 000 francs divisé en 2 442 695 actions de 200 francs de nominal

AUGMENTATION DE CAPITAL PAR ÉMISSION DE 610 673 ACTIONS NOUVELLES DE 200 FRANCS DE NOMINAL

EURAFRANCE, société de portefeuille, détent un nombre relativement limité de participations significatives dans des sociétés appartenant à des secteurs d'activités sélectionnés.

- Ces principales participations sont aujourd'hui :
- 51 % de SOVAC.
- 21 % de LAZARD PARTNERS, partnership américain ayant des intérêts dans les trois Maisons LAZARD de New-York, Paris et Londres,
- 39 % de GAZ ET EAUX,
- 39 % du groupe LA FRANCE,
- 53 % directement et indirectement d'EURALUX, société qui détient près de 5 % du groupe d'assurances ASSICURAZIONI GENERALI, ce qui en fait l'un des principaux actionnaires,
- 37 % directement et indirectement de VINIPRIX, qui détient notamment 52 % d'EUROMARCHÉ.

L'actif net réévalué d'EURAFRANCE tenant compte des plus-values latentes sur les titres cotés et assimilés s'élevait au 31 juin 1987 à environ 2 800 francs par action contre 900 francs il y a cinq ans. Dans le même temps, le cours de l'action EURAFRANCE est passé de 350 francs à 2 430 francs.

Le résultat consolidé d'EURAFRANCE au 31 décembre 1986 a été de 723 millions de francs, dont 297 millions de francs de résultat courant. Au titre de son dernier exercice social clos le 30 septembre 1986, EURAFRANCE a réalisé un résultat net courant de 108,3 millions de francs, soit 44 francs par action, et distribué un montant total de 63,5 millions de francs correspondant à un dividende, avant avoir fiscal, de 26 francs par action.

L'augmentation de capital en cours est la première opération faisant appel à ses actionnaires qu'EURAFRANCE effectue depuis 1974, année au cours de laquelle elle est devenue une société de portefeuille diversifiée.

Cette opération a pour but de donner à EURAFRANCE les moyens lui permettant d'accompagner la croissance des sociétés dans lesquelles elle détient des participations et éventuellement de réaliser des investissements nouveaux qui s'inscriraient dans la politique qu'elle a développée, notamment ces dernières années, et qui vise à parfaire la répartition de ses risques et à internationaliser ses actifs.

- Les modalités de l'augmentation de capital en cours sont les suivantes :
- Prix d'émission : 1 900 francs par action nouvelle,
- Jouissance des actions nouvelles : 1^{er} avril 1987,
- Droit préférentiel de souscription :
 - à titre irréductible : UNE action nouvelle pour QUATRE actions anciennes,
 - à titre réductible : souscription admissée,
- Période de souscription : du 24 juin au 23 juillet 1987 inclus.

Une note d'information (visa COB n° 87-208 en date du 9 juin 1987) est à la disposition du public au siège social de la Société, 12, avenue Percier, 75006 Paris, et auprès de M.M. LAZARD FRÈRES et Cie et des autres Établissements chargés de recevoir les souscriptions.
B.A.L.O. du 15 juin 1987.

Economie

AFFAIRES

Privatisation de la Société générale : « un très grand succès »

L'offre publique de vente de la Société générale a rencontré un « très grand succès », indique le ministre de l'économie dans un communiqué publié le 7 juillet. Effectivement, les actions proposées au public ont été demandées 5,4 fois, et 2 298 636 ordres ont été enregistrés (c'est le résultat le plus important après celui de Paribas). Tous les ordres prioritaires, c'est-à-dire des particuliers, pourront être servis à hauteur de dix titres au moins. M. Balladur a cependant décidé de réduire à 15 % la part destinée au marché étranger.

Les salariés et anciens salariés du groupe Société générale ont également fait preuve d'un grand appétit : 68,9 % des 70 000 souscripteurs potentiels ont déposé des ordres, cette proportion s'élevait à 87,5 % parmi les seuls salariés en activité. Les actions de la Société générale seront cotées à la Bourse de Paris (règlement mensuel) à partir du 9 juillet.

M. Henri Moulard est nommé PDG de la Lyonnaise de Banque

Sur proposition de M. Edouard Balladur, ministre des finances, M. Henri Moulard, directeur général de la Lyonnaise de banque depuis 1984, a été nommé, au conseil des ministres du mercredi 8 juillet, président-directeur général de la banque (Le Monde du 9 juillet). Il remplace M. Jean Carrière, président depuis juin 1982, reconduit dans ses fonctions en septembre 1986 et qui entre à la banque Eurofin de M. Georges Plescoff.

[Né en 1938 à Genêts (Loire), diplômé de l'Institut d'études politiques de Lyon et licencié en droit privé, M. Henri Moulard a commencé sa carrière en 1959 à la Lyonnaise de banque, qu'il a quittée en 1967 pour la Banque La Héna et qu'il a rejoint en 1977 comme secrétaire général, directeur général adjoint, puis directeur général.]

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Redressement judiciaire pour Skirail

Le numéro deux français des remontées mécaniques, Skirail, a été admis, par le tribunal de commerce d'Annecy, au bénéfice de la loi sur le redressement judiciaire. Créé il y a six ans, Skirail est une filiale de la Société d'études et de gestion immobilière (SEGMO) qu'anime le promoteur, M. Pierre Schwebelen. Celui-ci impute à la gestion des responsables de Skirail le passif de plusieurs millions de francs qu'a accumulé la société. M. Schwebelen recherche des nouveaux partenaires pour développer Skirail, à la fois, en 1986, 140 millions de francs de chiffre d'affaires et qui vient d'obtenir le contrat de construction du funiculaire de la station des Deux-Alpes. De tous les « grands » industriels des remontées mécaniques, seul Pomagalski, numéro un français et mondial, a échappé au marasme que connaît la profession.

Dumenil-Leblé devient actionnaire d'Avenir entreprises

A l'occasion d'une augmentation de capital, Avenir entreprises, filiale du Crédit d'équipement de petites et moyennes entreprises, spécialisée dans les opérations de transmission et de capital-développement, accueille comme nouvel actionnaire la société Dumenil-Leblé. Cette dernière détient 24,28 % du capital.

Le CEFPE, que dirige M. Jean-Pierre Aubert, a par ailleurs annoncé, le mercredi 8 juillet, la création d'une nouvelle filiale, l'Office d'approvisionnement des entreprises. Elle sera l'instrument du groupe chargé de favoriser les rapprochements entre les petites et moyennes entreprises - de tous secteurs hormis le tourisme - et d'aider les cadres supérieurs à trouver une PME.

Conseil en recrutement : Egor et Slade s'associent en Grande-Bretagne

Les sociétés britanniques des groupes Egor et Slade, spécialisées dans le recrutement de cadres et le conseil en ressources humaines, viennent de s'associer pour constituer en Grande-Bretagne Slade Egor Group LTD. Avec un chiffre d'affaires prévisionnel de 10 millions de francs pour 1987, cette joint-venture opérera dans les domaines de la finance, de l'informatique, du marketing, de la vente et de la production industrielle. Premier groupe en France de conseil en ressources humaines, Egor (qui emploie 230 personnes et prévoit un chiffre d'affaires de 140 millions de francs en 1987) est déjà implanté en Belgique, en Espagne, en Italie, en RFA, en Grande-Bretagne et au Portugal, et associé avec des partenaires au Brésil, au Canada, au Japon et au Koweït. Slade Consulting Group est le premier cabinet de recrutement en Australie.

EN BREF

M. Mitterrand a reçu M. Marchelli. - M. Paul Marchelli, président de la CFE-CGC, et les membres de son nouveau bureau ont été reçus, le 8 juillet, pendant plus d'une heure par M. Mitterrand. « Il semble que du côté du président comme du nôtre il y ait, sur un certain nombre de points... une vision commune intéressante. »

Un nouveau président à l'ANPE. - Un décret publié au Journal officiel du jeudi 2 juillet annonce la nomination de M. Jean-Baptiste Sauter à la présidence du conseil d'administration de l'ANPE, où il remplace M. Jacques Freyssinet, en poste depuis 1982.

Agé de cinquante-neuf ans, M. Sauter a été successivement directeur des services administratifs et du personnel international, et directeur général de Renault-Export avant d'être nommé, en juin 1982, directeur général adjoint du groupe Sauter, chargé des affaires sociales. En 1985, il est également devenu président du Groupement des entreprises sidérurgiques et minières (GESIM.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS BANQUE WORMS

Les clients de la Banque Worms qui souhaitent en Italie disposer à présent d'un service spécial : « Encaissement rapide de créances sur l'Italie. »

Ce nouveau service s'appuie sur deux structures de la Banque Worms, l'une à Paris, siège de la Banque Worms, l'autre à Milan, dans sa filiale Worms Finanziaria. Il utilise ainsi la connaissance du marché et des réseaux bancaires italiens de la Banque Worms. La Banque Worms, grâce à ce nouveau service, permet à l'exportateur français de mieux gérer sa trésorerie grâce à une réduction des frais financiers et de développer des flux commerciaux vers l'Italie.

Marchés financiers

PARIS, 8 juillet

Reprise

Le coup de fatigue n'aura pas duré longtemps. La Bourse de Paris a, dès mercredi, retrouvé bon pied bon œil. Dans la matinée déjà, le marché avait montré de bonnes dispositions (+ 0,98 %). Il se confirmait durant la séance officielle.

À part quelques petites fausses notes enregistrées sur Dassault, Sidé Rosignol, Printemps, Hachette et Prouvost, le ton était à la fermeté sur les belles valeurs (Peugeot, CSF, Carrefour, Paribas, Crédit foncier, Lafarge, Saint-Gobain, Pernod-Ricard, Esso, Elf, Breda, à la clôture, l'indicateur instantané enregistrait une avance de 0,8 %.

Avant de se lever vigoureux manifesté par le dollar, Paris et les places financières, en général, peuvent remercier le colonel Oliver North. Dans sa déposition devant le Congrès sur l'affaire de l'Irangu, cet officier américain a blâmé le président Reagan. Rien ne pouvait faire plus plaisir aux divers marchés, que les scandales politiques perturbent toujours. Wall Street s'est senti pousser des ailes, et le billet vert a, lui aussi, pris de la hauteur. La Rue Vivienne ne pouvait rester indifférente à ces manifestations de satisfaction. « Nous attendons de pied ferme les investisseurs japonais », disait un spécialiste en se référant aux informations provenant de New-York, où, sur le déléguement par ordinateur de programmes d'achats, la demande japonaise s'est accrue.

Ici, avec l'avancement de l'été, l'actualité tend au contraire à diminuer. Des professionnels s'apprêtaient même déjà à partir pour le long week-end du 14 juillet. Ce n'est plus un pont, mais le « Golden Gate ».

Le plus grand calme a régné sur le marché obligataire, plutôt bien orienté en général. Le MATIF est réapparu sur les écrans, et le marché en continu, pour autant qu'on pouvait en juger, a récupéré de sa nervosité. On attend encore les explications de la chambre syndicale.

NEW-YORK, 8 juillet

Record battu

Nouvelle séance de hausse mercredi à Wall Street. Cette fois, le marché a battu son dernier record d'altitude enregistré, le 25 juin dernier, avec le Dow à 2 451,05. Après avoir fluctué assez irrégulièrement, l'indice des industrielles s'établissait, en effet, à 2 463,96 (+ 14,19 points), après être un instant monté à 2 476,24. Le bilan de la journée a été correct, mais sans plus. Sur 1 965 valeurs traitées, 816 ont monté, 719 ont baissé et 430 n'ont pas varié.

Tous les professionnels n'avaient cependant pas le sourire. Pour résumer le sentiment général, beaucoup trouvaient que la Bourse y allait un peu fort. « C'est est déprimant », disait un gestionnaire de portefeuille. Et d'ajouter : « Ce pourrait bien être le dernier coup de champagne après sept semaines de hausse. »

Durant la seconde partie de la séance, en effet, les ventes bénéficiaires ont eu un peu tendance à « coiffer » le marché. Les pétroliers, en particulier, en verve mardi, ont été secoués. Un certain nombre de titres chutèrent aussi. En revanche, les valeurs dites de technologie, comme IBM, ont eu belle allure. Et l'indice s'est concentré sur les actions d'entreprises candidates à des OPA.

L'activité s'est encore accrue, de 207,46 millions de titres ont changé de mains, contre 200,73 millions.

Table with columns: VALEURS, Cours de 7 juillet, Cours de 8 juillet. Lists various stocks like Alcatel, A.T.T., Boeing, etc.

INDICES BORSIERS

Table with columns: PARIS (INSEE, base 100 = 31 déc. 1986), Valeurs françaises, Valeurs étrangères, etc.

NEW-YORK

Table with columns: Industrieles, LONDRES (Index - Financial Times), Industrieles, Mines d'or, Fonds d'Etat, TOKYO (Nikkei Dow Jones, Indice général).

CHANGES

Dollar : 6,12 F

Sur des marchés extrêmement calmes, des ventes massives ont eu lieu, jeudi, sur le dollar, après sa hausse sensible de la veille. Le billet vert est repassé sous la barre des 150 francs, sur des rumeurs d'interventions des banques centrales, apparemment infondées.

Table with columns: FRANCFORT, Dollar (en DM), TOKYO, Dollar (en yens), MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés), Paris (9 juillet), New-York (8 juillet).

Table with columns: MATIF, Notionnel 10 %, Cotation en pourcentage du 8 juillet, Nombre de contrats : 37 873.

Table with columns: COURS, ÉCHÉANCES (Sept. 87, Déc. 87, Mars 88, Juin 88), Dernier, Précédent.

AUTOUR DE LA CORBEILLE

CRÉATION D'UNE NOUVELLE SICA PAR LA BANQUE TRANSATLANTIQUE ET LA CHARGE JP PINATTON. - La Banque transatlantique, membre du groupe CIC, et la charge JP Pinatton ont lancé, le 7 juillet, une SICA V-90/10, conçue selon un principe fréquemment appliqué aux États-Unis. Elle procurera un revenu régulier en francs français avec une grande sécurité (obligations courtes ou indexées, opérations de rémises, titres de créances négociables), et 10 % au maximum d'options d'achat ou de vente.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

Table with columns: COURS DU JOUR, UN MOIS, DEUX MOIS, SIX MOIS, SE-U, Sca, Y(100), DM, Franc, F.R.(100), F.S., L.(1 000), F.Temp.

TAUX DES EUROMONNAIES

Table with columns: SE-U, DM, Franc, F.R.(100), L.(1 000), F.Temp.

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Advertisement for Banque Arabe et Internationale d'Investissement. Includes logo 'BAII', company name, address (Siège social: 12, place Vendôme, 75001 PARIS), and details of an 'EMPRUNT A TAUX VARIABLE DE F.1.000.000.000 EN TROIS TRANCHES'. The advertisement is framed by a decorative border of 'BAII' logos.

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS 8 JUILLET Cours relevés à 17 h 38

Main market table with columns for Valeurs, Cours, and % change. Includes sub-sections for Règlement mensuel and Comptant.

Comptant (sélection) SICAV (sélection) 8/7

Comptant and SICAV sections containing various financial instruments, bonds, and mutual funds with their respective prices and yields.

Second marché (sélection) Hors-cote

Second marché and Hors-cote sections listing secondary market transactions and off-exchange items.

Cote des changes Marché libre de l'or

Cote des changes and Marché libre de l'or sections showing exchange rates and gold market prices.

MINITEL La gestion en direct de votre portefeuille personnel 36,18 Taper LEBORSE puis BOURSE

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2 Les élections législatives en Australie. 3 Représailles après les massacres en Inde. 4 Les auditions sur l'« étrange » aux États-Unis.	5 La session extraordinaire du Parlement. - Le communiqué du conseil des ministres. 6 Conflit dans la fédération PR du Vaucluse.	7 Selon un sondage de la FASP, 58 % des policiers jugent mauvaises leurs conditions de travail. - Affaire Greenpeace : « Morné Vert » à visage découvert. 8 Les inscriptions dans les universités parisiennes. - La Tour de France cycliste.	15 Le 40 ^e Festival d'Avignon. - Le Chevalier à la rose, au Festival d'Aix-en-Provence. - Le Centre américain va déménager à Bercy. 19 Communication : démantèlement d'un important réseau de piraterie vidéo ; le déferlement du télé-achat atteint la France.	20 Les prévisions de l'INSEE : la croissance en 1987 sera moins forte que prévu. 21 Dette des pays en développement : l'ouverture à Genève du congrès de la CNUCED. 22-23 Marchés financiers.	Radio-télévision 19 Annonces classées 17 Météorologie 17 Mots croisés 17 Carnet 18 Loterie, Loto 18 Spectacles 16	● M. Balladur : les privatisations vont bon train. (PRI) ● Université : la course aux inscriptions. (UNEF) ● L'actualité, la revue de presse, les dossiers du Monde. (ACTU) Actualité, Sports, International, Bourse, Culture, Innovalis. 36-15 Tapez LEMONDE

A Bordeaux

M. Chirac annonce des mesures fiscales pour favoriser la recherche et l'innovation dans les entreprises

M. Chirac en visite à Bordeaux devait annoncer le 9 juillet les mesures adoptées la veille en comité interministériel pour favoriser le développement de la recherche et de l'innovation dans l'industrie. Après avoir taillé dans les crédits de recherche à son arrivée au pouvoir en 1986, le gouvernement a pris conscience du retard technologique français et a décidé de faire de la recherche et de l'innovation une des priorités de son action. En 1988, le budget consacré à la recherche par l'État (hors dépenses militaires) devrait augmenter de 7,7 % pour atteindre près de 56 milliards de francs.

L'accent est mis sur les dispositions fiscales avec l'élargissement du crédit d'impôt recherche (CIR) pour encourager la PME-PMI à s'adonner à la recherche, qui représentera une dépense fiscale supplémentaire d'au moins 500 millions de francs en 1988. Le système mis en place par M. Hubert Curien, alors ministre de la recherche, en 1983, a été jugé efficace puisqu'il a plus que doublé en un an pour passer de 477 millions de francs en 1984 à près de 1,1 milliard en 1985 avec 2 300 entreprises concernées.

Les modalités techniques de l'élargissement du CIR seront décidées avant la fin du mois. Elles peuvent porter sur l'élargissement de l'assiette (en intégrant l'acquisition de brevets par exemple), sur le taux (actuellement de 50 %) qui pourrait être porté à 60 %, sur un relèvement du plafond de 5 à 7 millions de francs pour une entreprise et à 10 millions pour des dépenses de recherche associant plusieurs entreprises.

Le gouvernement vise un doublement des sociétés concernées (principalement les petites et moyennes) à l'horizon 1992 et un développement

ment de la recherche coopérative, inexistante en France alors qu'elle est très fréquente chez nos partenaires américains ou allemands.

Après arbitrages budgétaires, deux autres décisions ont été prises pour augmenter les ressources en faveur de la recherche. D'une part, les dotations de l'ANVAR (Agence nationale pour la valorisation de la recherche) sont augmentées de 10 % pour atteindre 627 millions de francs, ce qui permettra à l'Agence, grâce au remboursement des aides à l'innovation accordées les années précédentes, de distribuer 917 millions de francs en 1988, au travers de nouvelles procédures destinées aux PME, de la création d'entreprises technologiques, de l'encouragement au recrutement de chercheurs... D'autre part, le Fonds de recherche et de technologie verra ses crédits croître de 10 % en 1988 pour s'élever à 825 millions de francs.

Les autres mesures ont essentiellement pour but de développer la recherche associée entre les organismes publics (centres de recherche, universités...) et les entreprises. La grande faiblesse du système français est en effet de disposer d'un outil de recherche publique puissant, responsable de grands programmes technologiques (nucléaires, aéronautique, espace...) et de ne pas faire profiter les entreprises des retombées de ses travaux. Pour favoriser le développement, notamment entre ministères, le gouvernement a décidé de lancer un programme « nouveaux matériaux », associant la défense, la recherche, l'industrie, les P et T, le Commissariat à l'énergie atomique et le Centre national de recherche scientifique. Géré de façon unifiée, il sera doté d'un fonds de 200 millions de francs en 1988 (alimenté par les budgets des différents partenaires) et procédera par appels d'offres. Un dernier ensemble de mesures vise à encourager la mobilité des chercheurs du public vers le privé, à la fois pour « irriguer » les entreprises et pour donner de l'air aux organismes de recherche. Vieux serpent de mer, cette idée se heurte à des questions de statut qui vont être aménagées. La principale décision prise réside dans la prime qui sera allouée aux chercheurs partant en entreprise et qui sera égale à un an de salaire.

L'annonce faite par M. Chirac prouve que le gouvernement s'est attaqué à un des problèmes de fond de l'industrie française, responsable de son retard de compétitivité. Les réponses apportées seront-elles à la hauteur de l'enjeu ? Sans compter le temps perdu, on peut s'interroger par exemple sur l'efficacité d'un nouveau programme sur les matériaux alors que les « programmes mobilisateurs » arrêtés par les socialistes ont largement montré leur fai-

Au conseil des ministres

30 millions contre l'échec scolaire

M^{me} Alliot-Marie, secrétaire d'État chargée de l'enseignement, a annoncé le mercredi 8 juillet, au conseil des ministres, que l'État allait débourser 30 millions de francs pour lutter contre l'échec scolaire dans l'enseignement primaire.

Ce budget devrait permettre dès la rentrée prochaine de financer des heures de soutien aux élèves en difficulté dans les classes de cours moyen première et deuxième année (CM 1 et CM 2). Ces cours de rattrapage, en petits groupes, cofinancés par les municipalités, seraient assurés par des instituteurs volontaires travaillant en heures supplémentaires.

L'objectif de M^{me} Alliot-Marie est d'aider 100 000 élèves dès la prochaine année scolaire (sur 3,5 millions d'enfants de l'enseignement élémentaire), afin de réduire la proportion de ceux qui ne « savent pas correctement lire et compter » en entrant en sixième, qu'elle évalue à 20 %.

Dispersion

L'inspiration demeure globalement très étatique et centralisée, selon la tradition française. Reste que sur le fond la multitude des dispositions envisagées pour diffuser l'innovation technologique dans le tissu industriel forme un tout dispersé. C'est un choix et le ministre de l'Industrie insiste sur le côté complexe du processus d'innovation, concept plus large que celui de recherche. Sans doute ne faut-il pas le sous-estimer et l'existence de « corps intermédiaires » comme les centres techniques et les organismes professionnels, a sans doute beaucoup fait pour le développement de l'innovation en RFA. Mais il ne faut pas sous-estimer non plus la masse d'argent investie par les autorités ouest-allemandes pour parvenir à leurs fins. Les moyens mis par l'heure par le gouvernement français pour favoriser le « rattrapage technologique » de l'industrie française sont-ils, eux, vraiment à la hauteur de l'enjeu ?

CLAIRE BLANDIN.

En Turquie

Une nouvelle attaque de séparatistes kurdes fait vingt morts

ISTANBUL de notre correspondant

Les rebelles séparatistes kurdes ont attaqué deux villages dans la province de Mardin, non loin de la frontière syrienne, dans la soirée de mercredi 8 juillet, tuant vingt personnes, dont onze enfants, parmi la population civile. Cette action a eu lieu quelques heures seulement après que le premier ministre M. Turgut Ozal eut appelé à la reddition, lors d'une intervention dans le village voisin de Pinarcik, les auteurs du massacre de trente et une personnes perpétré le mois dernier et attribué au P.K.K. (Parti des travailleurs kurdes).

Cette nouvelle action apparaît clairement comme un défi à M. Ozal, au moment où celui-ci effectue une tournée dans la région du barrage Atatürk, pierre angulaire d'un programme de développement économique qui doit contribuer à la solution de la question ethnique, et après l'annonce d'un plan de sécurité destiné à remplacer l'état de siège actuellement en vigueur dans la région.

M. F.

Sur le vif

Le mollet et la jupe

C'est une dame, elle est un peu énermée, échauffée, normale par ce temps ! Elle choppe son fils, un gamain de treize, quatorze ans : Viens ici tout de suite. Enlève ma robe. Allez ! Va... Il la regarde, pétrifié, et il obéit. Bon, maintenant mes bas... Mon porte-jarretelles... Eh ben, qu'est-ce que t'attends ? Mon soutien-gorge... Espèce de petit saquin ! Que j'y reprenne à te balader avec mes affaires !

Pourquoi je vous raconte cette histoire ? Parce que cette semaine, dans *Femme actuelle*, il y a un lecteur aux abois. Il lance un SOS, doublé d'un coup de gueule. Voilà : il est marié, il aime sa femme, il n'a jamais été attiré par un autre mec, mais bon, les pantalons, il déteste, il supporte pas. D'ailleurs, à peine rentré chez lui, il sort un kit de se pender. Sa nana ? Ce la gêne pas : Mets-toi à l'aise, mon chéri.

Alors, où est le problème ? Il est malheureux, jaloux, il trouve que c'est pas juste, pas normal. Les femmes sont libres de se mettre en jean, en falzar, bref de s'habiller en homme. Et pas l'inverse. Il est pas content, il parle de discrimination sexuelle et il aimerait bien savoir si on est de son avis.

Vous, je sais pas, mais moi, très franchement, quand je pense à un mec en robe ou en jupe à carreaux, à fleurs ou à volants, je... comment vous dire... je peux pas m'empêcher d'imaginer ce qu'il y a en dessous, un slip, un caleçon, un collant, rien du tout... C'est pas que je sois obsédée ; simplement, à la vue d'un mollet poilu, par association d'idées...

Vous me direz : Bof, en d'autres temps, d'autres lieux, les hommes portaient la toga, la tunique ou le kimono. Le mode de la jupe pour homme, on y reviendra. D'accord, seulement pour qu'elle prenne, pour qu'elle descende dans la rue, voudrait mieux qu'elle soit longue. Ou alors que les mecs acceptent de s'ajuster. Les Grecs le faisaient bien. Et nous donc !

Non, c'est vrai, il n'y a pas de raison ! Nous, on s'arrête les poils des jambes à la cire, à l'électricité, à la pince, et on se fait un mal de chien, tandis que ces messieurs, velus comme des singes, cachent leur pelage sous des frocs ou les exhibent fièrement sur les plages. C'est pas juste, pas normal. La discrimination, parlons-en !

CLAUDE SARRAUTE.

A Haïti

Le comité de grève lance un ultimatum au général Namphy

Port-au-Prince. — Le comité de coordination de la grève générale en Haïti a proposé mercredi 8 juillet dans la capitale la formation d'un nouveau Conseil national de gouvernement (CNG) et indiqué qu'il « en appellera de nouveau au peuple » si le général Namphy, le président du CNG, n'a pas démissionné « avant lundi matin au plus tard ».

Le comité, formé de cinquante-sept organisations politiques et syndicales du pays, a donné la liste des personnalités qu'il souhaite voir figurer dans le nouveau CNG, qui devra, selon lui, « garantir l'application de la Constitution, administrer les affaires courantes et donner tous les moyens nécessaires au Conseil électoral provisoire pour l'organisation d'élections libres et honnêtes ».

Le comité a demandé au peuple de plébisciter le nouveau CNG en participant massivement dans tout le pays aux manifestations qu'il a

convoquées pour vendredi. Cet ultimatum lancé par le groupe des cinquante-sept intervient au moment où la situation semblait redevenir plus calme dans le pays. Le travail a repris dans la plupart des villes de province et dans la capitale. Les émeutes de la semaine dernière ont provoqué la mort de vingt et une personnes (dont vingt tuées par balle et une après des coups de matraque) et fait cent trente-cinq blessés, également par balles, selon un bilan officiel publié par l'hôpital général de Port-au-Prince et cité par la radio indépendante Radio-Haïti-Inter. La liste des victimes a été établie entre le 30 juin et le 6 juillet.

Le général Henri Namphy, qui n'a pas fait de commentaire sur l'ultimatum qui lui a été adressé, a toujours affirmé qu'il « assurait ses responsabilités jusqu'au bout », c'est-à-dire jusqu'au 8 février 1988. — (AFP.)

Le premier ministre du Mozambique en visite à Paris

Des experts militaires français pourraient se rendre à Maputo

Une mission d'évaluation française concernant la coopération militaire avec le Mozambique pourrait se rendre prochainement à Maputo. Le ministre français des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, a fait part de cette éventualité au premier ministre mozambicain, M. Mario De Graça Machado, qu'il a reçu mercredi 8 juillet pendant une heure, à indiqué un porte-parole du quai d'Orsay. Le Mozambique a des relations de coopération militaire, non seulement avec les pays de l'Est comme l'URSS et Cuba, mais aussi avec le Portugal, son ancien colonisateur, et la Grande-Bretagne.

M. Raimond et Machado ont discuté de la coopération bilatérale, jugée satisfaisante par les Mozambicains, et exprimé le souhait qu'elle se maintienne à son rythme actuel. Le Mozambique a bénéficié de près de la Caisse centrale de coopération économique (CCCE) d'environ 1 milliard de francs depuis 1980, et la coopération s'élève à 22 millions de francs.

M. Machado dirigera, à partir de jeudi, la délégation mozambicaine à une réunion des bailleurs de fonds qui se tiendra à Paris sous l'égide de la Banque mondiale.

En URSS

Le silence tombe sur le procès des responsables de Tchernobyl

Moscou (AFP). — Après six heures d'audience, le mardi 7 juillet, le silence est retombé mercredi sur le procès des six anciens responsables de la centrale de Tchernobyl qui devrait se poursuivre pendant trois semaines environ.

Les autorités soviétiques avaient autorisé l'accès d'une dizaine de journalistes occidentaux à l'ouverture de ce procès, dans la Maison de la culture, au centre de la ville évanouie de Tchernobyl, elle-même au cœur de la zone interdite au commun des mortels, autour de la centrale accidentée le 26 avril 1986. Mais ces observateurs étrangers ne seront réadmis que pour le verdict. Entre-temps, toute l'information dépend entièrement des médias soviétiques.

Mercredi, l'agence TASS n'a même pas signalé la reprise des audiences. La presse soviétique — ainsi bien à Moscou, que les journaux locaux en Ukraine — n'a d'ailleurs consacré, mercredi, qu'un bref entrefilet à ce procès. La télévision a également été très discrète : quelques secondes d'images à la fin de son principal bulletin d'information mercredi soir.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 9 juillet

Repli

La Bourse de Paris n'a pas tenu ses promesses. Jeudi matin, la baisse était de nouveau au rendez-vous et, à la clôture de la séance matinale, l'indicateur instantané accusait un repli de 0,97 %.

Le BTP a été passablement éprouvé (- 4 % en moyenne), de même que Cetelem (- 5 %).

Valeurs françaises			
	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	480	477	471
Agropar	537	540	537
Air Liquide (L)	705	706	706
Banque (Cof)	728	726	719
Bouygues	2903	2906	2905
Bouygues	1175	1182	1182
B.S.N.	4960	4960	4910
Carrefour	1396	1397	1394
Compagnie S.A.	615	615	618
Club Méditerranée	615	615	618
Elf-Aquitaine	3250	3250	3250
Esso	3600	3606	3602
Lafarge-Coppée	1040	1040	1027
Lyons des Eaux	3250	3250	3208
Michelin	3250	3250	3208
Midi (Cof)	2788	2788	2781
Mini-Hennessy	1035	1030	1010
Oréal (L)	1040	1030	1026
Paro-Record	498	498	498
Peugeot S.A.	752	749	748
Sant-Gobain	800	801	798
Suez	3162	3162	3160
Thomson-C.S.F.	2180	2180	2180
T.A.T.	528	528	528
Veolia	528	528	528

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel

Le numéro de « Monde » daté 9 juillet 1987 a été tiré à 451 495 exemplaires

A B C D E F G

NOTRE TAILLEUR SE DÉPLACE A DOMICILE SUR RENDEZ-VOUS

MY TAILOR

Paris banlieue - Tél. : 45-49-12-35

(Publicité)

SCIENCES PO

CLASSE PRÉPARATOIRE

d'octobre à juin 1987, la première préparation à tous les examens d'entrée à Sc. po. Doc. contre 3 timbres

CEPES

57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly 47.45.09.19 ou 47.22.94.94.

Nouveau : prépa CELSA

Le sort des otages occidentaux au Liban

- Les ravisseurs de Charles Glass présentent leurs exigences
- Une organisation inconnue revendique l'enlèvement des deux Allemands

BEYROUTH de notre correspondant

Les ravisseurs de M. Charles Glass ont finalement présenté leurs revendications. Ils exigent, en échange de la libération du journaliste américain, ainsi que de deux autres otages — dont l'émissaire de l'Église anglicane, M. Terry Waite, et un troisième détenu, non précisé — que les États-Unis se retirent du Golfe et n'y interviennent plus, en renonçant notamment à placer sous pavillon américain les navires koweïtiens. Ils demandent en outre une rançon de 10 millions de dollars, qui serait versée par le gouvernement américain au peuple libanais ainsi que la libération de deux mille Libanais enlevés par les chrétiens. Enfin, ils souhaitent que M^{me} Glass, et elle seule, négocie avec eux. Faute d'obtenir satisfaction dans les quarante-huit heures, les ravisseurs menacent de faire passer M. Glass en jugement, et d'envoyer « ce garçon et ses parents en enfer ».

Le document parvenu au journal libanais *As-Safir* ne paraît cependant pas mise en doute. On relève par ailleurs que les ravisseurs du journaliste américain proposent de libérer d'autres otages dont M. Waite, qui, lui, « négocierait » avec le Djihad islamique lorsqu'il avait disparu, ce qui semble confirmer les liens qui existent entre différents groupes de ravisseurs d'otages étrangers.

Un autre message est parvenu à un journal libanais *Al-Nahar*, et cette fois-ci par le canal des « Moujahidins (combattants de l'islam) pour la cause de la liberté », revendiquant l'enlèvement de deux ressortissants ouest-allemands, MM. Schmidt et Coréus, avec photocopie du passeport de ce dernier à l'appui. Il propose une cassette vidéo et l'enregistrement d'un des deux otages — en contrepartie d'un enregistrement de M. Mohammed Ali Hamadé, détenu dans les prisons allemandes pour terrorisme. Le document souligne que « la clé de cette affaire se trouve entre les mains de la RFA et de la Syrie », et met en garde ce dernier pays contre son rapprochement avec les États-Unis.

LUCIEN GEORGE.

LITÉRIES CHEZ CAPELOU

Les meilleures marques aux meilleurs prix

TRECA EPEDA SIMMONS-PIRELLI

37, Av. de la République, 75001 PARIS Tél. (1) 43.57.46.35 Métro : PARMENTIER

Dans « le Monde de l'éducation » un dossier complet :

LES PLACES DISPONIBLES DANS LES FACULTÉS

Sur le minitel à Paris et dans l'Île-de-France une mise à jour permanente (avec UNEF-ID)

36.15 TAPEZ LEMONDE puis UNEF